

BULLETIN OFFICIEL

du
Département
de
l'Isère

N°406

**TOME 1 – Partie 1
Arrêtés de Février
2024**



ISSN 0987-6758

BULLETIN OFFICIEL DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

2024-166	Direction de l'autonomie	Etablissements pour personnes âgées et personnes handicapées	Tarifs hébergement de la résidence autonomie « Les Pervenches » à Saint-Georges-d'Espéranche gérée par le CIAS de Heyrieux
2024-177	Direction de l'autonomie	Etablissements pour personnes âgées et personnes handicapées	Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Les Tournelles» à Val-de-Virieu
2024-200	Direction de l'autonomie	Etablissements pour personnes âgées et personnes handicapées	Tarifs hébergement de la résidence autonomie « Pierre Blanche» située à Voiron, gérée par CCAS de Voiron
2024-210	Direction de l'autonomie	Soutien à domicile des personnes âgées et handicapées	Changement d'adresse du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile « L'ESSENTIEL AU QUOTIDIEN »
2024-259	Direction de l'éducation, de la jeunesse et du sport	Protection maternelle infantile et parentalités	Fonctionnement du Centre de santé sexuelle géré par l'Université Grenoble-Alpes
2024-327	Direction de l'autonomie	Etablissements pour personnes âgées et personnes handicapées	Tarifs hébergement de la résidence autonomie « Les 4 Vallées » à Châtonnay gérée par le CIAS Bièvre Isère
2024-399	Direction de l'autonomie	Etablissements pour personnes âgées et personnes handicapées	Tarifs hébergement et dépendance de l'USLD gérée par le Centre hospitalier de La Tour-du-Pin
2024-400	Direction de l'autonomie	Etablissements pour personnes âgées et personnes handicapées	Tarifs hébergement et dépendance du budget annexe EHPAD géré par le Centre hospitalier de La Tour-du-Pin
2024-427	Direction de l'autonomie	Etablissements pour personnes âgées et personnes handicapées	Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD intercommunal « L'Obiou » de Mens
2024-439	Direction de l'autonomie	Etablissements pour personnes âgées et personnes handicapées	Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Hostachy » à Corps

BULLETIN OFFICIEL DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

2024-449	Direction de l'autonomie	Soutien à domicile des personnes âgées et handicapées	Autorisation du Service d' Aide et d' Accompagnement à Domicile « AFIPH A DOM»
2024-459	Direction des relations extérieures	Vie des élus	Délégation de signature temporaire à Madame Nathalie Faure Vice-présidente déléguée à la montagne
2024-466	Direction de l'autonomie	Soutien à domicile des personnes âgées et handicapées	Autorisation du Service d' Aide et d' Accompagnement à Domicile « ADPAH DE VIENNE »
2024-492	Direction de l'autonomie	Etablissements pour personnes âgées et personnes handicapées	Tarifs dépendance 2024 de l'EHPAD "Les Portes du Vercors" à Sassenage géré par l'association Les Bruyères
2024-506	Direction de l'aménagement	Administration générale	Arrêté modifiant l'arrêté n°2015-1543 du 30 juillet 2015 portant sur la composition de la Commission départementale d'aménagement foncier (CDAF) de l'Isère
2024-525	Direction des ressources humaines	Gestion du personnel	Délégation de signature et attribution pour la direction des ressources humaines
2024-534	Direction de l'autonomie	Etablissements pour personnes âgées et personnes handicapées	Tarifs hébergement de la résidence autonomie« Le Parc» gérée par le CCAS de Domène
2024-564	Direction de l'autonomie	Soutien à domicile des personnes âgées et handicapées	Autorisation du Service d' Aide et d' Accompagnement à Domicile « ADPA NORD-ISERE »
2024-565	Direction de l'autonomie	Soutien à domicile des personnes âgées et handicapées	Autorisation du Service d' Aide et d' Accompagnement à Domicile « ADPAH VOIRON »
2024-569	Direction de l'autonomie	Soutien à domicile des personnes âgées et handicapées	Autorisation du Service d' Aide et d' Accompagnement à Domicile « CCAS de Saint-Martin-d'Hères»
2024-570	Direction de l'autonomie	Soutien à domicile des personnes âgées et handicapées	Autorisation du Service d' Aide et d' Accompagnement à Domicile « CCAS de Saint-Marcellin»
2024-679	Direction de l'autonomie	Etablissements pour personnes âgées et personnes handicapées	Tarification 2024 du foyer d'hébergement Henri Robin, du foyer d'hébergement Isatis, du foyer d'hébergement Les Loges, du service d'activités de jour (SAJ), du service d'accompagnement à la vie sociale (SAVS) et du SAMSAH Autisme de l'association APAJH de l'Isère

BULLETIN OFFICIEL DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

2024-732	Direction de l'autonomie	Etablissements pour personnes âgées et personnes handicapées	Tarifs hébergement des résidences autonomie Le Lac, Les Alpins, Montesquieu et Saint-Laurent gérées par le CCAS de Grenoble
2024-735	Direction de l'autonomie	Etablissements pour personnes âgées et personnes handicapées	Rectification d'une erreur matérielle contenue dans l'arrêté du 18 décembre 2023 n° 2023-8978 relatif aux tarifs dépendance de l'EHPAD "Les Solambres" situé à La Terrasse et géré par la Mutualité Française Isère
2024-737	Direction de l'autonomie	Etablissements pour personnes âgées et personnes handicapées	Rectification d'une erreur matérielle contenue dans l'arrêté du 28 décembre 2023 n° 2023-9183 relatif aux tarifs dépendance de l'EHPAD "Vigny Musset" situé à Grenoble et géré par la Mutualité Française Isère
2024-739	Direction de l'autonomie	Etablissements pour personnes âgées et personnes handicapées	Rectification d'une erreur matérielle contenue dans l'arrêté du 18 décembre 2023 n° 2023-8899 relatif aux tarifs dépendance de l'EHPAD "Bois d'Artas" situé à Grenoble et géré par la Mutualité Française Isère
2024-745	Direction de l'autonomie	Etablissements pour personnes âgées et personnes handicapées	Rectification d'une erreur matérielle contenue dans l'arrêté du 11 janvier 2024 n° 2024-224 relatif aux tarifs dépendance de la petite unité de vie et de l'accueil de jour « La Révola » à Villard de-Lans
2024-762	Direction de l'autonomie	Etablissements pour personnes âgées et personnes handicapées	Tarifs hébergement et dépendance 2024 de l'EHPAD public de Voreppe
2024-805	Direction de l'autonomie	Soutien à domicile des personnes âgées et handicapées	Changement d'adresse du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile « G2L BIVIERS »
2024-809	Direction de l'autonomie	Soutien à domicile des personnes âgées et handicapées	Changement d'adresse du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile « G2L SAINT EGREVE »
2024-844	Direction des relations extérieures	Vie des élus	Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère au Comité de pilotage des ateliers des territoires Rives-du-Rhône
2024-921	Direction de l'autonomie	Etablissements pour personnes âgées et personnes handicapées	Tarification 2024 du SAMSAH ALPHI REHAB, des foyers Le Par cet La Source à Monestier-de-Clermont, du service d'activités de jour (SAJ) à Sassenage et du SAMSAH SERDAC de l'association Accompagner le handicap psychique en Isère (ALPHI)

BULLETIN OFFICIEL DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

2024-930	Direction de l'autonomie	Etablissements pour personnes âgées et personnes handicapées	Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Château de la Serra » situé à Villette-d' Anthon
2024-959	Direction de l'autonomie	Etablissements pour personnes âgées et personnes handicapées	Tarifs hébergement de la résidence autonomie « Le Belvédère » gérée par le CCAS de Seyssins
2024-961	Direction de l'autonomie	Etablissements pour personnes âgées et personnes handicapées	Tarifs hébergement et dépendance de la Maison cantonale des personne âgées situé à Meylan gérée par la Fondation Partage et Vie
2024-971	Direction de l'autonomie	Etablissements pour personnes âgées et personnes handicapées	Tarifs hébergement de la résidence autonomie « Pré Blanc » gérée par le CCAS de Meylan
2024-973	Direction de l'autonomie	Etablissements pour personnes âgées et personnes handicapées	Tarifs hébergement de la résidence autonomie « Georges Brassens » gérée par le CCAS de Moirans
2024-990	Direction de l'autonomie	Etablissements pour personnes âgées et personnes handicapées	Tarifs hébergement et dépendance de la PUV « Foyer Rose Achard » située à Pont-en-Royans, gérée par l'association La Providence
2024-991	Direction de l'autonomie	Etablissements pour personnes âgées et personnes handicapées	Tarifs hébergement de la résidence autonomie « Le Vercors » gérée par le CCAS de Vinay
2024-992	Direction de l'autonomie	Etablissements pour personnes âgées et personnes handicapées	Tarifs hébergement de la résidence autonomie « Marpa des Lacs » de Pierre-Châtel gérée par l'association des Lacs de la Matheysine
2024-993	Direction de l'autonomie	Etablissements pour personnes âgées et personnes handicapées	Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD géré par le Centre hospitalier de Tullins et son accueil de jour

BULLETIN OFFICIEL DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

2024-1004	Direction de l'autonomie	Etablissements pour personnes âgées et personnes handicapées	Tarifs hébergement de la résidence autonomie « Le Verger » gérée par le CCAS de Corenc
2024-1088	Direction des relations extérieures	Vie des élus	Délégation de signature temporaire à Madame Imen De Smedt
2024-1089	Direction des relations extérieures	Vie des élus	Délégation de signature temporaire à Monsieur Christophe Charles Vice-présidente chargé de l'action sociale, de l'insertion et du logement
2024-1142	Direction de l'autonomie	Etablissements pour personnes âgées et personnes handicapées	Tarifs hébergement et dépendance de la petite unité de vie pour personnes âgées« La Ricandelle » à Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs gérée par l'ADMR
2024-1146	Direction de l'autonomie	Etablissements pour personnes âgées et personnes handicapées	Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD "Les Terrasses de la Sure" à Moirans et de son accueil de jour
2024-30180	Direction territoriale Porte des Alpes	Aménagement	Réglementation de la circulation sur la RD76 (PR 0+0800 au PR 2+0365) Saint-Quentin-Fallavier situés hors agglomération
2024-30223	Direction territoriale Porte des Alpes	Aménagement	Réglementation du stationnement et de la circulation sur la RD1006 (PR 1+0670 au PR 1+0702) Grenay situés hors agglomération
2024-30255	Direction territoriale du Trièves	Aménagement	Réglementation de la circulation sur la RD8A du PR 17+0170 au PR 17+0200 (Saint-Michel-les-Portes et Gresse-en-Vercors) situés hors agglomération
2024-30260	Direction territoriale de la Bièvre	Aménagement	Réglementation de la circulation sur la RD 71 du PR 30+0554 au PR 30+0614 (Roybon) situés hors agglomération
2024-30265	Direction territoriale Haut-Rhône Dauphinois	Aménagement	Réglementation de la circulation sur la RD18G du PR 0+0000 au PR 4+0940 (Moras, Villemoirieu et Dizimieu) situés hors agglomération et D18A du PR 5+0000 au PR 5+0720 (Moras) situés hors agglomération
2024-30274	Direction territoriale de la Bièvre	Aménagement	Réglementation de la circulation sur la RD 518 du PR 39+0162 au PR 40+0464 (La Côte-Saint-André et Ornacieux-Balbins) situés hors agglomération
2024-30275	Direction territoriale de la Bièvre	Aménagement	Réglementation de la circulation sur la RD 73C du PR 0+0000 au PR 0+0959 (Beaufort) situés hors agglomération
2024-30286	Direction territoriale du Voironnais-Chartreuse	Aménagement	Réglementation de la circulation sur la RD102 du PR 4+0236 au PR 4+0480 (Saint-Christophe-sur-Guiers) situés hors agglomération

BULLETIN OFFICIEL DU DEPARTEMENT DE L'ISERE

2024-30287	Direction territoriale Porte des Alpes	Aménagement	Réglementation de la circulation sur la RD143 (PR 6+0859 au PR 7+0092) Saint-Savin situés hors agglomération
2024-30288	Direction territoriale Porte des Alpes	Aménagement	Réglementation du stationnement et de la circulation sur la RD36 (PR 17+0327) Saint-Just-Chaleyssin situé hors agglomération
2024-30289	Direction territoriale des Vals du Dauphiné	Aménagement	Réglementation de la circulation sur la RD17 du PR 2+0478 au PR 3+0625 (Sainte-Blandine) situés hors agglomération
2024-30290	Direction territoriale du Voironnais-Chartreuse	Aménagement	Réglementation de la circulation sur la RD50 du PR 13+0690 au PR 14+0000 (Charavines et Villages du Lac de Paladru) situés hors agglomération



Arrêté n° 2024-166

Direction de l'Autonomie

Service des établissements pour personnes âgées et personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement de la résidence autonomie « Les Pervenches »
à Saint-Georges-d'Espéranche gérée par le CIAS de Heyrieux**

Le Président du Département de l'Isère

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2023 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2024, les dépenses et recettes de fonctionnement de la résidence autonomie de Saint-Georges-d'Espéranche sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montant hébergement
Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	198 100 €
Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	347 940 €
Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	149 235 €
Reprise du résultat antérieur - Déficit	-
TOTAL DEPENSES	695 275 €
Groupe I - Produits de la tarification	566 243 €
Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	127 110 €
Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	1 922 €
Reprise de résultats antérieurs - Excédent	
TOTAL RECETTES	695 275 €

Accusé de réception en préfecture
088-223800012-20240201-2024-166-AR
Date de réception préfecture : 01/02/2024

Article 2 :

Les tarifs hébergement journaliers de la résidence autonomie de Saint-Georges-d'Espéranche sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} février 2024** :

Tarifs hébergement

Tarif hébergement moyen (F1 bis 1)	26,07 €
Tarif hébergement F1	21,65 €
Tarif hébergement F1 bis 2	29,09 €
Tarif hébergement F2 bis 1	38,91 €
Tarif hébergement F2 bis 2	40,79 €

Article 3 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 :

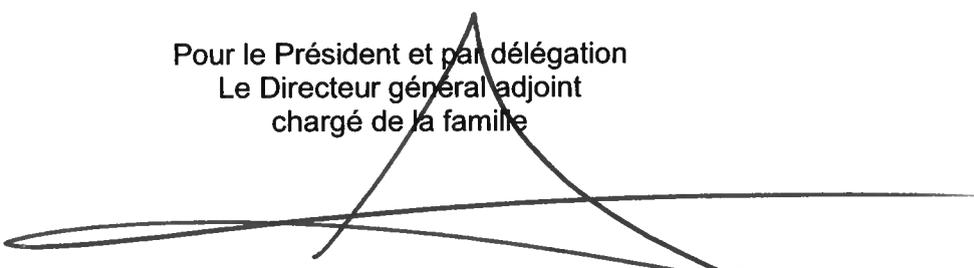
En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 5 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 5 janvier 2024

Pour le Président et par délégation
Le Directeur général adjoint
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture 038-223800012-20240201-2024-166-AR Date de réception préfecture : 01/02/2024
--



Arrêté n° 2024-177

Direction de l'autonomie

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Les Tournelles »
à Val-de-Virieu**

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application,

Vu la délibération n° 2023 DOB 2024 A 05 3 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2023 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

Considérant le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) 2024-2028 en cours de signature ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Le montant des charges nettes hébergement 2024 est arrêté à la somme de 1 745 473 €.

Article 2 :

Le montant du forfait dépendance 2024 de l'hébergement permanent est fixé à 687 661,38 €.

Article 3 :

Le montant de la dotation dépendance, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 2016-1814), à verser à l'établissement s'établit à 423 647,36 € (cf. détail ci-dessous).

Ce paiement s'effectuera trimestriellement.

Montant de la tarification dépendance	687 661,38 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine	50 732,15 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	13 686,02 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	199 595,85 €
Montant de la dotation annuelle 2024	423 647,36 €

Article 4 :

Pour 2025, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre le quart de la dotation annuelle de 2024. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2025.

Article 5 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD « Les Tournelles » à Val-de-Virieu sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} février 2024** :

Tarif hébergement permanent

Tarif hébergement chambres anciennes	61,64 €
Tarif hébergement chambres rénovées	68,50 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	85,93 €

Tarifs dépendance hébergement

Tarif dépendance GIR 1 et 2	28,22 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	17,91 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6	7,60 €
-----------------------------	--------

Article 6 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 7 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Arrêté n° 2024-177

Article 8 :

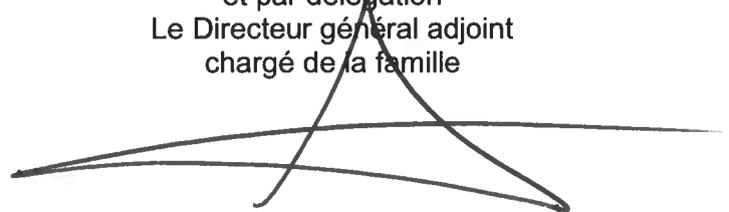
En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 9 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 22 janvier 2024

Pour le Président
et par délégation
Le Directeur général adjoint
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240201-2024-177-AR
Date de réception préfecture : 01/02/2024

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240201-2024-177-AR
Date de réception préfecture : 01/02/2024



Arrêté n° 2024-200
Direction de l'autonomie
 Service établissements personnes âgées personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement de la résidence autonomie « Pierre Blanche »
 située à Voiron, gérée par CCAS de Voiron**

Le Président du Département de l'Isère

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2023 DOB 2024 A 05 73 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2023 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2024, les dépenses et recettes de la résidence autonomie « Pierre Blanche » située à Voiron sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants hébergement
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	266 706 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	377 459 €
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	244 366 €
	Reprise du résultat antérieur - Déficit	€
TOTAL DEPENSES		889 066,00 €

Accusé de réception en préfecture
 038-223800012-20240201-2024-200-AR
 Date de réception préfecture : 01/02/2024

Groupes fonctionnels		Montant hébergement
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	569 200 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	225 494 €
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	94 372 €
	Reprise de résultats antérieurs - Excédent	€
TOTAL RECETTES		889 066 €

Article 2 :

Les tarifs hébergement journaliers de la résidence autonomie « Pierre Blanche » sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} février 2024** :

Tarif hébergement :

Tarif hébergement F1 bis 1 (25 m ²)	23,33 €
Tarif hébergement F1 bis 2 (27 à 28 m ²)	23,49 €
Tarif hébergement F1 bis 3 (30 m ²)	23,73 €
Tarif hébergement F1 bis 4 (33 m ²)	24,21 €
Tarif hébergement couple	28,97 €

Article 3 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 :

En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 5 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 18 janvier 2024

Pour le Président
et par délégation
Le Directeur général adjoint
chargé de la famille

Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240201-2024-200-AR
Date de réception préfecture : 01/02/2024



Arrêté n° 2024/210

Direction de l'autonomie

Service Soutien à domicile des personnes âgées et handicapées

**Arrêté relatif au changement d'adresse du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile
« L'ESSENTIEL AU QUOTIDIEN »**

Le Président du Département de l'Isère

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment le titre 1^{er} du livre III de la partie réglementaire ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.312-1, les articles L.313-1 à L.313-9 relatifs aux autorisations, les articles R.313-1 à R.313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles D.313-11 à D.313-14 relatifs aux contrôles et conformité des établissements et services ;

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Vu la loi n°2021-1754 du 23 décembre 2021 modifiée du financement de la sécurité sociale pour 2022 notamment son article 44 ;

Vu la loi n°2022-1616 du 23 décembre 2022 modifiée de financement de la sécurité sociale pour 2023, notamment son article 68 ;

Vu le décret n°2023-608 du 13 juillet 2023 relatif aux services autonomie à domicile ;

Vu le schéma départemental de l'autonomie et des handicaps de l'Isère pour la période 2022/2026, adopté le 31 mars 2023 ;

Vu l'arrêté n°2020-3815 d'autorisation délivré par le Président du Département pour une durée de quinze ans à compter du 4 août 2020, permettant à la SAS « L'essentiel au quotidien » d'exercer en qualité de prestataire les activités d'aide à la mobilité et au transport de personnes ainsi que l'assistance aux personnes âgées et/ou aux personnes handicapées sur les communes de Pontcharra, Chapareillan et Barraux.

Considérant l'instruction n° DGCS/SD3A/DREES/DMSI/2018/19 du 23 janvier 2018 relative à la prise en compte dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) des services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) suite à la parution du décret n°2016-1759 du 16 décembre 2016 relatif à la transmission des actes d'autorisation du Président du Conseil départemental en matière sociale ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Cet arrêté abroge l'arrêté n°2020-3815 en raison d'une erreur d'adresse de l'entité juridique et de l'établissement. L'adresse est la suivante : 19 chemin des Gargues 73100 Briançon-Saint-Innocent.

Direction de l'autonomie
038-223800012-20240129-2024-210-AR
Date de réception préfecture : 29/01/2024

Article 2 :

Le SAAD L'Essentiel au Quotidien pourra intervenir sur les communes suivantes : Pontcharra, Chapareillan et Barraux qui constituent sa zone d'intervention.

Article 3 :

Le service L'Essentiel au Quotidien est spécifiquement autorisé à intervenir auprès des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) mentionnée à l'article L232-1 du CASF et de la prestation de compensation du handicap (PCH) mentionnée à l'article L245-1 du même code comme en dispose l'article L313-1-2 du CASF.

Article 4 :

La présente autorisation ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, mentionnée à l'article L.313-6 alinéa 3 du CASF.

Article 5 :

Conformément aux dispositions de la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, l'autorisation est délivrée pour une durée de 15 ans depuis la date du dernier agrément, soit jusqu'au 10/08/2035.

La demande de renouvellement de cette autorisation devra être effectuée au plus tard 3 mois avant cette date. Son renouvellement sera subordonné aux conditions définies par l'article L.313-5 du CASF.

Article 6 :

Conformément à l'article L.313-16 du Code de l'action sociale et des familles, l'autorisation pourra être retirée, si le service ne répond pas aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement définies par décret n°2023-608 du 13 juillet 2023 relatif aux services autonomie à domicile.

Article 7 :

Conformément à l'article L.313-1 du Code de l'action sociale et des familles, tout changement important relatif à l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service autorisé par cet arrêté, devra être porté à la connaissance du Président du Département.

Article 8 :

Les caractéristiques de la présente décision sont enregistrées comme suit au Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux FINESS selon les caractéristiques suivantes :

Identification de l'entité juridique :

- Adresse : 19 chemin des Gargues 73100 Brison-Saint-Innocent
- Numéro de SIREN : 829 596 329
- Statut : Société par Actions Simplifiée (SAS)

Identification du service :

- Adresse : 19 chemin des Gargues 73100 Brison-Saint-Innocent
- Catégorie : 460 Service Prestataire d'Aide à Domicile
- Agrégat de catégorie : 4605 - Etablissements et services multi clientèles
- Mode de tarification : 01 - service tarif libre
- SIRET : 829 596 329 00013
- FINESS : 38 002 586 6

Equipement :

- Discipline : 469 - Aide à domicile
- Mode de fonctionnement : 16 - Prestation en milieu ordinaire
- Clientèle : 010 - Personnes handicapées (tous types de déficiences sans autre indication) et 700 Personnes âgées (sans autre indication)

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240129-2024-210-AR
Date de télétransmission : 29/01/2024
Date de réception préfecture : 29/01/2024

Article 9 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Département de l'Isère dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le recours administratif préalable (RAPO) précède obligatoirement le recours contentieux. La demande de recours (RAPO) doit être adressée au Président du Département de l'Isère – Maison Départementale de l'Autonomie (MDA) – Service soutien à domicile PA/PH Immeuble « Les Cornalines » 15 avenue Doyen Louis Weil BP 337 38010 Grenoble CEDEX 1.

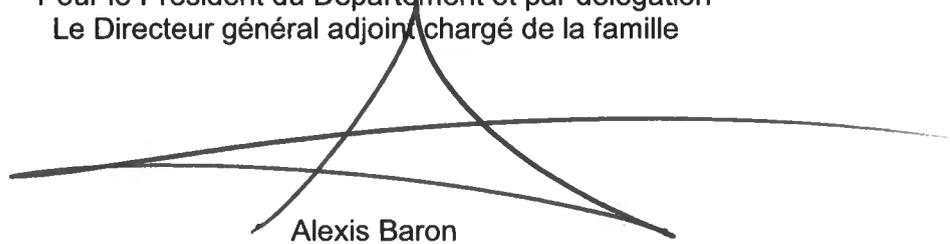
La demande de recours contentieux doit être adressée au Tribunal administratif de Grenoble, situé 2 place de Verdun, 38000 Grenoble dans un délai de deux mois après réception par notification explicite du refus du RAPO, ou du fait d'une décision implicite (absence de réponse) pour exercer un recours contentieux.

Article 10 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère et notifié au Président de l'organisme gestionnaire, à Monsieur le Directeur Départemental de l'Isère de l'Agence Régionale de Santé et à Monsieur le Directeur Départemental de la DDETS Rhône-Alpes, Unité Territoriale de l'Isère.

Fait à Grenoble, le 29/01/2024

Pour le Président du Département et par délégation
Le Directeur général adjoint chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240129-2024-210-AR
Date de télétransmission : 29/01/2024
Date de réception préfecture : 29/01/2024



Arrêté n° 2024-259

Direction de l'éducation, de la jeunesse et du sport
Service protection maternelle infantile et parentalités

**Arrêté relatif au fonctionnement du
Centre de santé sexuelle géré par l'Université Grenoble-Alpes**

Le Président du Département de l'Isère

Vu le Code de la santé publique notamment les articles L.2311-1 à L.2311-6 et R.2311-7 à R.2311-18 ;

Vu la loi du 7 février 2022 relative à la protection des enfants qui modifie la dénomination des centres de planification et d'éducation familiale en centres de santé sexuelle ;

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat complétée par la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 ;

Vu la loi n°67-1176 du 28 décembre 1967 relative à la régulation des naissances ;

Vu l'arrêté du 5 novembre 1992 relatif aux centres de planification ou d'éducation familiale ;

Vu l'arrêté du Préfet du 7 avril 1981 autorisant l'ouverture du centre de planification et d'éducation familiale du domaine universitaire de Saint-Martin-d'Hères ;

Vu le rapport favorable de la visite de conformité par le médecin départemental de PMI ;

Sur la proposition de la Directrice générale des services du Département ;

Arrête :

Article 1 :

Suite au déménagement du centre de santé sexuelle du centre de santé étudiant, Monsieur le Président de l'Université Grenoble-Alpes est autorisé à continuer à faire fonctionner un centre de santé sexuelle situé au Bâtiment Muse – 80 allée Ampère – 38400 Saint-Martin-d'Hères.

Article 2 :

Le Médecin Directeur du centre de santé sexuelle est le Docteur Lauren Besson, par dérogation du Directeur de l'agence régionale de santé.

Article 3 :

Le centre de santé sexuelle s'assurera le concours du personnel requis par les textes réglementaires sus-visés.

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240208-2024-259-AI
Date de télétransmission : 16/02/2024
Date de réception préfecture : 16/02/2024

Article 4 :

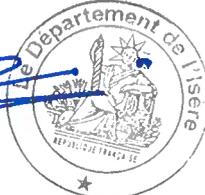
Le centre de santé sexuelle s'engage à exercer ses activités dans les conditions prévues par les textes sus-visés.

Article 5

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 08/02/2024

Le Président du Département de l'Isère



Jean-Pierre Barbier

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Grenoble qui peut être saisi notamment par la voie de l'application « télérécurse citoyens » sur le site www.telerecours.fr. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé par écrit devant le Président du Département de l'Isère, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240208-2024-259-A1
Date de télétransmission : 16/02/2024
Date de réception préfecture : 16/02/2024



Arrêté n° 2024-327

Direction de l'Autonomie

Service des établissements pour personnes âgées et personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement de la résidence autonomie « Les 4 Vallées »
à Châtonnay gérée par le CIAS Bièvre Isère**

Le Président du Département de l'Isère

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2023 DOB 2024 A 05 3 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2023 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Conseil départemental ;

Considérant la participation de la Communauté de communes ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2024, les dépenses et recettes de fonctionnement de la résidence autonomie « Les 4 Vallées » à Châtonnay sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montant hébergement
Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	198 400,00 €
Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	506 026,19 €
Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	215 747,10 €
TOTAL DEPENSES	920 173,29 €
Groupe I - Produits de la tarification	665 757,29 €
Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	246 431,00 €
Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	90 000,00 €
TOTAL RECETTES	920 173,29 €

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240227-2024-327-AR
Date de réception préfecture : 27/02/2024

Article 2 :

Les tarifs hébergement journaliers de la résidence autonomie « Les 4 Vallées » à Châtonnay sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} février 2024** :

Tarifs hébergement

Tarif hébergement F1	27,67 €
Tarif hébergement F1 bis 1	33,14 €
Tarif hébergement F1 bis 2	38,77 €
Tarif hébergement F2	45,73 €

Article 3 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 :

En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 5 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 13 février 2024

Pour le Président et par délégation
Le Directeur général adjoint
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240227-2024-327-AR
Date de réception préfecture : 27/02/2024



Arrêté n° 2024-399

Direction de l'Autonomie

Service établissements et services pour personnes âgées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'USLD
gérée par le Centre hospitalier de La Tour-du-Pin**

Le Président du Département de l'Isère

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2023 DOB 2024 A 05 3 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2023 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département et le CPOM signé sur le budget EHPAD ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête

Article 1 :

Le budget de fonctionnement 2024 de l'USLD rattachée au centre hospitalier de La Tour-du-Pin se décline comme suit :

Groupes fonctionnels		Montant hébergement	Montant dépendance
Dépenses	Titre I Charges de personnel	960 603,67 €	674 514,88 €
	Titre III Charges à caractère hôtelier et général	571 977,10 €	91 621,63 €
	Titre IV Charges d'amortissements, de provisions, financières et exceptionnelles	183 134,33 €	217 187 €
	TOTAL DEPENSES	1 715 715,10 €	768 608,38 €

Copie de réception en préfecture : 038-223800012-20240201-2024-899-AR
Date de réception préfecture : 01/02/2024

Arrêté n° 2024-399

		Montant hébergement	Montant dépendance
Recettes	Titre II-Produits afférents à la dépendance		699 382,09 €
	Titre III-Produits afférents à l'hébergement	1 625 606,80 €	
	Titre IV- Autres Produits	90 108,30 €	69 226,29 €
	TOTAL RECETTES	1 715 715,10 €	768 608,38 €

Article 2 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'USLD du centre hospitalier de La Tour-du-Pin sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} février 2024** :

Tarif hébergement

Tarif hébergement 64,41 €
 Tarif hébergement des moins de 60 ans 92,07 €

Tarifs dépendance

Tarif dépendance GIR 1 et 2 30,51 €
 Tarif dépendance GIR 3 et 4 19,36 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6 8,21 €

Article 3 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 4 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 5 :

En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 6 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 22 janvier 2024

Pour le Président et par délégation
 Le Directeur général adjoint
 chargé de la famille


Alexis Baron
 Recours de dépendance en préfecture
 038-223800012-20240201-2024-399-AR
 Date de réception préfecture : 01/02/2024

Dépôt en Préfecture le :



Arrêté n° 2024-400

Direction de l'autonomie
Service établissements personnes âgées et personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance du budget annexe
EHPAD géré par le Centre hospitalier de La Tour-du-Pin**

Le Président du Département de l'Isère

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2023 DOB 2024 A 05 3 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2023 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

Considérant le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) 2023-2027 ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Le montant des charges nettes hébergement 2024 est arrêté à la somme de 1 814 465 €.

Article 2 :

Le montant du forfait dépendance 2024 de l'hébergement permanent est fixé à 558 223,16 €.

Le budget dépendance pour les places d'hébergement temporaire est fixé à 82 128 €.

Article 3 :

Le montant de la dotation dépendance, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 2016-1814), à verser à l'établissement s'établit à 353 848,48 € (cf. détail ci-dessous).
Ce paiement s'effectuera trimestriellement.

Montant de la tarification dépendance (HP + HT)	640 351,16 €
Déduction de l'Hébergement temporaire	82 128,00 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs	45 032,24 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	6 056,23 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	153 286,21 €
Montant de la dotation annuelle 2024	353 848,48 €

Article 4 :

Pour 2025, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre le quart de la dotation annuelle de 2024. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2025.

Article 5 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables au budget annexe EHPAD du Centre hospitalier de La Tour-du-Pin sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} février 2024** :

Tarif hébergement

Tarif hébergement permanent	65,86 €
Tarif hébergement temporaire	69,15 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	88,62 €

Tarifs dépendance hébergement

Tarif dépendance GIR 1 et 2	26,57 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	16,86 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6	7,15 €
-----------------------------	--------

Article 6 :

Les tarifs de l'accueil de jour rattaché à l'EHPAD du Centre hospitalier de La Tour-du-Pin sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} février 2024** :

Tarif accueil de jour

Tarif hébergement	27,66 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	46,01 €
Tarif dépendance GIR 1 et 2	27,09 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	17,18 €
Tarif dépendance GIR 5 et 6	7,30 €

Article 7 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Accusé de réception en préfecture 038-223800012-20240201-2024-400-AR Date de réception préfecture : 01/02/2024
--

Arrêté n° 2024-400

Article 8 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 9 :

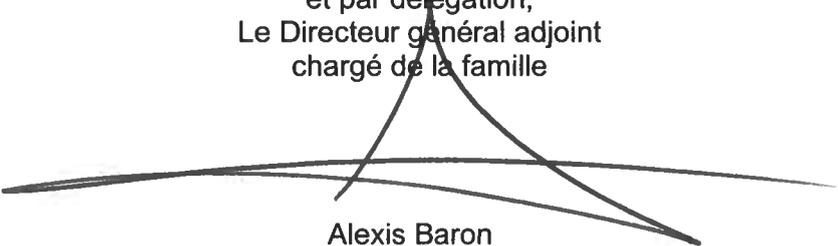
En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 10 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 22 janvier 2024

P/le Président du Département
et par délégation,
Le Directeur général adjoint
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240201-2024-400-AR
Date de réception préfecture : 01/02/2024

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240201-2024-400-AR
Date de réception préfecture : 01/02/2024



Arrêté n° 2024-427

Direction de l'autonomie

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance
de l'EHPAD intercommunal « L'Obiou » de Mens**

Le Président du Département de l'Isère

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2023 DOB 2024 A 05 3 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2023 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

Considérant le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) 2024-2028 en cours de signature ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Le montant des charges nettes hébergement 2024 est arrêté à la somme de 2 136 055 €.

Article 2 :

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé à 689 910 € au titre de l'exercice budgétaire 2024.

Article 3 :

Le montant de la dotation dépendance, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 1816-1814), à verser à l'établissement s'établit à 434 639,88 € (cf. détail ci-dessous).

Ce paiement s'effectuera trimestriellement.

Montant de la tarification dépendance	689 910,00 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs	72 384,00 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	5 058,12 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	177 828,00 €
Montant de la dotation annuelle 2024	434 639,88 €

Article 4 :

Pour 2025, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre le quart de la dotation annuelle de 2024. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2025.

Article 5 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD intercommunal « L'Obiou » situé à Mens sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} février 2024** :

Tarif hébergement permanent :

Tarif hébergement + de 60 ans	69,55 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	93,08 €

Tarifs dépendance :

Tarif dépendance GIR 1 et 2	24,84 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	15,76 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6	6,69 €
-----------------------------	--------

Tarif hébergement temporaire :

Tarif hébergement :	73,03 €
Tarif dépendance GIR 1 et 2	29,00 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	19,00 €
Tarif dépendance GIR 5 et 6	8,00 €

Article 6 :

Les tarifs de l'accueil de jour rattaché à l'EHPAD intercommunal « L'Obiou » à Mens sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} février 2024** :

Tarif hébergement + de 60 ans	31,30 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	54,60 €
Tarif dépendance GIR 1 et 2	31,53 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	20,01 €
Tarif dépendance GIR 5 et 6	8,50 €

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240201-2024-427-AR
Date de réception préfecture : 01/02/2024

Article 7 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 8 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 9 :

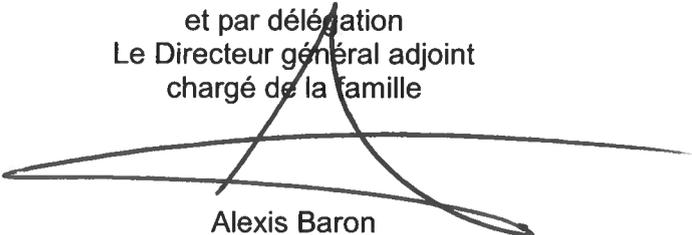
En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 10 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 22 janvier 2024

Pour le Président
et par délégation
Le Directeur général adjoint
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240201-2024-427-AR
Date de réception préfecture : 01/02/2024



Arrêté n° 2024-439

Direction de l'autonomie

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Hostachy » à Corps

Le Président du Département de l'Isère

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2023 DOB 2024 A 05 3 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2023 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

Considérant le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) 2024-2028 en cours de signature ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Le montant des charges nettes hébergement 2024 est arrêté à la somme de 997 608,40 €.

Article 2 :

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé à 350 924,05 € au titre de l'exercice budgétaire 2024.

Article 3 :

Le montant de la dotation dépendance, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 1816-1814), à verser à l'établissement s'établit à 206 791,80 € (cf. détail ci-dessous). Ce paiement s'effectuera trimestriellement.

Montant de la tarification dépendance	350 924,05 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs	34 490,20 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	10 003,71 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	99 638,34 €
Montant de la dotation annuelle 2024	206 791,80 €

Article 4 :

Pour 2025, en cas de tarification dépendance arrêtée après le 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme de correspondant au quart de la dotation annuelle de 2024. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2025.

Article 5 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 6 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD « Hostachy » sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} février 2024** :

Tarif hébergement permanent

Tarif hébergement + de 60 ans	64,55 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	87,23 €

Tarifs dépendance

Tarif dépendance GIR 1 et 2	26,37 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	16,73 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6	7,10 €
-----------------------------	--------

Article 7 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 8 :

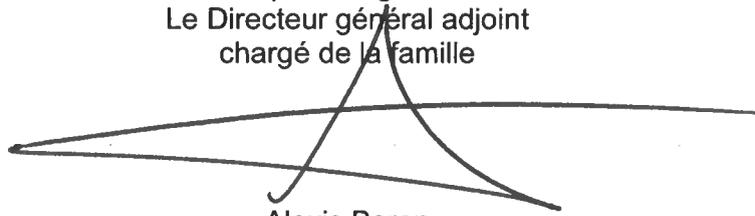
En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 9 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 22 janvier 2024

Pour le Président
et par délégation
Le Directeur général adjoint
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :



Arrêté n° 2024-449

Direction de l'autonomie

Service Soutien à domicile des personnes âgées et handicapées

**Arrêté relatif à l'autorisation du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile
« AFIPH A DOM »**

Le Président du Département de l'Isère

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment le titre 1^{er} du livre III de la partie réglementaire ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.312-1, les articles L.313-1 à L.313-9 relatifs aux autorisations, les articles R.313-1 à R.313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles D.313-11 à D.313-14 relatifs aux contrôles et conformité des établissements et services ;

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Vu le schéma départemental de l'autonomie et des handicaps de l'Isère pour la période 2022/2026, adopté le 31 mars 2023 ;

Vu le décret n°2023-608 du 13 juillet 2023 relatif aux services autonomie à domicile ;

Vu l'autorisation accordée pour une durée de quinze ans à compter du 26 janvier 2009 ;

Vu l'arrêté n°2024-74 en date du 02 janvier 2024 ;

Considérant la délibération du 8 décembre 2023 qui autorise le Président du Conseil départemental à signer un CPOM avec l'association « AFIPH A DOM » pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2025 ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

L'autorisation visée à l'article L.313-1 du Code de l'action sociale et des familles est renouvelée au SAAD « AFIPH A DOM » situé 3 avenue Marie Reynoard 38100 Grenoble pour intervenir auprès des personnes âgées et personnes en situation de handicap pour l'activité suivante soumise à autorisation :

- Assistance dans les actes quotidiens de la vie aux personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou personnes atteintes de pathologies chroniques incluant garde malade à l'exclusion du soin,

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240205-2024-449-AR
Date de télétransmission : 05/02/2024
Date de réception préfecture : 05/02/2024

Arrêté n°2024-449

- Accompagnement et aide à la mobilité hors domicile des personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou des personnes atteintes de pathologies chroniques,
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou des personnes atteintes de pathologies chroniques.

Article 2 :

Le service conserve sa zone d'intervention.

Article 3 :

Conformément aux dispositions de la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, l'autorisation est délivrée pour une durée de 15 ans depuis la date de renouvellement, soit jusqu'au 27 janvier 2039.

Une nouvelle demande de renouvellement de cette autorisation devra être effectuée au plus tard 3 mois avant cette date. Son renouvellement sera subordonné aux conditions définies par l'article L.313-5 du CASF.

Article 4 :

Conformément à l'article L.313-16 du Code de l'action sociale et des familles, l'autorisation pourrait être retirée, si le service ne répondait pas aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement définies par le décret n°2023-608 du 13 juillet 2023 relatif aux services autonomes à domicile.

Article 5 :

Conformément à l'article L.313-1 du Code de l'action sociale et des familles, tout changement important relatif à l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service autorisé par cet arrêté, devra être porté à la connaissance du Président du Département.

L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord du Président du Département.

Article 6 :

Le SAAD « AFIPH A DOM » est spécifiquement autorisé à intervenir auprès des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) mentionnée à l'article L.232-1 du CASF et de la prestation de compensation du handicap (PCH) mentionnée à l'article L.245-1 du même code comme en dispose l'article L.313-1-2 du CASF.

Article 7 :

La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, mentionnée à l'article L.313-6 alinéa 3 du CASF, pour la durée du CPOM signé avec le Département.

En l'absence de CPOM, aucun nouveau dossier de bénéficiaire habilité à l'aide sociale départementale ne pourra être pris en charge.

Article 8 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Département de l'Isère dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le recours administratif préalable (RAPO) précède obligatoirement le recours contentieux. La demande de recours (RAPO) doit être adressée au Président du Département de l'Isère – Maison Départementale de l'Autonomie (MDA) – Service soutien à domicile PA/PH Immeuble « Les Cornalines » 15 avenue Doyen Louis Weil BP 337 38010 Grenoble CEDEX 1.

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240205-2024-449-AR
Date de télétransmission : 05/02/2024
Date de réception préfecture : 05/02/2024

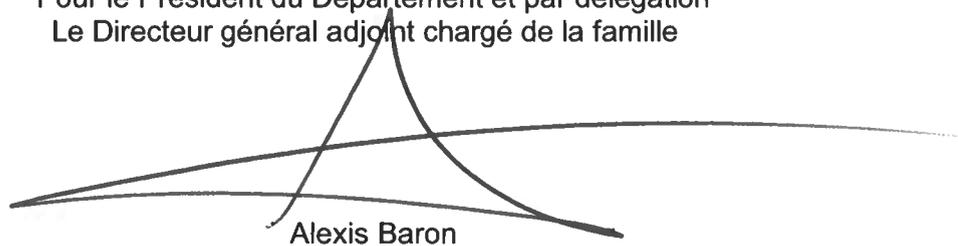
La demande de recours contentieux doit être adressée au Tribunal administratif de Grenoble, situé 2 place de Verdun, 38000 Grenoble dans un délai de deux mois après réception par notification explicite du refus du RAPO, ou du fait d'une décision implicite (absence de réponse) pour exercer un recours contentieux.

Article 9 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère et notifié au Président de l'organisme gestionnaire, à Monsieur le Directeur Départemental de l'Isère de l'Agence Régionale de Santé et à Monsieur le Directeur Départemental de la DDETS Rhône-Alpes, Unité Territoriale de l'Isère.

Fait à Grenoble, le 05/02/2024

Pour le Président du Département et par délégation
Le Directeur général adjoint chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le : 05/02/2024

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240205-2024-449-AR
Date de télétransmission : 05/02/2024
Date de réception préfecture : 05/02/2024



Arrêté n°2024-459
Direction des relations extérieures
Service vie des élus

**Arrêté portant délégation de signature temporaire à
Madame Nathalie Faure
Vice-présidente déléguée à la montagne**

Le Président du Conseil départemental

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.3221-1, L.3221-3 et L.3221-7,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental de l'Isère lors de la séance du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération n° 2024 CP01 A04 9 relative aux contrats locaux de santé de Fontaine et de l'Isle-d'Abeau ;

Arrête :

Article 1 : Délégation temporaire est donnée à Madame Nathalie Faure, à l'effet de signer le contrat local de santé de Fontaine, le mardi 13 février 2024.

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Article 3 : La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Grenoble, le - 6 FEV. 2024

Le Président

Jean-Pierre Barbier



Dépôt en Préfecture le : 038-223800012-20240206-2024-459-AI

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Grenoble qui peut être saisi notamment par la voie de l'application « télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé par écrit devant le Président du Département de l'Isère, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.



Arrêté n° 2024-466

Direction de l'autonomie

Service Soutien à domicile des personnes âgées et handicapées

**Arrêté relatif à l'autorisation du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile
« ADPAH DE VIENNE »**

Le Président du Département de l'Isère

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment le titre 1^{er} du livre III de la partie réglementaire ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.312-1, les articles L.313-1 à L.313-9 relatifs aux autorisations, les articles R.313-1 à R.313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles D.313-11 à D.313-14 relatifs aux contrôles et conformité des établissements et services ;

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Vu le schéma départemental de l'autonomie et des handicaps de l'Isère pour la période 2022/2026, adopté le 31 mars 2023 ;

Vu le décret n°2023-608 du 13 juillet 2023 relatif aux services autonomie à domicile ;

Vu l'autorisation accordée pour une durée de quinze ans à compter du 26 janvier 2009 ;

Vu l'arrêté n°2019-1863 en date du 02 avril 2019 ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) conclu pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2025 signé entre le Département de l'Isère et le SAAD « ADPAH de Vienne » ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

L'autorisation visée à l'article L.313-1 du Code de l'action sociale et des familles est renouvelée au SAAD « ADPAH de Vienne » situé 14 rue Emile Romanet BP 42 38217 Vienne pour intervenir auprès des personnes âgées et personnes en situation de handicap pour l'activité suivante soumise à autorisation :

- Assistance dans les actes quotidiens de la vie aux personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou personnes atteintes de pathologies chroniques incluant garde malade à l'exclusion du soin,

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240205-2024-466-AR
Date de télétransmission : 05/02/2024
Date de réception préfecture : 05/02/2024

- Accompagnement et aide à la mobilité hors domicile des personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou des personnes atteintes de pathologies chroniques,
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou des personnes atteintes de pathologies chroniques.

Article 2 :

Le service conserve sa zone d'intervention.

Article 3 :

Conformément aux dispositions de la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, l'autorisation est délivrée pour une durée de 15 ans depuis la date de renouvellement, soit jusqu'au 27 janvier 2039.

Une nouvelle demande de renouvellement de cette autorisation devra être effectuée au plus tard 3 mois avant cette date. Son renouvellement sera subordonné aux conditions définies par l'article L.313-5 du CASF.

Article 4 :

Conformément à l'article L.313-16 du Code de l'action sociale et des familles, l'autorisation pourrait être retirée, si le service ne répondait pas aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement définies par le décret n°2023-608 du 13 juillet 2023 relatif aux services autonomie à domicile.

Article 5 :

Conformément à l'article L.313-1 du Code de l'action sociale et des familles, tout changement important relatif à l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service autorisé par cet arrêté, devra être porté à la connaissance du Président du Département.

L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord du Président du Département.

Article 6 :

Le SAAD « ADPAH de Vienne » est spécifiquement autorisé à intervenir auprès des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) mentionnée à l'article L.232-1 du CASF et de la prestation de compensation du handicap (PCH) mentionnée à l'article L.245-1 du même code comme en dispose l'article L.313-1-2 du CASF.

Article 7 :

La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, mentionnée à l'article L.313-6 alinéa 3 du CASF, pour la durée du CPOM signé avec le Département.

En l'absence de CPOM, aucun nouveau dossier de bénéficiaire habilité à l'aide sociale départementale ne pourra être pris en charge.

Article 8 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Département de l'Isère dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le recours administratif préalable (RAPO) précède obligatoirement le recours contentieux. La demande de recours (RAPO) doit être adressée au Président du Département de l'Isère – Maison Départementale de l'Autonomie (MDA) – Service soutien à domicile PA/PH Immeuble « Les Cornalines » 15 avenue Doyen Louis Weil BP 337 38010 Grenoble CEDEX 1.

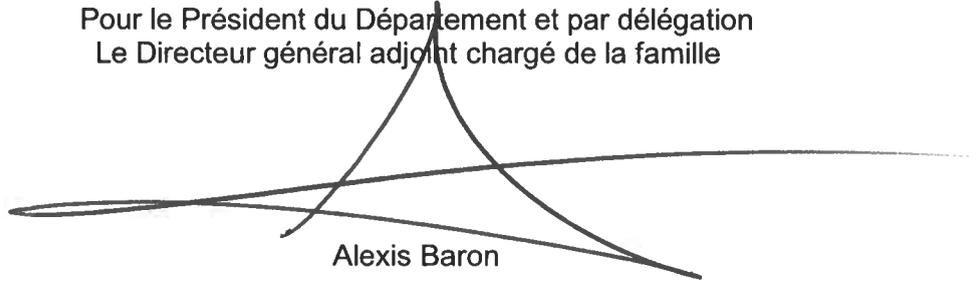
La demande de recours contentieux doit être adressée au Tribunal administratif de Grenoble, situé 2 place de Verdun, 38000 Grenoble dans un délai de deux mois après réception par notification explicite du refus du RAPO, ou du fait d'une décision implicite (absence de réponse) pour exercer un recours contentieux.

Article 9 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère et notifié au Président de l'organisme gestionnaire, à Monsieur le Directeur Départemental de l'Isère de l'Agence Régionale de Santé et à Monsieur le Directeur Départemental de la DDETS Rhône-Alpes, Unité Territoriale de l'Isère.

Fait à Grenoble, le 05/02/2024

Pour le Président du Département et par délégation
Le Directeur général adjoint chargé de la famille

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to be 'Alexis Baron', written over the text of the delegation.

Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le : 05/02/2024.

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240205-2024-466-AR
Date de télétransmission : 05/02/2024
Date de réception préfecture : 05/02/2024



Arrêté n° 2024-492

Direction de l'autonomie

Service des établissements pour personnes âgées et personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs dépendance 2024 de l'EHPAD "Les Portes du Vercors" à Sassenage
géré par l'association Les Bruyères**

Le Président du Département de l'Isère

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2023 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Le montant du forfait dépendance est fixé à 660 230,89 €, au titre de l'exercice budgétaire 2024.

Article 2 :

Le montant de la somme à verser par le Département (part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère en vertu du décret n° 2016-1814), à l'établissement pour 2024 s'établit à 429 367,82 €.

Arrêté n° 2024-492

Ce paiement s'effectuera trimestriellement.

Montant de la tarification dépendance	660 230,89 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs	26 606,58 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	16 777,00 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	187 479,49 €
Montant de la dotation annuelle 2024 (paiement en quatre fois)	429 367,82 €

Article 3 :

Pour 2025, en cas de tarification dépendance arrêtée après le 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre une somme correspondant au quart de la dotation annuelle de 2024. Une régularisation interviendra sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2025.

Article 4 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 5 :

Les tarifs dépendance applicables à l'EHPAD visé en objet sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} février 2024** :

Tarifs dépendance EHPAD

Tarif dépendance GIR 1 et 2	26,16 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	16,60 €

Tarif prévention à la charge du résident EHPAD 7,04 €

Article 6 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 7 :

En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240201-2024-492-AR
Date de réception préfecture : 01/02/2024

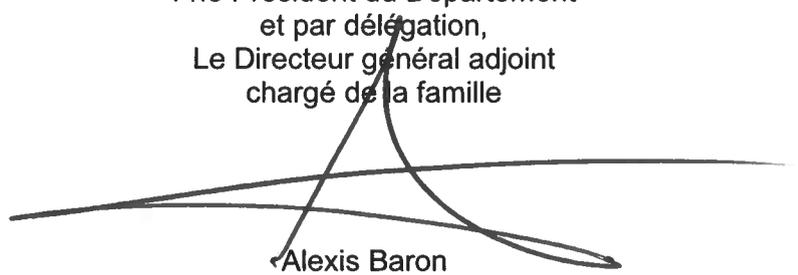
Arrêté n° 2024-492

Article 8 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 24 janvier 2024

P/le Président du Département
et par délégation,
Le Directeur général adjoint
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240201-2024-492-AR
Date de réception préfecture : 01/02/2024



Arrêté modifiant l'arrêté n°2015-1543 du 30 juillet 2015 portant sur la composition de la Commission départementale d'aménagement foncier (CDAF) de l'Isère

Le Président du Département de l'Isère

Vu l'arrêté n°2015-1543 du 30 juillet 2015 portant sur la composition de la Commission départementale d'aménagement foncier (CDAF) de l'Isère ;

Vu le titre II du livre 1^{er} du Code rural et notamment les articles L. 121-8, L. 121-9, R. 121-7, R. 121-8 et R. 121-9 ;

Vu le courrier de la Chambre d'agriculture de l'Isère en date du 18 janvier 2024 désignant Messieurs Alexandre Escoffier et David Rivière en tant que titulaires ;

Arrête

Article 1 :

L'article 1 de l'arrêté n°2015-1543 du 30 juillet 2015 est modifié comme suit :

Exploitants preneurs :

Monsieur Alexandre Escoffier est désigné en remplacement de Monsieur Yves François et Monsieur David Rivière en remplacement de Monsieur Jean-Pierre Michallat en tant que titulaires.

Article 2 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 3 :

Monsieur le Président du Département de l'Isère est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le **31 JAN. 2024**

Le Président du Département de l'Isère

Jean-Pierre Barbier



Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240201-2024-506-AR
Date de télétransmission : 01/02/2024
Date de réception préfecture : 01/02/2024

Dépôt en Préfecture le :



Arrêté n°2024-525

Direction des ressources humaines
Service gestion du personnel

**ARRETE PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE ET ATTRIBUTION POUR
LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu l'arrêté n°2023-8665 portant organisation des services du Département ;

Vu l'arrêté n°2022-7613 portant délégation de signature et attribution pour la direction des ressources humaines ;

Vu l'arrêté n°2024-446 nommant Madame **Delphine Lecomte**, cheffe du service pilotage, prospective et études à compter du 5 février 2024,

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

L'arrêté n°2022-7613 portant délégation de signature et attribution pour la direction des ressources humaines est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 2 :

Les directions départementales pilotent des politiques publiques entrant dans le cadre de leurs attributions. A ce titre, elles conduisent des projets stratégiques, gèrent la commande publique, pilotent des dispositifs d'aide, participent à la construction du budget, animent des partenariats départementaux, élaborent des délibérations, assurent le secrétariat des commissions préalables aux séances publiques et commissions permanentes et administrent les logiciels métiers.

Article 3 :

La Direction des Ressources Humaines (DRH) pilote et met en œuvre la stratégie de gestion des ressources humaines. A ce titre, elle est notamment dotée des compétences suivantes :

- gérer la paie et les frais de déplacement ;
- définir les lignes directrices de gestion et élaborer le bilan social annuel ;
- assurer le pilotage prévisionnel, la gestion des effectifs et des postes et le suivi de l'évolution de la masse salariale ;
- gérer les carrières des agents (recrutement, formation, évaluation, accompagnement à la mobilité, retraite) ;
- assurer la gestion des prestations sociales et le suivi de la réglementation en matière de protection sociale et de santé des agents ;

- établir et mettre en œuvre un règlement du temps de travail ;
- gérer les procédures disciplinaires ;
- favoriser le maintien dans l'emploi et accompagner le handicap ;
- gérer les instances paritaires, organiser et animer le dialogue social ;
- piloter une politique de prévention des risques liés à la santé et la sécurité au travail ;
- apporter du conseil en organisation.

Article 4 :

Délégation est donnée à Monsieur **Etienne Chevalier**, directeur, et à Monsieur **Stéphane Rey**, directeur adjoint, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction des ressources humaines, à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente ;
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente ;
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants ;
- des notifications de subvention ;
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe, adressées notamment aux élus ;
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux ;
- des ordres de mission pour l'étranger ou utilisant un autre moyen de transport que le train ou la voiture.

Article 5 :

Délégation est donnée à :

- Madame **Sandra Modugno** cheffe du service gestion du personnel ;
Madame **Dominique Célérien**, adjointe à la cheffe du service gestion du personnel ;
- Madame **Nathalie Vacher**, cheffe du service recrutement, mobilités et compétences ;
Madame **Adèle Escudier**, adjointe à la cheffe du service recrutement, mobilités et compétences ;
Madame **Marie-Béatrice Genin**, adjointe au chef du service, relations sociales, santé et prévention ;
- Madame **Delphine Lecomte**, cheffe du service pilotage, prospective et études,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans leurs attributions, à l'exclusion des actes visés à l'article 4 ci-dessus et des actes suivants :

- marchés, avenants, et actes de sous-traitance en procédure formalisée ;
- arrêtés de subventions ;
- conventions avec incidence financière et de leurs avenants ;
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers ;
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes ;
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 6 :

En cas d'absence simultanée de Monsieur **Etienne Chevalier** et de Monsieur **Stéphane Rey**, la délégation qui leur est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'une autre direction du même pôle.

Article 7 :

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service de la Direction des Ressources Humaines, la délégation qui leur est conférée par l'article 5 peut être assurée par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service de la Direction des Ressources Humaines.

Article 8 :

Le présent arrêté entrera en vigueur à compter de l'accomplissement des mesures de publicité adéquates (affichage, publication, mise en ligne) et de la transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Article 9 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 13/02/2024

Le Président du Conseil départemental

Jean-Pierre Barbier

Date d'affichage : 13/02/2024

Date de dépôt en Préfecture : 13/02/2024



Arrêté n° 2024-534

Direction de l'Autonomie

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement de la résidence autonomie « Le Parc »
gérée par le CCAS de Domène**

Le Président du Département de l'Isère

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2023 DOB 2024 A 05 3 adoptée par l'assemblée départementale le 17 novembre 2023 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition de la Directrice générale des services,

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2024, les dépenses et recettes de la résidence autonomie « Le Parc » de Domène sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montant hébergement
Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	208 432,00 €
Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	523 287,86 €
Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	232 501,84 €
Reprise du résultat antérieur – Déficit	-
TOTAL DEPENSES	964 221,70 €

Accusé de réception en préfecture
088-223800072024012024534-AR
Date de réception préfecture : 01/02/2024

Arrêté n° 2024-534

Groupe I - Produits de la tarification	576 726,26 €
Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	367 615,44 €
Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	19 880,00 €
Reprise de résultats antérieurs - Excédent	-
TOTAL RECETTES	964 221,70 €

Article 2 :

Les tarifs hébergement journaliers de la résidence autonomie « Le Parc » de Domène sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} février 2024** :

Tarif hébergement F1 bis 1	28,82 €
Tarif hébergement F2	36,03 €
Tarif hébergement temporaire F1 bis 1	28,82 €

Article 3 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 :

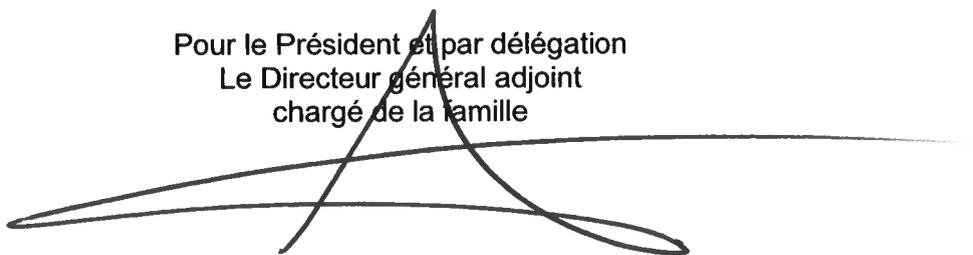
En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 5 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 24 janvier 2024

Pour le Président et par délégation
Le Directeur général adjoint
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240201-2024-534-AR
Date de réception préfecture : 01/02/2024



Arrêté n° 2024-564

Direction de l'autonomie

Service Soutien à domicile des personnes âgées et handicapées

**Arrêté relatif à l'autorisation du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile
« ADPA NORD-ISERE »**

Le Président du Département de l'Isère

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment le titre 1^{er} du livre III de la partie réglementaire ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.312-1, les articles L.313-1 à L.313-9 relatifs aux autorisations, les articles R.313-1 à R.313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles D.313-11 à D.313-14 relatifs aux contrôles et conformité des établissements et services ;

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Vu le schéma départemental de l'autonomie et des handicaps de l'Isère pour la période 2022/2026, adopté le 31 mars 2023 ;

Vu le décret n°2023-608 du 13 juillet 2023 relatif aux services autonomie à domicile ;

Vu l'autorisation accordée pour une durée de quinze ans à compter du 26 janvier 2009 ;

Vu l'arrêté n°2019-1859 en date du 02 avril 2019 ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) conclu pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2025 signé entre le Département de l'Isère et l'ADPA NORD-ISERE ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

L'autorisation visée à l'article L.313-1 du Code de l'action sociale et des familles est renouvelée au SAAD ADPA NORD-ISERE situé 17 avenue Henri Barbusse 38300 Bourgoin-Jallieu pour intervenir auprès des personnes âgées et personnes en situation de handicap pour l'activité suivante soumise à autorisation :

- Assistance dans les actes quotidiens de la vie aux personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou personnes atteintes de pathologies chroniques incluant garde malade à l'exclusion du soin,

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240205-2024-564-AR
Date de télétransmission : 05/02/2024
Date de réception préfecture : 05/02/2024

- Accompagnement et aide à la mobilité hors domicile des personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou des personnes atteintes de pathologies chroniques,
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou des personnes atteintes de pathologies chroniques.

Article 2 :

Le service conserve sa zone d'intervention.

Article 3 :

Conformément aux dispositions de la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, l'autorisation est délivrée pour une durée de 15 ans depuis la date de renouvellement, soit jusqu'au 27 janvier 2039.

Une nouvelle demande de renouvellement de cette autorisation devra être effectuée au plus tard 3 mois avant cette date. Son renouvellement sera subordonné aux conditions définies par l'article L.313-5 du CASF.

Article 4 :

Conformément à l'article L.313-16 du Code de l'action sociale et des familles, l'autorisation pourrait être retirée, si le service ne répondait pas aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement définies par le décret n°2023-608 du 13 juillet 2023 relatif aux services autonomie à domicile.

Article 5 :

Conformément à l'article L.313-1 du Code de l'action sociale et des familles, tout changement important relatif à l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service autorisé par cet arrêté, devra être porté à la connaissance du Président du Département. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord du Président du Département.

Article 6 :

Le SAAD ADPA NORD-ISERE est spécifiquement autorisé à intervenir auprès des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) mentionnée à l'article L.232-1 du CASF et de la prestation de compensation du handicap (PCH) mentionnée à l'article L.245-1 du même code comme en dispose l'article L.313-1-2 du CASF.

Article 7 :

La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, mentionnée à l'article L.313-6 alinéa 3 du CASF, pour la durée du CPOM signé avec le Département.

En l'absence de CPOM, aucun nouveau dossier de bénéficiaire habilité à l'aide sociale départementale ne pourra être pris en charge.

Article 8 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Département de l'Isère dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le recours administratif préalable (RAPO) précède obligatoirement le recours contentieux. La demande de recours (RAPO) doit être adressée au Président du Département de l'Isère – Maison Départementale de l'Autonomie (MDA) – Service soutien à domicile PA/PH Immeuble « Les Cornalines » 15 avenue Doyen Louis Weil BP 337 38010 Grenoble CEDEX 1.

La demande de recours contentieux doit être adressée au Tribunal administratif de Grenoble, situé 2 place de Verdun, 38000 Grenoble dans un délai de deux mois après réception par notification explicite du refus du RAPO, ou du fait d'une décision implicite (absence de réponse) pour exercer un recours contentieux.

Article 9 :

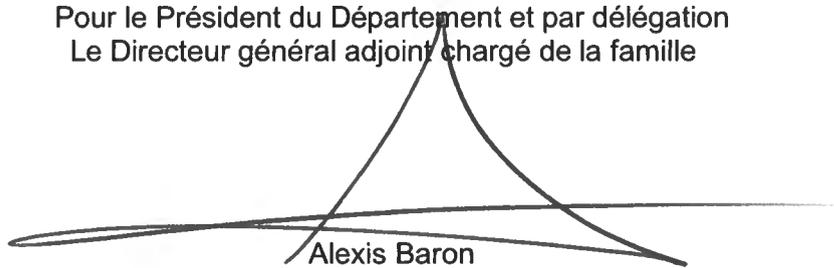
Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240205-2024-564-AR
Date de télétransmission : 05/02/2024
Date de réception préfecture : 05/02/2024

Arrêté n°2024-564

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère et notifié au Président de l'organisme gestionnaire, à Monsieur le Directeur Départemental de l'Isère de l'Agence Régionale de Santé et à Monsieur le Directeur Départemental de la DDETS Rhône-Alpes, Unité Territoriale de l'Isère.

Fait à Grenoble, le 05/02/2024

Pour le Président du Département et par délégation
Le Directeur général adjoint chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le : 05/02/2024

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240205-2024-564-AR
Date de télétransmission : 05/02/2024
Date de réception préfecture : 05/02/2024



Arrêté n° 2024-565

Direction de l'autonomie
Service Soutien à domicile des personnes âgées et handicapées

**Arrêté relatif à l'autorisation du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile
« ADPAH VOIRON »**

Le Président du Département de l'Isère

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment le titre 1^{er} du livre III de la partie réglementaire ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.312-1, les articles L.313-1 à L.313-9 relatifs aux autorisations, les articles R.313-1 à R.313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles D.313-11 à D.313-14 relatifs aux contrôles et conformité des établissements et services ;

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Vu le schéma départemental de l'autonomie et des handicaps de l'Isère pour la période 2022/2026, adopté le 31 mars 2023 ;

Vu le décret n°2023-608 du 13 juillet 2023 relatif aux services autonomie à domicile ;

Vu l'autorisation accordée pour une durée de quinze ans à compter du 26 janvier 2009 ;

Vu l'arrêté n°2023-3747 en date du 6 octobre 2023 ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) conclu pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2025 signé entre le Département de l'Isère et le centre intercommunal d'action sociale du Pays Voironnais (SAAD ADPAH Voiron) ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

L'autorisation visée à l'article L.313-1 du Code de l'action sociale et des familles est renouvelée au SAAD « ADPAH Voiron » situé 40 rue Mainssieux, CS 80363, 38516 Voiron Cedex pour intervenir auprès des personnes âgées et personnes en situation de handicap pour l'activité suivante soumise à autorisation :

- Assistance dans les actes quotidiens de la vie aux personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou personnes atteintes de pathologies chroniques incluant garde malade à l'exclusion du soin,

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240205-2024-565-AR
Date de télétransmission : 05/02/2024
Date de réception préfecture : 05/02/2024

Arrêté n°2024-565

- Accompagnement et aide à la mobilité hors domicile des personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou des personnes atteintes de pathologies chroniques,
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou des personnes atteintes de pathologies chroniques.

Article 2 :

Le service conserve sa zone d'intervention.

Article 3 :

Conformément aux dispositions de la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, l'autorisation est délivrée pour une durée de 15 ans depuis la date de renouvellement, soit jusqu'au 27 janvier 2039.

Une nouvelle demande de renouvellement de cette autorisation devra être effectuée au plus tard 3 mois avant cette date. Son renouvellement sera subordonné aux conditions définies par l'article L.313-5 du CASF.

Article 4 :

Conformément à l'article L.313-16 du Code de l'action sociale et des familles, l'autorisation pourrait être retirée, si le service ne répondait pas aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement définies par le décret n°2023-608 du 13 juillet 2023 relatif aux services autonomie à domicile.

Article 5 :

Conformément à l'article L.313-1 du Code de l'action sociale et des familles, tout changement important relatif à l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service autorisé par cet arrêté, devra être porté à la connaissance du Président du Département. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord du Président du Département.

Article 6 :

Le SAAD « ADPAH Voiron » est spécifiquement autorisé à intervenir auprès des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) mentionnée à l'article L.232-1 du CASF et de la prestation de compensation du handicap (PCH) mentionnée à l'article L.245-1 du même code comme en dispose l'article L.313-1-2 du CASF.

Article 7 :

La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, mentionnée à l'article L.313-6 alinéa 3 du CASF, pour la durée du CPOM signé avec le Département.

En l'absence de CPOM, aucun nouveau dossier de bénéficiaire habilité à l'aide sociale départementale ne pourra être pris en charge.

Article 8 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Département de l'Isère dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le recours administratif préalable (RAPO) précède obligatoirement le recours contentieux. La demande de recours (RAPO) doit être adressée au Président du Département de l'Isère – Maison Départementale de l'Autonomie (MDA) – Service soutien à domicile PA/PH Immeuble « Les Cornalines » 15 avenue Doyen Louis Weil BP 337 38010 Grenoble CEDEX 1.

La demande de recours contentieux doit être adressée au Tribunal administratif de Grenoble, situé 2 place de Verdun, 38000 Grenoble dans un délai de deux mois après réception par notification explicite du refus du RAPO, ou du fait d'une décision implicite (absence de réponse) pour exercer un recours contentieux.

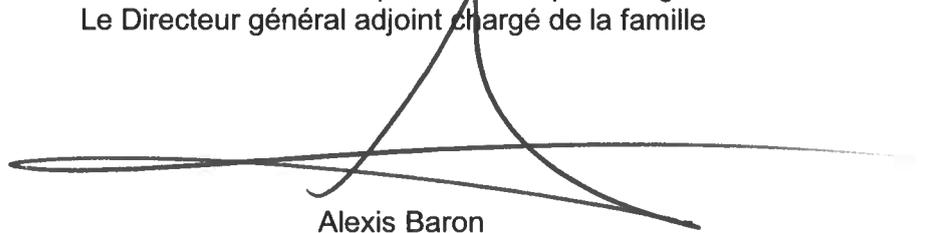
Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240205-2024-565-AR
Date de télétransmission : 05/02/2024
Date de réception préfecture : 05/02/2024

Article 9 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère et notifié au Président de l'organisme gestionnaire, à Monsieur le Directeur Départemental de l'Isère de l'Agence Régionale de Santé et à Monsieur le Directeur Départemental de la DDETS Rhône-Alpes, Unité Territoriale de l'Isère.

Fait à Grenoble, le 05/02/2024

Pour le Président du Département et par délégation
Le Directeur général adjoint chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le : 05/02/2024



Arrêté n° 2024-569

Direction de l'autonomie
Service Soutien à domicile des personnes âgées et handicapées

**Arrêté relatif à l'autorisation du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile
« CCAS de Saint-Martin-d'Hères »**

Le Président du Département de l'Isère

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment le titre 1^{er} du livre III de la partie réglementaire ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.312-1, les articles L.313-1 à L.313-9 relatifs aux autorisations, les articles R.313-1 à R.313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles D.313-11 à D.313-14 relatifs aux contrôles et conformité des établissements et services ;

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Vu le schéma départemental de l'autonomie et des handicaps de l'Isère pour la période 2022/2026, adopté le 31 mars 2023 ;

Vu le décret n°2023-608 du 13 juillet 2023 relatif aux services autonomie à domicile ;

Vu l'autorisation accordée pour une durée de quinze ans à compter du 26 janvier 2009 ;

Vu l'arrêté n°2019-1871 en date du 02 avril 2019 ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) conclu pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2025 signé entre le Département de l'Isère et le CCAS de Saint-Martin-d'Hères ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

L'autorisation visée à l'article L.313-1 du Code de l'action sociale et des familles est renouvelée au CCAS de Saint-Martin-d'Hères situé 111 avenue Ambroise Croizat 38400 Saint-Martin-d'Hères pour intervenir auprès des personnes âgées et personnes en situation de handicap pour l'activité suivante soumise à autorisation :

- Assistance dans les actes quotidiens de la vie aux personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou personnes atteintes de pathologies chroniques incluant garde malade à l'exclusion du soin,

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240205-2024-569-AR
Date de télétransmission : 05/02/2024
Date de réception préfecture : 05/02/2024

- Accompagnement et aide à la mobilité hors domicile des personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou des personnes atteintes de pathologies chroniques,
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou des personnes atteintes de pathologies chroniques.

Article 2 :

Le service conserve sa zone d'intervention.

Article 3 :

Conformément aux dispositions de la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, l'autorisation est délivrée pour une durée de 15 ans depuis la date de renouvellement, soit jusqu'au 27 janvier 2039.

Une nouvelle demande de renouvellement de cette autorisation devra être effectuée au plus tard 3 mois avant cette date. Son renouvellement sera subordonné aux conditions définies par l'article L.313-5 du CASF.

Article 4 :

Conformément à l'article L.313-16 du Code de l'action sociale et des familles, l'autorisation pourrait être retirée, si le service ne répondait pas aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement définies par le décret n°2023-608 du 13 juillet 2023 relatif aux services autonomie à domicile.

Article 5 :

Conformément à l'article L.313-1 du Code de l'action sociale et des familles, tout changement important relatif à l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service autorisé par cet arrêté, devra être porté à la connaissance du Président du Département. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord du Président du Département.

Article 6 :

Le CCAS de Saint-Martin-d'Hères est spécifiquement autorisé à intervenir auprès des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) mentionnée à l'article L.232-1 du CASF et de la prestation de compensation du handicap (PCH) mentionnée à l'article L.245-1 du même code comme en dispose l'article L.313-1-2 du CASF.

Article 7 :

La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, mentionnée à l'article L.313-6 alinéa 3 du CASF, pour la durée du CPOM signé avec le Département. En l'absence de CPOM, aucun nouveau dossier de bénéficiaire habilité à l'aide sociale départementale ne pourra être pris en charge.

Article 8 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Département de l'Isère dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le recours administratif préalable (RAPO) précède obligatoirement le recours contentieux. La demande de recours (RAPO) doit être adressée au Président du Département de l'Isère – Maison Départementale de l'Autonomie (MDA) – Service soutien à domicile PA/PH Immeuble « Les Cornalines » 15 avenue Doyen Louis Weil BP 337 38010 Grenoble CEDEX 1.

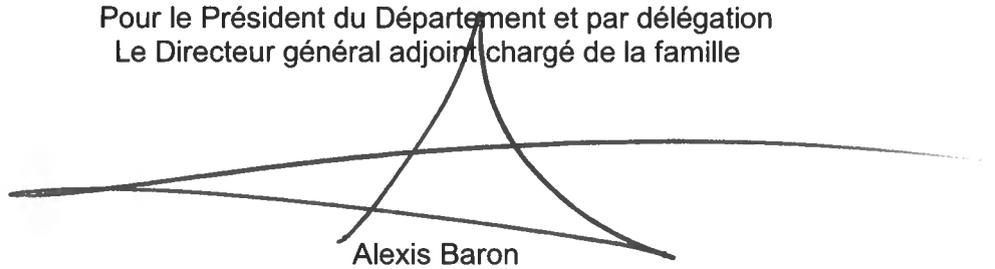
La demande de recours contentieux doit être adressée au Tribunal administratif de Grenoble, situé 2 place de Verdun, 38000 Grenoble dans un délai de deux mois après réception par notification explicite du refus du RAPO, ou du fait d'une décision implicite (absence de réponse) pour exercer un recours contentieux.

Article 9 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère et notifié au Président de l'organisme gestionnaire, à Monsieur le Directeur Départemental de l'Isère de l'Agence Régionale de Santé et à Monsieur le Directeur Départemental de la DDETS Rhône-Alpes, Unité Territoriale de l'Isère.

Fait à Grenoble, le 05/02/2024

Pour le Président du Département et par délégation
Le Directeur général adjoint chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le : 05/02/2024

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240205-2024-569-AR
Date de télétransmission : 05/02/2024
Date de réception préfecture : 05/02/2024



Arrêté n° 2024-570

Direction de l'autonomie

Service Soutien à domicile des personnes âgées et handicapées

**Arrêté relatif à l'autorisation du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile
« CCAS de Saint-Marcellin »**

Le Président du Département de l'Isère

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment le titre 1^{er} du livre III de la partie réglementaire ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.312-1, les articles L.313-1 à L.313-9 relatifs aux autorisations, les articles R.313-1 à R.313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles D.313-11 à D.313-14 relatifs aux contrôles et conformité des établissements et services ;

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Vu le schéma départemental de l'autonomie et des handicaps de l'Isère pour la période 2022/2026, adopté le 31 mars 2023 ;

Vu le décret n°2023-608 du 13 juillet 2023 relatif aux services autonomie à domicile ;

Vu l'autorisation accordée pour une durée de quinze ans à compter du 26 janvier 2009 ;

Vu l'arrêté n°2019-1872 en date du 02 avril 2019 ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) conclu pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2025 signé entre le Département de l'Isère et le CCAS de Saint-Marcellin ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

L'autorisation visée à l'article L.313-1 du Code de l'action sociale et des familles est renouvelée au CCAS de Saint-Marcellin situé 2 boulevard Riondel 38160 Saint-Marcellin pour intervenir auprès des personnes âgées et personnes en situation de handicap pour l'activité suivante soumise à autorisation :

- Assistance dans les actes quotidiens de la vie aux personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou personnes atteintes de pathologies chroniques incluant garde malade à l'exclusion du soin,

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240205-2024-570-AR
Date de télétransmission : 05/02/2024
Date de réception préfecture : 05/02/2024

- Accompagnement et aide à la mobilité hors domicile des personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou des personnes atteintes de pathologies chroniques,
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou des personnes atteintes de pathologies chroniques.

Article 2 :

Le service conserve sa zone d'intervention.

Article 3 :

Conformément aux dispositions de la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, l'autorisation est délivrée pour une durée de 15 ans depuis la date de renouvellement, soit jusqu'au 27 janvier 2039.

Une nouvelle demande de renouvellement de cette autorisation devra être effectuée au plus tard 3 mois avant cette date. Son renouvellement sera subordonné aux conditions définies par l'article L.313-5 du CASF.

Article 4 :

Conformément à l'article L.313-16 du Code de l'action sociale et des familles, l'autorisation pourrait être retirée, si le service ne répondait pas aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement définies par le décret n°2023-608 du 13 juillet 2023 relatif aux services autonomes à domicile.

Article 5 :

Conformément à l'article L.313-1 du Code de l'action sociale et des familles, tout changement important relatif à l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service autorisé par cet arrêté, devra être porté à la connaissance du Président du Département. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord du Président du Département.

Article 6 :

Le CCAS de Saint-Marcellin est spécifiquement autorisé à intervenir auprès des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) mentionnée à l'article L.232-1 du CASF et de la prestation de compensation du handicap (PCH) mentionnée à l'article L.245-1 du même code comme en dispose l'article L.313-1-2 du CASF.

Article 7 :

La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, mentionnée à l'article L.313-6 alinéa 3 du CASF, pour la durée du CPOM signé avec le Département. En l'absence de CPOM, aucun nouveau dossier de bénéficiaire habilité à l'aide sociale départementale ne pourra être pris en charge.

Article 8 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Département de l'Isère dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le recours administratif préalable (RAPO) précède obligatoirement le recours contentieux. La demande de recours (RAPO) doit être adressée au Président du Département de l'Isère – Maison Départementale de l'Autonomie (MDA) – Service soutien à domicile PA/PH Immeuble « Les Cornalines » 15 avenue Doyen Louis Weil BP 337 38010 Grenoble CEDEX 1.

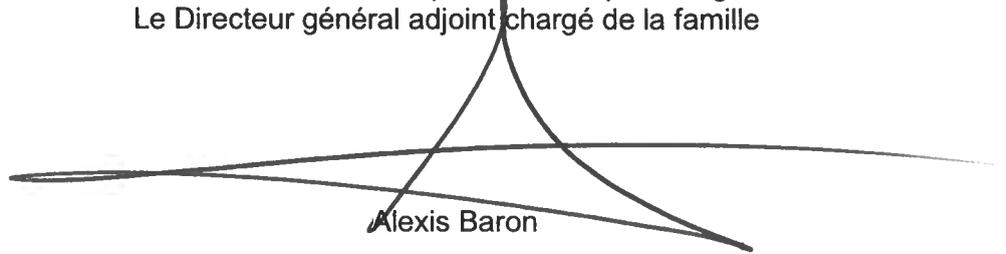
La demande de recours contentieux doit être adressée au Tribunal administratif de Grenoble, situé 2 place de Verdun, 38000 Grenoble dans un délai de deux mois après réception par notification explicite du refus du RAPO, ou du fait d'une décision implicite (absence de réponse) pour exercer un recours contentieux.

Article 9 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère et notifié au Président de l'organisme gestionnaire, à Monsieur le Directeur Départemental de l'Isère de l'Agence Régionale de Santé et à Monsieur le Directeur Départemental de la DDETS Rhône-Alpes, Unité Territoriale de l'Isère.

Fait à Grenoble, le 05/02/2024

Pour le Président du Département et par délégation
Le Directeur général adjoint chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le : 05/02/2024

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240205-2024-570-AR
Date de télétransmission : 05/02/2024
Date de réception préfecture : 05/02/2024



Arrêté n° 2024-679

Direction de l'autonomie
Service des établissements pour personnes âgées et personnes handicapées

Arrêté relatif à la tarification 2024 du foyer d'hébergement Henri Robin, du foyer d'hébergement Isatis, du foyer d'hébergement Les Loges, du service d'activités de jour (SAJ), du service d'accompagnement à la vie sociale (SAVS) et du SAMSAH Autisme de l'association APAJH de l'Isère

Le Président du Département de l'Isère

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2023 DOB 2024 A 05 3 du 17 novembre 2023 fixant les orientations de la tarification 2024 des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées ;

Considérant le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) 2022-2026 en cours de signature ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

ARRETE

Article 1 :

Les dotations globalisées sont fixées ainsi qu'il suit au titre de l'année 2024.

Le prix de journée indiqué ci-après sont applicables à compter du **1^{er} février 2024** :

Foyer Henri Robin - Foyer hébergement :

- Dotation globalisée : 1 298 924,67 €

- Prix de journée : 94,36 €

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	137 488,11 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	912 916,21 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	253 893,91 €
	Total	1 304 298,23 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification assimilés	1 298 924,67 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	1 734,57 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	3 638,99 €
	Total	1 304 298,23 €
Reprise de résultat		0,00 €

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240202-2024-679-A
Date de réception préfecture : 02/02/2024

Foyer Isatis - Foyer hébergement :

- Dotation globalisée : 650 760,37 €

- Prix de journée : 86,12 €

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	66 086,96 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	513 445,45 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	134 332,55 €
	Total	713 864,97 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification assimilés	650 760,37 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	63 104,60 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Total	713 864,97 €
Reprise de résultat		0,00 €

Foyer Les Loges - Foyer hébergement :

- Dotation globalisée : 813 833,32 €

- Prix de journée : 117,75 €

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	98 574,00 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	549 635,65 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	165 623,67 €
	Total	813 833,32 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification assimilés	813 833,32 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Total	813 833,32 €
Reprise de résultat		0,00 €

SAJ APAJH - SAJ :

- Dotation globalisée : 541 564,22 €

- Prix de journée : 92,38 €

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	98 726,45 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	409 055,42 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	105 217,36 €
	Total	612 999,22 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification assimilés	541 564,22 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	71 435,00 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Total	612 999,22 €
Reprise de résultat		0,00 €

SAVS APAJH - SAVS :

- Dotation globalisée : 2 036 242,14 €

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	75 963,21 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	1 691 244,04 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	269 034,89 €
	Total	2 036 242,14 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification assimilés	2 036 242,14 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Total	2 036 242,14 €
Reprise de résultat		0,00 €

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240202-2024-679-AR
Date de réception préfecture : 02/02/2024

SAMSAH APAJH 38-Autisme - SAMSAH :

- Dotation globalisée : 153 298,95,95 €

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	7 492,15 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	127 190,70 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	19 657,44 €
	Total	154 340,28 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification assimilés	153 298,95 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	1 041,33 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
	Total	154 340,28 €
Reprise de résultat		0,00 €

Article 2 :

Les conditions de tarification indiquées ci-dessus continueront à s'appliquer sur l'exercice 2025 jusqu'à la date de prise d'effet de l'arrêté de tarification 2025.

Article 3 :

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon (184, rue Duguesclin - 69433 Lyon cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 4 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département et notifié à Monsieur le Président de l'association APAJH Isère.

Fait à Grenoble, le 26 janvier 2024

P/le Président du Département
et par délégation,
Le Directeur général adjoint
chargé de la famille,

Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240202-2024-679-AR
Date de réception préfecture : 02/02/2024



Arrêté n° 2024-732
 Direction de l'autonomie
 Service établissements personnes âgées personnes handicapées

Arrêté relatif aux tarifs hébergement des résidences autonomie Le Lac, Les Alpains, Montesquieu et Saint-Laurent gérées par le CCAS de Grenoble

Le Président du Département de l'Isère

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2023 DOB 2024 A 05 3 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2023 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2024, les dépenses et recettes des résidences autonomie Le Lac Les Alpains Montesquieu St Laurent à Grenoble sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants hébergement
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	489 639,27 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 333 800,01 €
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 003 149,72 €
	Reprise du résultat antérieur - Déficit	€
	TOTAL DEPENSES	2 826 589,00 €

Accusé de réception en préfecture
 038-223800012-20240212-2024-732-AR
 Date de réception préfecture : 12/02/2024

Arrêté n° 2024-732

Groupes fonctionnels		Montant hébergement
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	2 288 317,45 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	533 141,23 €
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	5 130,32 €
	Reprise de résultats antérieurs - Excédent	€
	TOTAL RECETTES	2 826 589,00 €

Article 2 :

Les tarifs hébergement journaliers des résidences autonomie Le Lac, Les Alpains, Montesquieu et Saint-Laurent à Grenoble sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2024** :

Etablissement	Type logement	Tarifs au 1 ^{er} mars 2024
Le Lac	F1bis	27,14 €
	F1	26,38 €
	F2	29,87 €
	F2 couple	35,11 €
Les Alpains	F1bis	29,15 €
	Grand F1 bis	31,47 €
Montesquieu	F1bis	28,29 €
	Grand F1 bis	33,66 €
	F2	33,09 €
	Grand F2	34,52 €
	F2 couple	39,17 €
	F1 Héb. temporaire	25,75 €
Saint-Laurent	F1 bis	28,01 €
	F1 bis grand	29,13 €
	F1 bis grand couple	34,71 €
	F2	31,36 €
	F2 couple	36,97 €
	Grand F2	33,60 €
	Grand F2 couple	39,20 €

Article 3 :

Au titre de l'aide sociale, les tarifs pris en charge sont ceux des F1 bis.

Article 4 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Accusé de réception en préfecture 038-223800012-20240212-2024-732-AR Date de réception préfecture : 12/02/2024
--

Article 5 :

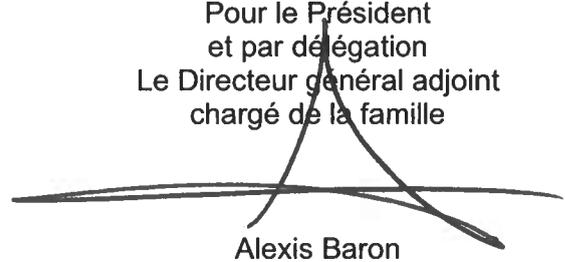
En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 6 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 1^{er} février 2024

Pour le Président
et par délégation
Le Directeur général adjoint
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Arrêté n° 2024-735

Montant de la tarification dépendance	697 218,00 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs	71 514,00 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	7 693,62 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	182 700,00 €
Montant de la somme annuelle à verser en 2024	435 810,38 €

Article 2 : Dispositions inchangées

Les autres dispositions de l'arrêté du 19 décembre 2023 susvisé demeurent inchangées.

Article 3 : Publicité

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 : Délais et voies de recours

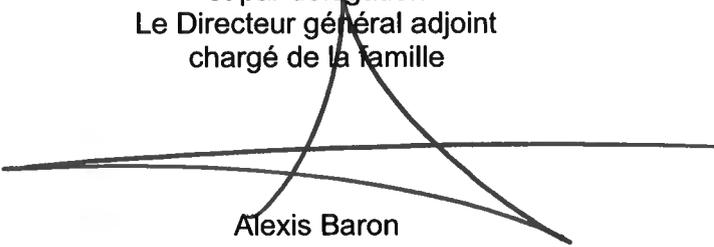
En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 5 : Exécution

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 30 janvier 2024

Pour le Président
et par délégation
Le Directeur général adjoint
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture 038-223800012-20240212-2024-735-AR Date de réception préfecture : 12/02/2024
--



Arrêté n° 2024-737

Direction de l'autonomie

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

Arrêté portant rectification d'une erreur matérielle contenue dans l'arrêté du 28 décembre 2023 n° 2023-9183 relatif aux tarifs dépendance de l'EHPAD "Vigny Musset" situé à Grenoble et géré par la Mutualité Française Isère

Le Président du Département de l'Isère

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2023 DOB 2024 A 05 3 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2023 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2023-9183 du 28 décembre 2023 fixant les tarifs de l'établissement pour l'exercice 2024 ;

Considérant que l'arrêté du 28 décembre 2023 susvisé est entaché d'une erreur matérielle en ce qui concerne le montant de versement de la dotation dépendance ;

Considérant la nécessité de rectifier cette erreur matérielle ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1^{er} : Correction

L'article 3 de l'arrêté susvisé du 28 décembre 2023 est rectifié et remplacé ainsi :

Le montant de la dotation dépendance, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère, à verser à l'établissement s'établit à **420 762,52 €** (cf. décret n° 2016-1814 et détail ci-dessous). Ce montant sera trimestriellement.

Accès en ligne : <https://www.isere.fr/consultation>
038-223800012-20240212-2024-737-AR
Date de dépôt en ligne : 30/01/2024

Arrêté n° 2024-737

Montant de la tarification dépendance	673 623,60 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs	47 676 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	24 921,08 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	180 264 €
Montant de la somme annuelle à verser en 2024	420 762,52 €

Article 2 : Dispositions inchangées

Les autres dispositions de l'arrêté du 28 décembre 2023 susvisé demeurent inchangées.

Article 3 : Publicité

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 : Délais et voies de recours

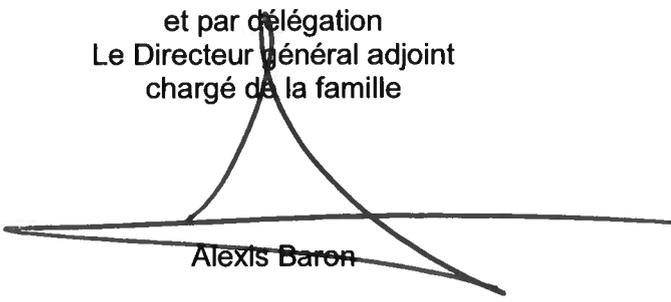
En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 5 : Exécution

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 30 janvier 2024

Pour le Président
et par délégation
Le Directeur général adjoint
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240212-2024-737-AR
Date de réception préfecture : 12/02/2024



Arrêté n° 2024-739

Direction de l'autonomie

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

Arrêté portant rectification d'une erreur matérielle contenue dans l'arrêté du 18 décembre 2023 n° 2023-8899 relatif aux tarifs dépendance de l'EHPAD "Bois d'Artas" situé à Grenoble et géré par la Mutualité Française Isère

Le Président du Département de l'Isère

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2023 DOB 2024 A 05 3 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2023 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'Arrêté n° 2023-8899 du 18 décembre 2023 fixant les tarifs de l'établissement pour l'exercice 2024 ;

Considérant que l'arrêté du 18 décembre 2023 susvisé est entaché d'une erreur matérielle en ce qui concerne le montant de versement de la dotation dépendance ;

Considérant la nécessité de rectifier cette erreur matérielle ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1^{er} : Correction

L'article 3 de l'arrêté susvisé du 18 décembre 2023 est rectifié et remplacé ainsi :

Le montant de la dotation dépendance, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère **à verser à l'établissement s'établit à 402 614,17 €** (cf. décret n° 2016-1814 et détail ci-dessous). Ce paiement s'effectuera trimestriellement.

Accusé de réception en préfecture :
C38236052024021234013
Date de réception préfecture : 12/02/2024

Arrêté n° 2024-739

Montant de la tarification dépendance	663 578,73 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs	53 418,00 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	29 718,56 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	177 828,00 €
Montant de la somme annuelle à verser en 2024	402 614,17 €

Article 2 : Dispositions inchangées

Les autres dispositions de l'arrêté du 18 décembre 2023 susvisé demeurent inchangées.

Article 3 : Publicité

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 : Délais et voies de recours

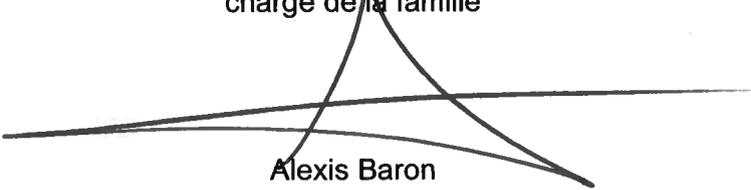
En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 5 : Exécution

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 30 janvier 2024

Pour le Président
et par délégation
Le Directeur général adjoint
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture 038-223800012-20240212-2024-739-AR Date de réception préfecture : 12/02/2024
--



Arrêté n° 2024-745

Direction de l'autonomie

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

Arrêté portant rectification d'une erreur matérielle contenue dans l'arrêté du 11 janvier 2024 n° 2024-224 relatif aux tarifs dépendance de la petite unité de vie et de l'accueil de jour « La Révola » à Villard-de-Lans

Le Président du Département de l'Isère

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2023 DOB 2024 A 05 3 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2023 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2024-224 du 11/01/2024 fixant les tarifs de l'établissement pour l'exercice 2024

Considérant que l'arrêté du 11/01/2024 susvisé est entaché d'une erreur matérielle en ce qui concerne les tarifs relatifs à la dépendance ;

Considérant la nécessité de rectifier cette erreur matérielle ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1^{er} : Correction

Les tarifs dépendance applicables à compter du **1^{er} janvier 2024** pour la petite unité de vie et l'accueil de jour « La Révola » sont les suivants :

Gir 1 et 2 : 30,65 €

Gir 3 et 4 : 20,05 €

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240212-2024-745-AR
Date de réception préfecture : 12/02/2024

Article 2 : Dispositions inchangées

Les autres dispositions de l'arrêté du 11 janvier 2024 susvisé demeurent inchangées.

Article 3 : Publicité

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 : Délais et voies de recours

En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 5 : Exécution

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 30 janvier 2024

Pour le Président
et par délégation
Le Directeur général adjoint
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :



Arrêté n° 2024-762

Direction de l'autonomie

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance 2024 de l'EHPAD public de Voreppe

Le Président du Département de l'Isère

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération votée par l'assemblée départementale le 17 novembre 2023, fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

Considérant les dispositions du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens renouvelé au 1^{er} janvier 2024 ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Le montant des charges nettes hébergement 2024 est arrêté à la somme de 1 828 386 €.

Article 2 :

Le montant du forfait dépendance 2024 est fixé comme indiqué ci-dessous :

Type de financement	Montants dépendance
Forfait dépendance – places permanentes	(+) 572 112 €
Financement complémentaire – personnes handicapées âgées	(+) 40 000 €
Produits de la tarification dépendance	612 112 €

Article 3 :

Le montant de la dotation dépendance, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère, à verser à l'établissement s'établit à 373 601,92 € payés trimestriellement (cf. décret n° 1816-1814 et détail ci-dessous).

Montant de la tarification dépendance	612 112,00 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine	68 631,65 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	7 196,00 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	162 682,43 €
Montant de la dotation annuelle 2024	373 601,92 €

Article 4 :

Pour 2025, en cas de tarification dépendance arrêtée après le 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme de correspondant au quart de la dotation annuelle de 2024. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2025.

Article 5 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD public de Voreppe sont fixés ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} mars 2024 :

Tarif hébergement permanent et temporaire

Tarif hébergement + de 60 ans	72,37 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	94,90 €

Tarifs dépendance hébergement permanent

Tarif dépendance GIR 1 et 2	26,80 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	17,00 €
Tarif prévention à la charge du résident	7,22 €

Tarifs dépendance UGP

Tarif dépendance GIR 1 et 2	36,00 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	22,84 €

Article 6 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Arrêté n° 2024-762

Article 7 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 8 :

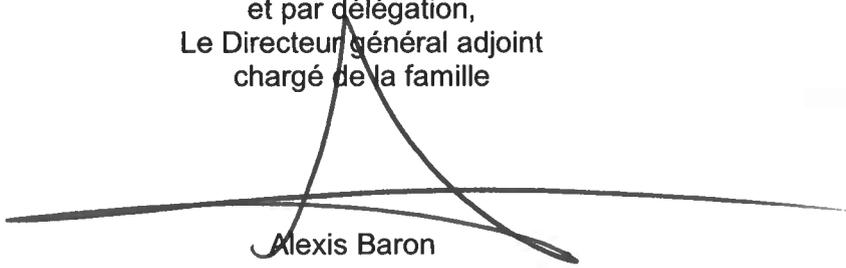
En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 9 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 1^{er} février 2024

P/le Président du Département
et par délégation,
Le Directeur général adjoint
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240212-2024-762-AR
Date de réception préfecture : 12/02/2024



Arrêté n° 2024-805

Direction de l'autonomie

Service Soutien à domicile des personnes âgées et handicapées

**Arrêté relatif au changement d'adresse du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile
« G2L BIVIERS »**

Le Président du Département de l'Isère

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment le titre 1^{er} du livre III de la partie réglementaire ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.312-1, les articles L.313-1 à L.313-9 relatifs aux autorisations, les articles R.313-1 à R.313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles D.313-11 à D.313-14 relatifs aux contrôles et conformité des établissements et services ;

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Vu la loi n°2021-1754 du 23 décembre 2021 modifiée du financement de la sécurité sociale pour 2022 notamment son article 44 ;

Vu la loi n°2022-1616 du 23 décembre 2022 modifiée de financement de la sécurité sociale pour 2023, notamment son article 68 ;

Vu le schéma départemental de l'autonomie et des handicaps de l'Isère pour la période 2022/2026, adopté le 31 mars 2023 ;

Vu le décret n°2023-608 du 13 juillet 2023 relatif aux services autonomie à domicile ;

Vu l'arrêté n°2023-504 ;

Considérant le changement d'adresse du siège social en date du 18 septembre 2023 ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

L'adresse du siège social de la SARL « G2L BIVIERS » a été modifiée et fixée au 18 rue de Rennes 49100 Angers.

Article 2 :

L'autorisation visée à l'article L.313-1 du Code de l'action sociale et des familles est accordée à la SARL « G2L BIVIERS » pour intervenir auprès des personnes âgées et personnes en situation de handicap pour l'activité suivante soumise à autorisation :

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240222-2024-805-AR
Date de télétransmission : 22/02/2024
Date de réception préfecture : 22/02/2024

- assistance dans les actes quotidiens de la vie aux personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou personnes atteintes de pathologies chroniques incluant garde malade à l'exclusion du soin,
- Accompagnement et aide à la mobilité hors domicile des personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou des personnes atteintes de pathologies chroniques,
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou des personnes atteintes de pathologies chroniques.

Article 3 :

Cette autorisation vise exclusivement les activités exercées au sein de la résidence services seniors « Espace et vie » située 121 chemin de la Pommeraie, 38330 Biviers qui constitue le territoire d'intervention du SAAD.

Article 4 :

Conformément aux dispositions de la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, l'autorisation est délivrée pour une durée de 15 ans depuis la date du dernier agrément, soit jusqu'au 13 février 2038.

Son renouvellement sera subordonné aux conditions définies par l'article L.313-5 du CASF.

Article 5 :

Conformément à l'article L.313-16 du Code de l'action sociale et des familles, l'autorisation pourrait être retirée, si le service ne répondait pas aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement définies par le décret n°2023-608 du 13 juillet 2023 relatif aux services autonomes à domicile.

Article 6 :

Conformément à l'article L.313-1 du Code de l'action sociale et des familles, tout changement important relatif à l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service autorisé par cet arrêté, devra être porté à la connaissance du Président du Département.

L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord du Président du Département.

Article 7 :

Le SAAD « G2L BIVIERS » est spécifiquement autorisé à intervenir auprès des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) mentionnée à l'article L.232-1 du CASF et de la prestation de compensation du handicap (PCH) mentionnée à l'article L.245-1 du même code comme en dispose l'article L.313-1-2 du CASF.

Article 8 :

La présente autorisation ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, mentionnée à l'article L.313-6 alinéa 3 du CASF.

Article 9 :

Les caractéristiques de la présente décision sont enregistrées comme suit au Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux FINESS (voir annexe).

Article 10 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Département de l'Isère dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le recours administratif préalable (RAPO) précède obligatoirement le recours contentieux. La demande de recours (RAPO) doit être adressée au Président du Département de l'Isère – Maison Départementale de l'Autonomie (MDA) – Service soutien à domicile PA/PH Immeuble « Les Cornalines » 15 avenue Doyen Louis Weil BP 337 38010 Grenoble CEDEX 1.

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240222-2024-805-AR
Date de télétransmission : 22/02/2024
Date de réception préfecture : 22/02/2024

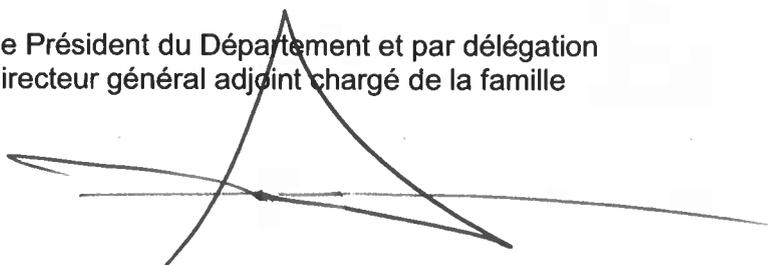
La demande de recours contentieux doit être adressée au Tribunal administratif de Grenoble, situé 2 place de Verdun, 38000 Grenoble dans un délai de deux mois après réception par notification explicite du refus du RAPO, ou du fait d'une décision implicite (absence de réponse) pour exercer un recours contentieux.

Article 11 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère et notifié au Président de l'organisme gestionnaire, à Monsieur le Directeur Départemental de l'Isère de l'Agence Régionale de Santé et à Monsieur le Directeur Départemental de la DDETS Rhône-Alpes, Unité Territoriale de l'Isère.

Fait à Grenoble, le **22 FEV. 2024**

Pour le Président du Département et par délégation
Le Directeur général adjoint chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le : **22 FEV. 2024**

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240222-2024-805-AR
Date de télétransmission : 22/02/2024
Date de réception préfecture : 22/02/2024

Annexe FINESS

Mouvement FINESS : Changement d'adresse de l'EJ

Entité juridique : G2L BIVIERS
Ancienne adresse : 3, allée de la Bade, 72300 Précigné
Nouvelle adresse : 18, rue de Rennes, 49100 Angers
N°SIRET : 914 930 987 00039
N° FINESS EJ ancienne adresse : 720023217
N° FINESS EJ nouvelle adresse : 490023231 (*information base FINESS*)
Statut : Société à responsabilité limitée (SARL)

Etablissement : RESIDENCE ESPACE £ VIE
Adresse : 121, chemin de la Pommeraie, 38330 Biviers
N° SIRET : 914 930 987 00021
N° FINESS ET : 380027110
Catégorie : 460 - Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (S.A.A.D.)

Equipements :

Triplet				
n°	Discipline	Fonctionnement	Clientèle	Capacité autorisée
1	469 Aide à Domicile	16 Prestation en milieu ordinaire	010 Tous Types de Déficiences Personnes Handicapées	/
2	469 Aide à Domicile	16 Prestation en milieu ordinaire	700 Personnes Âgées (sans autre indication)	/



Arrêté n° 2024-809

Direction de l'autonomie

Service Soutien à domicile des personnes âgées et handicapées

**Arrêté relatif au changement d'adresse du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile
« G2L SAINT EGREVE »**

Le Président du Département de l'Isère

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment le titre 1^{er} du livre III de la partie réglementaire ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L.312-1, les articles L.313-1 à L.313-9 relatifs aux autorisations, les articles R.313-1 à R.313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles D.313-11 à D.313-14 relatifs aux contrôles et conformité des établissements et services ;

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Vu la loi n°2021-1754 du 23 décembre 2021 modifiée du financement de la sécurité sociale pour 2022 notamment son article 44 ;

Vu la loi n°2022-1616 du 23 décembre 2022 modifiée de financement de la sécurité sociale pour 2023, notamment son article 68 ;

Vu le schéma départemental de l'autonomie et des handicaps de l'Isère pour la période 2022/2026, adopté le 31 mars 2023 ;

Vu le décret n°2023-608 du 13 juillet 2023 relatif aux services autonomie à domicile ;

Vu l'arrêté n°2020-6627 ;

Considérant le changement d'adresse du siège social en date du 18 septembre 2023 ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

L'adresse du siège social de la SARL « G2L SAINT EGREVE » a été modifiée et fixée au 18 rue de Rennes 49100 Angers.

Article 2 :

L'autorisation visée à l'article L.313-1 du Code de l'action sociale et des familles est accordée à la SARL « G2L SAINT GREVE » pour intervenir auprès des personnes âgées et personnes en situation de handicap pour l'activité suivante soumise à autorisation :

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240222-2024-809-AR
Date de télétransmission : 22/02/2024
Date de réception préfecture : 22/02/2024

- assistance dans les actes quotidiens de la vie aux personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou personnes atteintes de pathologies chroniques incluant garde malade à l'exclusion du soin,
- Accompagnement et aide à la mobilité hors domicile des personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou des personnes atteintes de pathologies chroniques,
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou des personnes atteintes de pathologies chroniques.

Article 3 :

Cette autorisation vise exclusivement les activités exercées au sein de la résidence services seniors « Espace et vie » située 15 rue de la Contamine, 38120 Saint-Egrève qui constitue le territoire d'intervention du SAAD.

Article 4 :

Conformément aux dispositions de la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, l'autorisation est délivrée pour une durée de 15 ans depuis la date du dernier agrément, soit jusqu'au 1^{er} décembre 2035.

Son renouvellement sera subordonné aux conditions définies par l'article L.313-5 du CASF.

Article 5 :

Conformément à l'article L.313-16 du Code de l'action sociale et des familles, l'autorisation pourrait être retirée, si le service ne répondait pas aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement définies par le décret n°2023-608 du 13 juillet 2023 relatif aux services autonomie à domicile.

Article 6 :

Conformément à l'article L.313-1 du Code de l'action sociale et des familles, tout changement important relatif à l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service autorisé par cet arrêté, devra être porté à la connaissance du Président du Département.

L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord du Président du Département.

Article 7 :

Le SAAD « G2L SAINT EGREVE » est spécifiquement autorisé à intervenir auprès des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) mentionnée à l'article L.232-1 du CASF et de la prestation de compensation du handicap (PCH) mentionnée à l'article L.245-1 du même code comme en dispose l'article L.313-1-2 du CASF.

Article 8 :

La présente autorisation ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, mentionnée à l'article L.313-6 alinéa 3 du CASF.

Article 9 :

Les caractéristiques de la présente décision sont enregistrées comme suit au Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux FINESS (voir annexe).

Article 10 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Département de l'Isère dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le recours administratif préalable (RAPO) précède obligatoirement le recours contentieux. La demande de recours (RAPO) doit être adressée au Président du Département de l'Isère – Maison Départementale de l'Autonomie (MDA) – Service soutien à domicile PA/PH Immeuble « Les Cornalines » 15 avenue Doyen Louis Weil BP 337 38010 Grenoble CEDEX 1.

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240222-2024-809-AR
Date de télétransmission : 22/02/2024
Date de réception préfecture : 22/02/2024

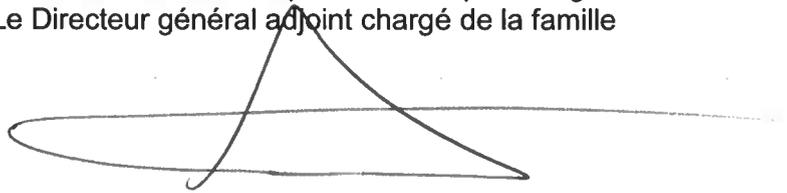
La demande de recours contentieux doit être adressée au Tribunal administratif de Grenoble, situé 2 place de Verdun, 38000 Grenoble dans un délai de deux mois après réception par notification explicite du refus du RAPO, ou du fait d'une décision implicite (absence de réponse) pour exercer un recours contentieux.

Article 11 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère et notifié au Président de l'organisme gestionnaire, à Monsieur le Directeur Départemental de l'Isère de l'Agence Régionale de Santé et à Monsieur le Directeur Départemental de la DDETS Rhône-Alpes, Unité Territoriale de l'Isère.

Fait à Grenoble, le **22 FEV. 2024**

Pour le Président du Département et par délégation
Le Directeur général adjoint chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le : **22 FEV. 2024**

Annexe FINESS**Mouvement FINESS : Changement d'adresse de l'EJ**

Entité juridique : G2L SAINT-EGREVE
Ancienne adresse : 3, allée de la Bade, 72300 Précigné
Nouvelle adresse : 18, rue de Rennes, 49100 Angers
N°SIRET : 884 565 482 00038
N° FINESS EJ : 490023215
Statut : Société à responsabilité limitée (SARL)

Etablissement : RESIDENCE ESPACE & VIE
Adresse : 15 rue de la Contamine, 38120 Saint-Egrève
N° SIRET : 884 565 482 00020
N° FINESS ET : 380025171
Catégorie : 460 - Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (S.A.A.D.)

Equipements :

Triplet				
n°	Discipline	Fonctionnement	Clientèle	Capacité autorisée
1	469 Aide à Domicile	16 Prestation en milieu ordinaire	010 Tous Types de Déficiences Personnes Handicapées	/
2	469 Aide à Domicile	16 Prestation en milieu ordinaire	700 Personnes Âgées (sans autre indication)	/



Arrêté n° 2024-844

Direction des relations extérieures
Service vie des élus

Arrêté portant désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère au Comité de pilotage des ateliers des territoires Rives-du-Rhône

Le Président du Conseil départemental de l'Isère

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.3221-1, L.3221-3 et L.3221-7 ;

Vu l'élection du Président du Conseil départemental de l'Isère lors de la séance du 1^{er} juillet 2021 ;

Arrête :

Article 1 : Le Président du Conseil départemental de l'Isère est représenté au Comité de pilotage des ateliers des territoires Rives-du-Rhône par Monsieur Robert Duranton.

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Article 3 : La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Grenoble, le - 8 FEV. 2024

Le Président

Jean-Pierre Barbier



Dépôt en Préfecture le : 038-223800012-20240208-2024-844-AI

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Grenoble qui peut être saisi notamment par la voie de l'application « télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé par écrit devant le Président du Département de l'Isère, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.



Arrêté n° 2024-921

Direction de l'autonomie

Service des établissements pour personnes âgées et personnes handicapées

Arrêté relatif à la tarification 2024 du SAMSAH ALPHI REHAB, des foyers Le Parc et La Source à Monestier-de-Clermont, du service d'activités de jour (SAJ) à Sassenage et du SAMSAH SERDAC de l'association Accompagner le handicap psychique en Isère (ALPHI)

Le Président du Département de l'Isère

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération de l'assemblée départementale n° 2023 DOB 2024 A 05 3 du 17 novembre 2023 fixant les orientations de la tarification 2024 des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées et personnes handicapées ;

Considérant le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) 2024-2028 en cours de signature ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

ARRETE

Article 1 :

Les dotations globalisées sont fixées ainsi qu'il suit au titre de l'année 2024.

Les prix de journée indiqués ci-après sont applicables à compter du **1^{er} mars 2024**.

SAMSAH ALHPI REHAB :

- Dotation globalisée : 447 837 €

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	13 000 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	350 000 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	84 837 €
	Total	447 837 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification assimilés	447 837 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	0 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0 €
	Total	447 837 €
Reprise de résultat		0 €

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240227-2024-921-AR
Date de réception préfecture : 27/02/2024

Arrêté n° 2024-921

Foyer de vie et EAM Le Parc :

- Dotation globalisée : 1 280 208,00 €
- Prix de journée : 187,87 €

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	120 000 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	800 000 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	360 208 €
	Total	1 280 208 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification assimilés	1 280 208 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	0 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0 €
	Total	1 280 208 €
Reprise de résultat		0 €

Foyer de vie La Source :

- Prix de journée : 182,13 € pour les financeurs qui appliquent l'article R.314-240 du CASF
- Prix de journée : 196,70 € pour les financeurs décomptant les journées d'absence au réel (+ 8 %)

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	140 000 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	900 000 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	165 429 €
	Total	1 205 429 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification assimilés	1 205 429 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	0 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0 €
	Total	1 205 429 €
Reprise de résultat		0 €

SAJ Antre-Temps - SAJ :

- Dotation globalisée : 573 338,00 €
- Prix de journée : 91,02 €

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	50 000 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	400 000 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	123 338 €
	Total	573 338 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification assimilés	573 338 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	0 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0 €
	Total	573 338 €
Reprise de résultat		0 €

SAMSAH SERDAC :

- Dotation globalisée : 860 489 €

Charges	Groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	30 000 €
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	750 000 €
	Groupe III : dépenses afférentes à la structure	80 489 €
	Total	860 489 €
Produits	Groupe I : produits de la tarification assimilés	860 489 €
	Groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	0 €
	Groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0 €
	Total	860 489 €
Reprise de résultat		0 €

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240227-2024-921-AR
Date de réception préfecture : 27/02/2024

Article 2 :

Les conditions de tarification indiquées ci-dessous continueront à s'appliquer sur l'exercice 2025 jusqu'à la date de prise d'effet de l'arrêté de tarification 2025.

Article 3 :

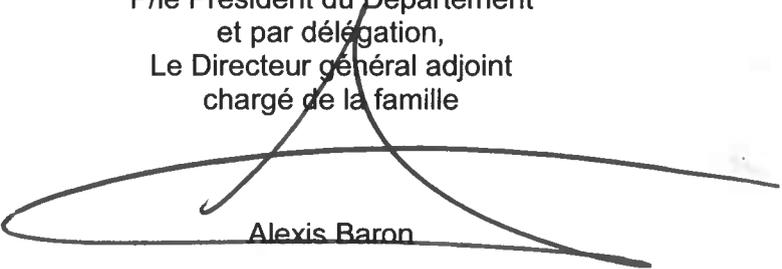
Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal inter-régional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon (184, rue Duguesclin - 69433 Lyon cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 4 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département et notifié à Madame la Directrice de l'association ALPHI.

Fait à Grenoble, le 12 février 2024

P/le Président du Département
et par délégation,
Le Directeur général adjoint
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240227-2024-921-AR
Date de réception préfecture : 27/02/2024



Arrêté n° 2024-930

Direction de l'autonomie

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance
de l'EHPAD « Château de la Serra » situé à Villette-d'Anthon**

Le Président du Département de l'Isère

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2023 DOB 2024 A 05 3 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2023 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

Considérant le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) 2024-2028 en cours de signature ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Le montant des charges nettes hébergement 2024 est arrêté à la somme de 1 821 551 €.

Article 2 :

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé à 570 720 € au titre de l'exercice budgétaire 2024.

Arrêté n° 2024-930

Article 3 :

Le montant de la dotation dépendance, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 1816-1814), à verser à l'établissement s'établit à 123 067,08 € (cf. détail ci-dessous). Ce paiement s'effectuera trimestriellement.

Montant de la tarification dépendance	570 720,00 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine	393 936,00 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	2 560,92 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	51 156,00 €
Montant de la somme annuelle à verser en 2024	123 067,08 €

Article 4 :

Pour 2025, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre le quart de la dotation annuelle de 2024. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2025.

Article 5 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD « Château de la Serra » à Villette-d'Anthon sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2024** :

Tarifs hébergement permanent :

Tarif hébergement chambres individuelles	74,60 €
Tarif hébergement chambres doubles	73,11 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	98,78 €

Tarifs dépendance hébergement permanent :

Tarif dépendance GIR 1 et 2	25,47 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	16,16 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6	6,86 €
-----------------------------	--------

Tarif hébergement temporaire :

Tarif hébergement :	78,33 €
Tarif dépendance GIR 1 et 2	29,00 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	19,00 €
Tarif dépendance GIR 5 et 6	8,00 €

Article 6 :

Les tarifs de l'accueil de jour rattaché à l'EHPAD « Château de la Serra » à Villette-d'Anthon sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2024** :

Tarifs accueil de jour

Tarif hébergement	29,58 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	53,46 €

Tarif dépendance GIR 1 et 2	32,51 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	20,66 €
Tarif dépendance GIR 5 et 6	8,76 €

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240228-2024-930-AR
Date de réception préfecture : 28/02/2024

Arrêté n° 2024-930

Article 7 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 8 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 9 :

En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 10 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 12 février 2024

Pour le Président
et par délégation
Le Directeur général adjoint
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240228-2024-930-AR
Date de réception préfecture : 28/02/2024



Arrêté n° 2024-959
Direction de l'Autonomie
 Service établissements personnes âgées personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement de la résidence autonomie « Le Belvédère »
 gérée par le CCAS de Seyssins**

Le Président du Département de l'Isère

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2023 DOB 2024 A 05 3 adoptée par l'assemblée départementale le 17 novembre 2023 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2024, les dépenses et recettes de la résidence autonomie « Le Belvédère » de Seyssins sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montant hébergement
Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	48 000,00 €
Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	59 000,00 €
Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	106 050,00 €
Reprise du résultat antérieur - Déficit	-
TOTAL DEPENSES	213 050,00 €
Groupe I - Produits de la tarification	152 286,21 €
Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	45 000,00 €
Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €
Reprise de résultats antérieurs - Excédent	15 763,79 €
TOTAL RECETTES	213 050,00 €

Accusé de réception en préfecture
 088-22380001220240227202499-AR
 Date de réception préfecture : 22/02/2024

Article 2 :

Les tarifs hébergement journaliers de la résidence autonomie « Le Belvédère » de Seyssins sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2024** :

Tarif hébergement F1	14,20 €
Tarif hébergement F1 bis 1 personne	17,98 €
Tarif hébergement F1 bis 2 personnes	21,77 €
Tarif hébergement F2	24,99 €

Article 3 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 :

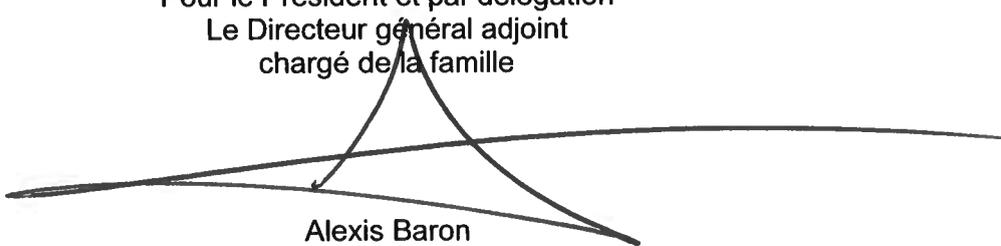
En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 5 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 14 février 2024

Pour le Président et par délégation
Le Directeur général adjoint
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture 038-223800012-20240222-2024-959-AR Date de réception préfecture : 22/02/2024
--



Arrêté n° 2024-961

Direction de l'autonomie

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance
de la Maison cantonale des personnes âgées situé à Meylan
gérée par la Fondation Partage et Vie**

Le Président du Département de l'Isère

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2023 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour la section hébergement, les montants des charges nettes et des produits de tarification de l'exercice budgétaire 2024 sont arrêtés comme suit .

Total des charges nettes	1 431 726,06 €
Reprise de résultat excédentaire	0,00 €
Produits de tarification hébergement	1 431 726,06 €

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240222-2024-961-AR
Date de réception préfecture : 22/02/2024

Arrêté n° 2024-961

Article 2 :

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé comme indiqué ci-dessous, au titre de l'exercice budgétaire 2024 :

Montant du forfait dépendance – places permanentes	434 698,85 €
Reprise de résultat déficitaire antérieur	0,00 €
Produits de la tarification dépendance	434 698,85 €

Article 3

Le montant de la dotation dépendance, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère, à verser à l'établissement s'établit à **244 487,85 €** (cf. décret n° 2016-1814 et détail ci-dessous). Ce paiement s'effectuera trimestriellement.

Montant de la tarification dépendance	434 698,85 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs	44 370,00 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	26 477,00 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	119 364,00 €
Montant de la somme annuelle à verser en 2024	244 487,85 €

Article 4 :

Pour 2025, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1er janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre le quart de la dotation annuelle de 2024. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2025.

Article 5 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'établissement Maison cantonale des personnes âgées sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} février 2024** :

Tarif Hébergement permanent

Tarif hébergement permanent	: 72,38 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	: 94,67 €

Tarif dépendance hébergement permanent

Tarif dépendance GIR 1 et 2	: 25,13 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	: 15,95 €
Tarif dépendance GIR 5 et 6	: 6,77 €

Tarif hébergement temporaire

Tarif hébergement temporaire (HP + 5 %)	: 76 €
Tarif dépendance pour les GIR 1 et 2	: 29 €
Tarif dépendance pour les GIR 3 et 4	: 19 €
Tarif dépendance pour les GIR 5 et 6	: 8 €

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240222-2024-961-AR
Date de réception préfecture : 22/02/2024

Arrêté n° 2024-961

Article 6 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 7 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 8 :

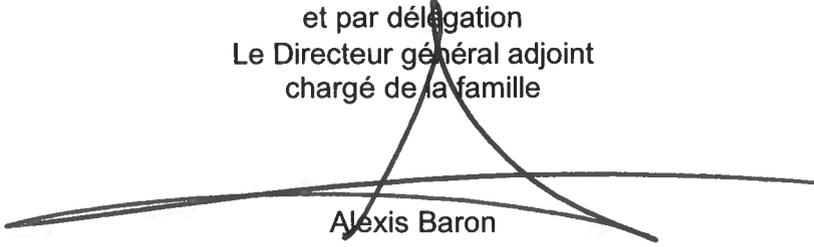
En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 9 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 31 janvier 2024

Pour le Président
et par délégation
Le Directeur général adjoint
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240222-2024-961-AR
Date de réception préfecture : 22/02/2024

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240222-2024-961-AR
Date de réception préfecture : 22/02/2024



Arrêté n° 2024-971
 Direction de l'Autonomie
 Service établissements personnes âgées personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement de la résidence autonomie « Pré Blanc »
 gérée par le CCAS de Meylan**

Le Président du Département de l'Isère

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération adoptée par l'assemblée départementale le 17 novembre 2023 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Considérant la participation communale ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2024, les dépenses et recettes de la résidence autonomie « Pré Blanc » de Meylan sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montant hébergement
Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	137 400 €
Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	341 699 €
Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	235 350 €
Reprise du résultat antérieur – Déficit	-
TOTAL DEPENSES	714 449 €

Accusé de réception en préfecture
 088-22387014-2024-971-AR
 Date de réception préfecture : 22/02/2024

Arrêté n° 2024-971

Groupe I - Produits de la tarification	549 023 €
Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	108 426 €
Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	25 000 €
Reprise de résultats antérieurs - Excédent	32 000 €
TOTAL RECETTES	714 449 €

Article 2 :

Les tarifs hébergement journaliers de la résidence autonomie « Pré Blanc » de Meylan sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2024** :

Tarif hébergement F1 bis résidence (36 m ²)	27,21 €
Tarif hébergement F1 bis résidence (29 m ²)	23,59 €
Tarif hébergement F1 bis extérieur (36 m ²)	23,59 €
Tarif hébergement F2 bis résidence	35,37 €
Tarif hébergement F2 bis extérieur	30,66 €

Article 3 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 :

En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 5 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 14 février 2024

Pour le Président
et par délégation,
Le Directeur général adjoint
chargé de la famille

Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240222-2024-971-AR
Date de réception préfecture : 22/02/2024



Arrêté n° 2024-973
Direction de l'Autonomie
 Service établissements personnes âgées personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement de la résidence autonomie « Georges Brassens »
 gérée par le CCAS de Moirans**

Le Président du Département de l'Isère

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération adoptée par l'assemblée départementale le 17 novembre 2023 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Considérant la participation communale ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2024, les dépenses et recettes de la résidence autonomie « Georges Brassens » de Moirans sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montant hébergement
Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	88 200 €
Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	230 400 €
Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	228 150 €
Reprise du résultat antérieur – Déficit	
TOTAL DEPENSES	546 750 €

Accusé de réception en préfecture
 088-223800012-20240222-2024-973-AR
 Date de réception en préfecture : 22/02/2024

Arrêté n° 2024-973

Groupe I - Produits de la tarification	370 870 €
Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	174 208 €
Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0 €
Reprise de résultats antérieurs - Excédent	1 662 €
TOTAL RECETTES	546 750 €

Article 2 :

Les tarifs hébergement journaliers de la résidence autonomie « Georges Brassens » de Moirans sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2024** :

Tarif hébergement T1 personne seule (standard)	27,95 €
Tarif hébergement T1 couple (+ 20 %)	33,54 €
Tarif hébergement T2 personne seule (+ 22 %)	34,10 €
Tarif hébergement T2 couple (+ 40 %)	39,13 €

Article 3 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 :

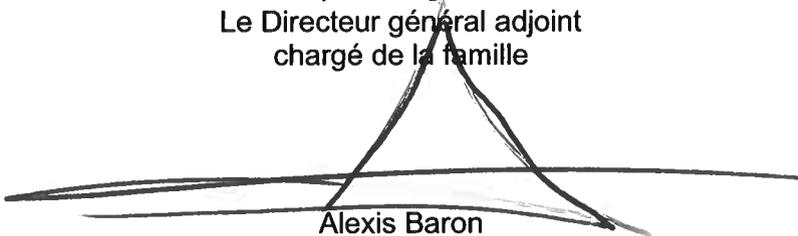
En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 5 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 14 février 2024

Pour le Président
et par délégation,
Le Directeur général adjoint
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture 038-223800012-20240222-2024-973-AR Date de réception préfecture : 22/02/2024
--



Arrêté n° 2024-990

Direction de l'autonomie

Service des établissements personnes âgées, personnes handicapées

Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance de la PUV « Foyer Rose Achard » située à Pont-en-Royans, gérée par l'association La Providence

Le Président du Département de l'Isère

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2023 DOB 2024 A 05 3 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2023 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2024, les dépenses et recettes du budget « PUV » de l'établissement « Foyer Rose Achard » situé à Pont-en-Royans sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants hébergement	Montants Dépendance
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	143 246,26 €	7 309,12 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	112 203,70 €	112 844,83 €
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	87 360,84 €	0,00 €
	Reprise du résultat antérieur - Déficit	€	€
TOTAL DEPENSES		342 810,80 €	120 153,95 €

Procès de réception en préfecture
038-223800012-20240222-2024-990-AR
Date de réception préfecture : 22/02/2024

Groupes fonctionnels		Montant hébergement	Montant Dépendance
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	342 810,80 €	120 153,95 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	0,00 €
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	0,00 €
	Reprise de résultats antérieurs - Excédent	€	€
	TOTAL RECETTES	342 810,80 €	120 153,95 €

Article 2 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables au budget de la Petite Unité de Vie « Foyer Rose Achard » sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2024**.

Conformément à l'article R.314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il ne peut pas être procédé à la régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1^{er} janvier de l'exercice à la date d'effet du nouveau tarif.

Tarif hébergement GIR 1 à 4	52,90 €
Tarif hébergement GIR 5 à 6 :	62,21 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans :	71,44 €

Tarifs dépendance :

Tarif hébergement GIR 1 et 2	34,60 €
Tarif hébergement GIR 3 et 4	21,97 €

Les tarifs comprennent :

	OUI	NON
Petit déjeuner		X
Déjeuner	X	
Dîner	X	
Entretien du linge plat	X	
Entretien du linge personnel	Pour les GIR 1 à 4 (dépendance)	Pour les GIR 5-6 Mise à disposition du matériel
Entretien des parties privatives	Pour les GIR 1 à 4 (dépendance)	Pour les GIR 5-6
Electricité des parties privatives	X	
Eau des parties privatives	X	
Chauffage des parties privatives	X	
Les produits d'incontinence	X (dépendance)	

Article 3 :

Le bénéficiaire contribuera à ses frais d'hébergement à hauteur de 90 % de ses ressources dans la limite légale conformément aux dispositions prévues par le règlement départemental d'aide sociale.

Article 4 :

Le bénéficiaire devra conserver les sommes nécessaires au règlement des frais non pris en charge dans le prix de journée tel que mentionnés dans le tableau ci-dessus.

Accusé de réception en préfecture 038-223800012-20240222-2024-990-AR Date de réception préfecture : 22/02/2024
--

Article 5 :

L'établissement a opté pour une médicalisation par un SSIAD et bénéficie d'une tarification hébergement et dépendance. Le tarif dépendance de l'établissement relève de la prise en charge au titre de l'APA à domicile. Le plan d'aide à domicile doit donc prendre en charge prioritairement le tarif dépendance.

Article 6 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 7 :

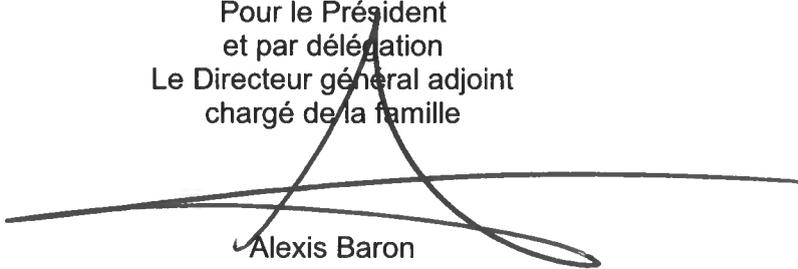
En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03).

Article 8 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 15 février 2024

Pour le Président
et par délégation
Le Directeur général adjoint
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240222-2024-990-AR
Date de réception préfecture : 22/02/2024



Arrêté n° 2024-991
 Direction de l'Autonomie
 Service établissements personnes âgées personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement de la résidence autonomie « Le Vercors »
 gérée par le CCAS de Vinay**

Le Président du Département de l'Isère

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2023 DOB 2024 A 05 3 adoptée par l'assemblée départementale le 17 novembre 2023 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2024, les dépenses et recettes de la résidence « Le Vercors » à Vinay sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montant hébergement
Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	105 636 €
Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	196 685 €
Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	193 585 €
Reprise du résultat antérieur – Déficit	
TOTAL DEPENSES	495 906 €

Accusé de réception en préfecture
 088-223800012-20240222-2024-991-AR
 Date de réception en préfecture : 22/02/2024

Arrêté n° 2024-991

Groupe I - Produits de la tarification	387 806 €
Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	88 100 €
Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	-
Reprise de résultats antérieurs - Excédent	20 000 €
TOTAL RECETTES	495 906 €

Article 2 :

Les tarifs hébergement journaliers de la résidence « Le Vercors » à Vinay sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2024** :

Tarif hébergement T1 bis	30,68 €
Tarif hébergement T1 (tarif T1 bis x 0,90)	27,61 €
Tarif hébergement T2 (tarif T1 bis x 1,20)	36,82 €

Article 3 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 :

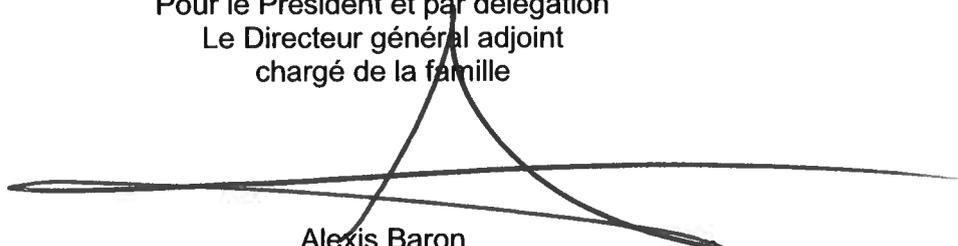
En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 5 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 15 février 2024

Pour le Président et par délégation
Le Directeur général adjoint
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture 038-223800012-20240222-2024-991-AR Date de réception préfecture : 22/02/2024
--



Arrêté n° 2024-992

Direction de l'Autonomie

Service des établissements pour personnes âgées et personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement de la résidence autonomie « Marpa des Lacs »
de Pierre-Châtel gérée par l'association des Lacs de la Matheysine**

Le Président du Département de l'Isère

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2023 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2024, les dépenses et recettes de fonctionnement de la résidence autonomie « Marpa des Lacs » de Pierre-Châtel sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montant hébergement
Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	130 931,00 €
Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	181 273,00 €
Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	133 003,51 €
TOTAL DEPENSES	445 207,51 €
Groupe I - Produits de la tarification	319 352,51 €
Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	109 787,00 €
Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	16 068,00 €
TOTAL RECETTES	445 207,51 €

Accusé de réception de la Direction de l'Autonomie
0384223800012-20240229-2024-992-AR
Date de réception préfecture : 29/02/2024

Article 2 :

Les tarifs hébergement journaliers de la résidence autonomie « Marpa des Lacs » de Pierre-Châtel sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2024** :

Tarifs hébergement permanent

Tarif hébergement T1 bis standard	35,21 €
Tarif hébergement T1 bis avec fenêtre dans la chambre	37,68 €
Tarif hébergement T1 bis couple	46,04 €
Tarif hébergement T1 bis couple avec fenêtre dans la chambre	49,29 €

Tarif hébergement temporaire

Tarif hébergement T1 bis standard	36,97 €
-----------------------------------	---------

Article 3 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 :

En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 5 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 22 février 2024

Le Président

**La Directrice générale adjointe
chargée de l'équité territoriale**

Dépôt en Préfecture le :



Louisa Slimani

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240229-2024-992-AR
Date de réception préfecture : 29/02/2024



Arrêté n° 2024-993

Direction de l'autonomie

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance
de l'EHPAD géré par le Centre hospitalier de Tullins et son accueil de jour**

Le Président du Département de l'Isère

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération du 17 novembre 2023 adoptée par l'assemblée départementale fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les dispositions du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens en cours d'application ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Le montant des charges nettes hébergement 2024 est arrêté à la somme de 1 978 539 €.

Article 2 :

Le montant du forfait dépendance 2024 est fixé comme indiqué ci-dessous :

Type de financement	Montants dépendance
Forfait dépendance – places permanentes	600 545,92 €
Financement complémentaire – personnes handicapées âgées	40 000 €
Produits de la tarification dépendance	640 545,92€

Article 3 :

Le montant de la somme à verser par le Département qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 1816-1814), à verser à l'établissement s'établit à 442 640,30 € (cf. détail ci-dessous).
Ce paiement s'effectuera trimestriellement.

Montant de la tarification dépendance	640 545,92 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine, des résidents hors département (hébergement temporaire et unité pour personnes handicapées vieillissantes)	14 790,00 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	2 851,62 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	180 264,00 €
Montant de la somme annuelle à verser en 2024	442 640,30 €

Article 4 :

Pour 2025, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme correspondant au quart de la dotation annuelle de 2024. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2025.

Article 5 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD sont fixés ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} mars 2024 :

Tarif hébergement permanent et temporaire

Tarif hébergement permanent	71,31 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	93,11 €

Tarifs dépendance hébergement permanent

Tarif dépendance GIR 1 et 2	25,19 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	15,98 €
Tarif dépendance GIR 5 et 6	6,78 €

Tarif dépendance Unité personnes handicapées âgées

Tarif dépendance GIR 1 et 2	31,95 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	20,27 €

Tarifs dépendance hébergement temporaire

Tarif dépendance GIR 1 et 2	29 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	19 €
Tarif dépendance GIR 5 et 6	8 €

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240222-2024-993-AR
Date de réception préfecture : 22/02/2024

Article 6 :

Les tarifs de l'accueil de jour géré par le Centre hospitalier de Tullins sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2024** :

Tarifs Accueil de jour hébergement

Tarif hébergement + de 60 ans	29,54 €
Tarif hébergement + de 60 ans à la demie journée	14,77 €
Tarif hébergement des - de 60 ans	52,96 €
Tarif hébergement - de 60 ans à la demie journée	26,48 €

Tarifs Accueil de jour dépendance

Tarif dépendance GIR 1 et 2	31,19 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	19,77 €
Tarif dépendance GIR 5 et 6	8,39 €

Article 7 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 8 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 9 :

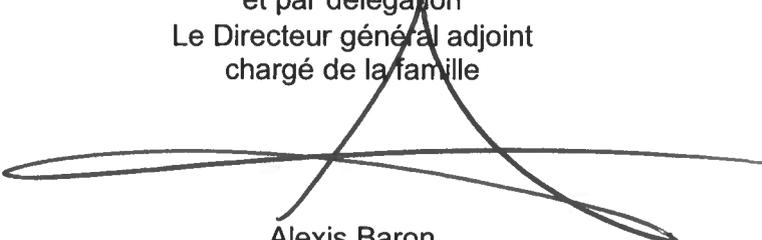
En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 10 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 15 février 2024

Pour le Président
et par délégation
Le Directeur général adjoint
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture 038-223800012-20240222-2024-993-AR Date de réception préfecture : 22/02/2024
--



Arrêté n° 2024-1004
 Direction de l'Autonomie
 Service établissements personnes âgées personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement de la résidence autonomie « Le Verger »
 gérée par le CCAS de Corenc**

Le Président du Département de l'Isère

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2023 DOB 2024 A 05 3 adoptée par l'assemblée départementale le 17 novembre 2023 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Considérant la participation communale ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2024, les dépenses et recettes de la résidence autonomie « Le Verger » de Corenc sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montant hébergement
Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	50 800 €
Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	123 445 €
Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	64 350 €
Reprise du résultat antérieur – Déficit	-
TOTAL DEPENSES	238 595 €

Accusé de réception en préfecture
 038-2238703-2024-1004-AR
 Date de réception préfecture : 22/02/2024

Arrêté n° 2024-1004

Groupe I - Produits de la tarification	160 811 €
Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	66 784 €
Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0 €
Reprise de résultats antérieurs - Excédent	11 000 €
TOTAL RECETTES	238 595 €

Article 2 :

Les tarifs hébergement journaliers de la résidence autonomie « Le Verger » de Corenc sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2024** :

Tarif hébergement F1 bis 1	26,82 €
Tarif hébergement F1 bis 2 (tarif F1 bis 1 x 1,20)	32,18 €

Article 3 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 :

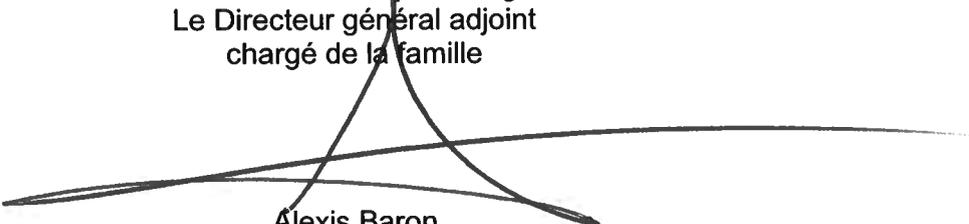
En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 5 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 16 février 2024

Pour le Président et par délégation
Le Directeur général adjoint
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture 038-223800012-20240222-2024-1004-AR Date de réception préfecture : 22/02/2024



Arrêté n°2024-1088
Direction des relations extérieures
Service vie des élus

**Arrêté portant délégation de signature temporaire à
Madame Imen De Smedt**

Le Président du Conseil départemental

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.3221-1, L.3221-3 et L.3221-7,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental de l'Isère lors de la séance du 1er juillet 2021 ;

Vu la délibération n° 2023 CP12 C14 32 relative à l'avenant n°1 de la convention cadre Opération de revitalisation de territoire de Saint-Marcellin ;

Arrête :

Article 1 : Délégation temporaire est donnée à Madame Imen De Smedt, à l'effet de signer l'avenant n°1 de la convention cadre Opération de revitalisation de territoire de Saint-Marcellin, le vendredi 8 mars 2024.

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Article 3 : La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Grenoble, le **27 FEV. 2024**

Le Président




Jean-Pierre Barbier

Dépôt en Préfecture le : 038-223800012-20240227-2024-1088-AI

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Grenoble qui peut être saisi notamment par la voie de l'application « télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé par écrit devant le Président du Département de l'Isère, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.



Arrêté n°2024-1089
Direction des relations extérieures
Service vie des élus

**Arrêté portant délégation de signature temporaire à
Monsieur Christophe Charles
Vice-présidente chargé de l'action sociale, de l'insertion et du logement**

Le Président du Conseil départemental

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.3221-1, L.3221-3 et L.3221-7,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental de l'Isère lors de la séance du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la délibération n° 2024 CP02 A04 5 relative au contrat local de santé de Vienne Condrieu Agglomération ;

Arrête :

Article 1 : Délégation temporaire est donnée à Monsieur Christophe Charles, à l'effet de signer le contrat local de santé de Vienne Condrieu Agglomération, le mardi 5 mars 2024.

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Article 3 : La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Grenoble, le **27 FEV. 2024**

Le Président

Jean-Pierre Barbier

Dépôt en Préfecture le : 038-223800012-20240227-2024-1089-AI

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Grenoble qui peut être saisi notamment par la voie de l'application « télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé par écrit devant le Président du Département de l'Isère, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.



Arrêté n° 2024-1142

Direction de l'autonomie

Service des établissements personnes âgées, personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance
de la petite unité de vie pour personnes âgées « La Ricandelle »
à Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs gérée par l'ADMR**

Le Président du Département de l'Isère

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2023 DOB 2024 A 05 3 adoptée par l'assemblée départementale le 17 novembre 2023 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête

Article 1 :

Les dépenses et recettes de fonctionnement de la petite unité de vie « La Ricandelle » à Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs sont autorisées comme suit pour 2024 :

BUDGET PRINCIPAL : HEBERGEMENT PERMANENT

Groupes fonctionnels		Montant hébergement	Montant dépendance
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	146 349 €	7 500,00 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	201 974 €	209 008,22 €
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	136 117 €	3 118,00 €
	Reprise du résultat antérieur		
	Déficit		
TOTAL DEPENSES		484 440 €	219 626,22 €

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240229-2024-1142-AR
Date de réception préfecture : 29/02/2024

Arrêté n° 2024-1142

Groupes fonctionnels		Montant hébergement	Montant dépendance
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	408 457 €	219 626,22 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	73 706 €	
	Groupe III Produits financiers et produits encaissables	2 277 €	
	Reprise de résultats antérieurs Excédent		
	TOTAL RECETTES	484 440 €	219 626,22 €

Article 2 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à la petite unité de vie « La Ricandelle » à Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mars 2024** :

HEBERGEMENT PERMANENT :

Les tarifs comprennent :

	OUI	NON
Petit déjeuner		X
Déjeuner	X	
Dîner	X	
Entretien du linge plat	X	
Entretien du linge personnel		X
Entretien des parties privatives		X
Electricité des parties privatives	X	
Eau des parties privatives	X	
Chauffage des parties privatives	X	
Les produits d'incontinence	X	

Tarifs hébergement	
Tarif hébergement	47,73 €
Tarif hébergement moins de 60 ans	73,07 €
Tarifs dépendance	
Tarif dépendance GIR 1 et 2	36,76 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	23,26 €
Tarifs spécifiques	
Tarif hébergement T1 temporaire	54,84 €
Tarif hébergement T1 temporaire moins de 60 ans	83,96 €
Tarif hébergement T2 permanent couple	77,42 €
Tarif hébergement T2 permanent couple moins de 60 ans	118,52 €
Tarif hébergement T2 temporaire couple	90,49 €
Tarif hébergement T2 temporaire couple moins de 60 ans	138,53 €

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240229-2024-1142-AR
Date de réception préfecture : 29/02/2024

Article 3 :

Le bénéficiaire contribuera à ses frais d'hébergement à hauteur de 90 % de ses ressources dans la limite légale conformément aux dispositions prévues par le règlement départemental d'aide sociale.

Article 4 :

Le bénéficiaire devra conserver les sommes nécessaires au règlement des frais non pris en charge dans le prix de journée tel que mentionnés dans le tableau ci-dessus.

Article 5 :

L'établissement a opté pour une médicalisation par un SSIAD et bénéficie d'une tarification hébergement et dépendance. Le tarif dépendance de l'établissement relève de la prise en charge au titre de l'APA à domicile. Le plan d'aide à domicile doit donc prendre en charge prioritairement le tarif dépendance.

Article 6 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 7 :

En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03).

Article 8 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 20 février 2024

**La Directrice générale adjointe
chargée de l'équité territoriale**



Louisa Slimani

Le Président

Dépôt en Préfecture le :

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240229-2024-1142-AR
Date de réception préfecture : 29/02/2024

[Faint, illegible text, possibly bleed-through from the reverse side of the page]

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240229-2024-1142-AR
Date de réception préfecture : 29/02/2024



Arrêté n° 2024-1146

Direction de l'autonomie

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance
de l'EHPAD "Les Terrasses de la Sure" à Moirans et de son accueil de jour**

Le Président du Département de l'Isère

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L.313-12 du Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération du 17 novembre 2023 adoptée par l'assemblée départementale fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les dispositions du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens en cours d'application ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Le montant des charges nettes hébergement 2024 est arrêté à la somme de 2 558 683 €.

Article 2 :

Conformément au CPOM et au procès-verbal de validation des GIR par groupe signés en date du 16 mai 2023, le montant du forfait dépendance 2024 est fixé à 765 790 €.

Article 3 :

Le montant de la somme à verser par le Département qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 1816-1814) à verser à l'établissement s'établit à 486 295 € (cf. détail ci-dessous).
Ce paiement s'effectuera trimestriellement.

Montant de la tarification dépendance	765 790 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine	29 580 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	23 367 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	226 548 €
Montant de la somme annuelle à verser en 2024	486 295 €

Article 4 :

Pour 2025, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme correspondant au quart de la dotation annuelle de 2024. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2025.

Article 5 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD sont fixés ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} mars 2024 :

Tarif hébergement permanent et temporaire

Tarif hébergement permanent	70,71 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	92,47 €

Tarifs dépendance hébergement permanent

Tarif dépendance GIR 1 et 2	25,18 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	15,97 €
Tarif dépendance GIR 5 et 6	6,78 €

Tarifs dépendance hébergement temporaire

Tarif dépendance GIR 1 et 2	29 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	19 €
Tarif dépendance GIR 5 et 6	8 €

Article 6 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'accueil de jour sont fixés ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} mars 2024 :

Tarifs Accueil de jour hébergement

Tarif hébergement + de 60 ans	29,60 €
Tarif hébergement des - de 60 ans	53,04 €

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240229-2024-1146-AR
Date de réception préfecture : 29/02/2024

Tarifs Accueil de jour dépendance

Tarif dépendance GIR 1 et 2	28,09 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	15,98 €
Tarif dépendance GIR 5 et 6	7,02 €

Article 7 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 8 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 9 :

En application des articles R.351-15 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 10 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 16 février 2024

Le Président

Dépôt en Préfecture le :

**La Directrice générale adjointe
chargée de l'équité territoriale**



Louisa Slimani

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240229-2024-1146-AR
Date de réception préfecture : 29/02/2024

127

Accusé de réception en préfecture
038-223800012-20240229-2024-1146-AR
Date de réception préfecture : 29/02/2024

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Arrêté N°2024-30180

Direction territoriale Porte des Alpes
service aménagement

**portant réglementation de la circulation sur
la RD76 (PR 0+0800 au PR 2+0365) Saint-Quentin-Fallavier
situés hors agglomération**

Le Président du Département de l'Isère

- Vu** la demande en date du 18/01/2024 de Département de l'Isère
- Vu** le Code de la route et notamment l'article R. 411-8
- Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5
- Vu** le Code de la voirie routière
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;
- Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 8ème partie, signalisation de temporaire
- Vu** le décret n° 2010-578 du 31 mai 2010 modifiant le décret 2009-615 du 3 juin 2009 portant inscription de la R.D. D76 dans la nomenclature des voies à grande circulation
- VU** l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'instruction interministérielle modifiée portant sur le même objet
- Vu** l'arrêté n°2020-30069 du 20 mars 2020 portant règlement de voirie départemental
- Vu** l'arrêté du Président du Département n°2021-3911 du 01/07/2021 portant délégation de signature
- Vu** l'avis réputé favorable du Préfet en date du 31/01/2024
- Vu** l'avis réputé favorable du Maire de la commune de Saint-Quentin-Fallavier en date du 31/01/2024
- Vu** l'avis réputé favorable du Maire de la commune de Bonnefamille en date du 31/01/2024
- Vu** l'avis réputé favorable du Maire de la commune de Heyrieux en date du 31/01/2024
- Vu** L'arrêté n°2007-13004 portant interdiction de circulation aux poids lourds de plus de 3.5 T sur la RD 75 (PR 18+100 au PR 21+500) commune de Saint-Quentin Fallavier, hors agglomération

Considérant que les travaux d'entretien de voirie et d'accotements nécessitent de réglementer la circulation selon les dispositions indiquées dans les articles suivants, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisé par l'entreprise Département de l'Isère

Arrête :

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

À compter du 05/02/2024 et jusqu'au 09/02/2024, sur RD76 (PR 0+0800 au PR 2+0365) Saint-Quentin-Fallavier situés hors agglomération,

- la circulation des véhicules est interdite de 09h00 à 16h00, y compris aux véhicules non motorisés et aux piétons.
- l'interdiction de circulation aux poids lourds de plus de 3.5 T sur la RD 75 (PR 18+100 au PR 21+500) commune de Saint-Quentin Fallavier, hors agglomération est momentanée levée durant la période active de l'arrêté..
- une déviation est mise en place de 09h00 à 16h00 pour tous les véhicules. Cette déviation emprunte les voies suivantes : D75 (PR 21+0488 au PR 18+0133) Saint-Quentin-Fallavier et Bonnefamille situés hors agglomération, D518 (PR 4+0980 au PR 3+1043) Saint-Quentin-Fallavier et Bonnefamille situés hors agglomération et D518Z (PR 4+0150 au PR 3+0102) Saint-Quentin-Fallavier et Heyrieux situés hors agglomération

Article 2

Si la période prévisionnelle des travaux intègre des jours hors chantier, selon la circulaire n°96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier, les travaux ne devront pas entraîner de réduction de capacité du trafic routier habituel.

Article 3

Le choix du mode d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le mode d'exploitation du chantier est proposé par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Ils doivent être conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002).

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Le responsable de cette signalisation, Bruno Charvet est joignable au : 06.31.47.62.73

Article 4

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5

La Directrice générale des services du département de l'Isère,
Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère,
Le demandeur,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

Les communes impactées par la restriction Saint-Quentin-Fallavier et celles impactées par la déviation Saint-Quentin-Fallavier, Bonnefamille et Heyrieux

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Isère (SDIS 38)

Le Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU 38)

La Direction Départementale des Territoires représentant la Préfecture de l'Isère

La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)

[REDACTED]

[REDACTED]

ANNEXES:
Arrêté temporaire

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

[REDACTED]

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Arrêté N°2024-30223

Direction territoriale Porte des Alpes
service aménagement

**portant réglementation du stationnement et de la circulation sur
la RD1006 (PR 1+0670 au PR 1+0702) Grenay
situés hors agglomération**

Le Président du Département de l'Isère

- Vu** la demande en date du 19/01/2024 de l'Entreprise Serfim T.I.C.
- Vu** le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R.417-9
- Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5
- Vu** le Code de la voirie routière
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;
- Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription
- Vu** le décret n° 2010-578 du 31 mai 2010 modifiant le décret 2009-615 du 3 juin 2009 portant inscription de la R.D. D1006 dans la nomenclature des voies à grande circulation
- VU** l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'instruction interministérielle modifiée portant sur le même objet
- Vu** l'arrêté n°2020-30069 du 20 mars 2020 portant règlement de voirie départemental
- Vu** l'avis réputé favorable du Préfet en date du 31/01/2024

Considérant que les travaux d'aiguillage et de tirage de fibre optique dans les chambres sur l'accotement nécessitent de réglementer la circulation selon les dispositions indiquées dans les articles suivants, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisé par l'entreprise Serfim T.I.C.

Arrête :

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

À compter du 05/02/2024 et jusqu'au 23/02/2024, sur RD1006 (PR 1+0670 au PR 1+0702) Grenay situés hors agglomération,

- l'empiètement sur la chaussée au droit de la zone concernée occasionne un rétrécissement de la voie de circulation et la mise en place d'une limitation de vitesse.

- le stationnement unilatéral sur l'accotement des véhicules est interdit de 8h00 à 17h00.

Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme dangereux au sens de l'article R. 417-9 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate.

Cependant, cet empiètement ne nécessite pas la mise en place d'un alternat de circulation.

Article 2

Si la période prévisionnelle des travaux intègre des jours hors chantier, selon la circulaire n°96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier, les travaux ne devront pas entraîner de réduction de capacité du trafic routier habituel.

Article 3

Le choix du mode d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le mode d'exploitation du chantier est proposé par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Ils doivent être conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002).

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Le responsable de cette signalisation, Julien Salellas est joignable au : 0603848654

Article 4

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5

La Directrice générale des services du département de l'Isère,
Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère,
Le demandeur,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

La commune impactée par la restriction Grenay

La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)



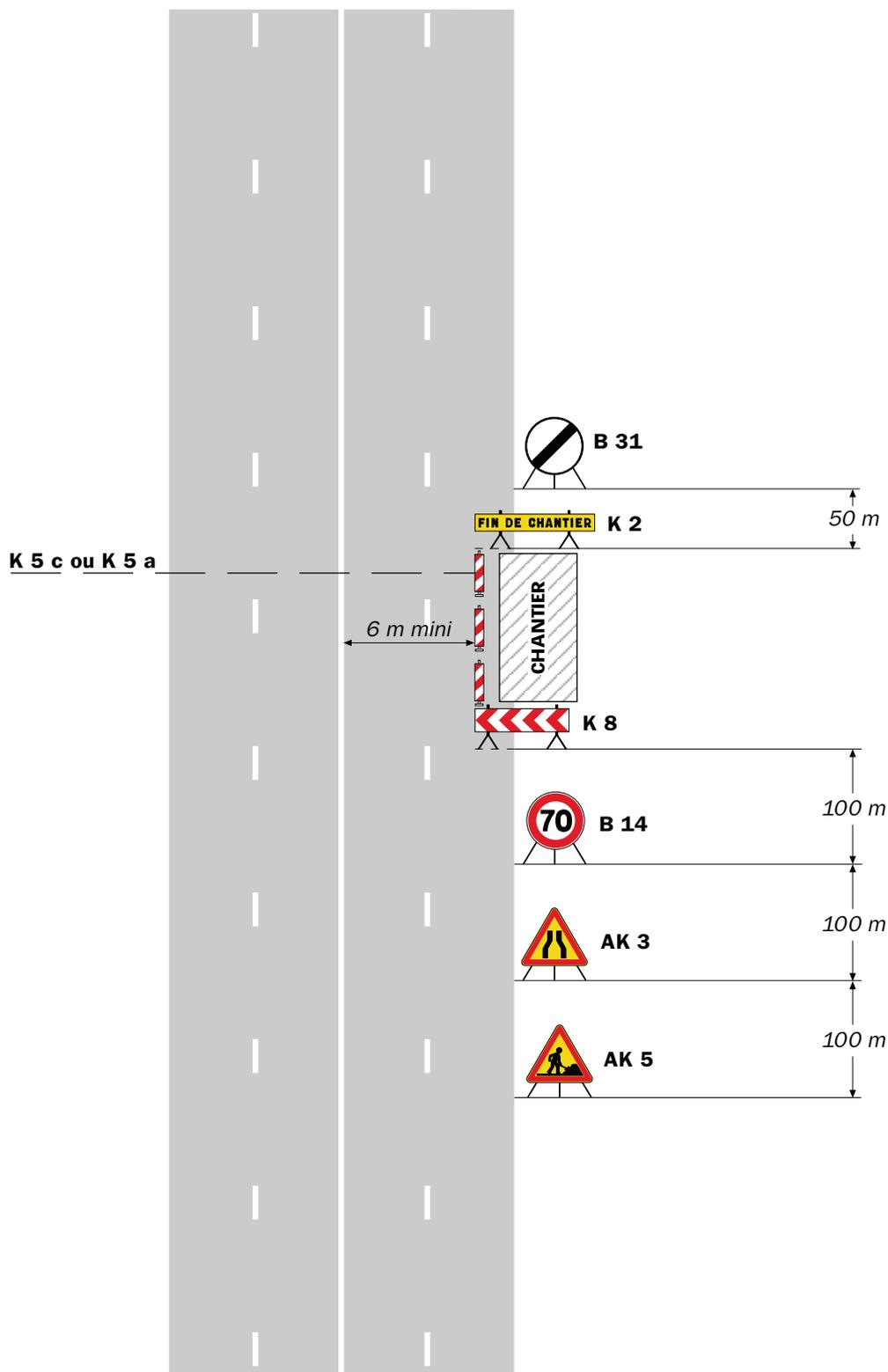
Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.



Léger empiétement

Circulation à double sens
Route à 4 voies



Remarque(s) :

- Si la largeur laissée libre à la circulation est inférieure à 6 m, appliquer le schéma CF19.
- La limitation de vitesse peut être éventuellement levée lorsque le chantier est inactif (absence de personnel sur

- le chantier).
- Un marquage de délimitation des deux voies ouvertes au droit du chantier peut être utile sur un chantier de longue durée ou si sa longueur dépasse 500 m.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Arrêté N°2024-30255

Direction territoriale du Trièves
service aménagement

**portant réglementation de la circulation
sur la RD8A du PR 17+0170 au PR 17+0200 (Saint-Michel-les-Portes et Gresse-en-
Vercors) situés hors agglomération**

Le Président du Département de l'Isère

- Vu** la demande en date du 25/01/2024 de Sixense
- Vu** le Code de la route et notamment l'article R. 411-8
- Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5
- Vu** le Code de la voirie routière
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;
- Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 8ème partie, signalisation de temporaire
- VU** l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'instruction interministérielle modifiée portant sur le même objet
- Vu** l'arrêté n°2020-30069 du 20 mars 2020 portant règlement de voirie départemental
- Vu** l'arrêté du Président du Département n°2021-6188 du 04/10/2021 portant délégation de signature
- Vu** l'avis réputé favorable du Préfet

Considérant que les travaux d'inspection du pont nécessitent de réglementer la circulation selon les dispositions indiquées dans les articles suivants, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisé par l'entreprise Sixense

Arrête :

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

- Le 13/02/2024, sur RD8A du PR 17+0170 au PR 17+0200 (Saint-Michel-les-Portes et Gresse-en-Vercors) situés hors agglomération, la circulation des véhicules est interdite, y compris aux véhicules non motorisés et aux piétons.
- Le 13/02/2024, une déviation est mise en place pour tous les véhicules. Cette

déviations emprunte les voies suivantes :

- D8A du PR 17+0200 au PR 20+0176 (Saint-Michel-les-Portes et Gresse-en-Vercors) situés en et hors agglomération
- D247 du PR 1+0718 au PR 0+0000 (Saint-Michel-les-Portes) situés en et hors agglomération
- D1075 du PR 128+0072 au PR 120+0777 (Roissard, Monestier-de-Clermont et Saint-Michel-les-Portes) situés en et hors agglomération
- D8 du PR 24+0140 au PR 19+0136 (Saint-Paul-lès-Monestier, Saint-Guillaume et Monestier-de-Clermont) situés en et hors agglomération
- D8A du PR 0+0000 au PR 17+0170 (Saint-Guillaume, Gresse-en-Vercors et Saint-Michel-les-Portes) situés en et hors agglomération

Article 2

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Ils doivent être conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002).

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Le responsable de cette signalisation, CANDOTTI Kevin est joignable au : 0619352753

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 4

La Directrice générale des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère,

Le demandeur,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

Les communes impactées par la restriction Saint-Michel-les-Portes et Gresse-en-Vercors et celles impactées par la déviation Saint-Michel-les-Portes, Gresse-en-Vercors, Roissard, Monestier-de-Clermont, Saint-Paul-lès-Monestier et Saint-Guillaume

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Isère (SDIS 38)

Le Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU 38)

La Direction Départementale des Territoires représentant la Préfecture de l'Isère

La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)



Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Arrêté N°2024-30260

Direction territoriale de la Bièvre
service aménagement

portant réglementation de la circulation
sur la RD 71 du PR 30+0554 au PR 30+0614 (Roybon) situés hors agglomération

Le Président du Département de l'Isère

- Vu** la demande référencée n°**DC24/055688** en date du 30/01/2024 de l'entreprise SERPOLLET pour le compte d'ENEDIS
- Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5
- Vu** le Code de la route et notamment l'article R. 411-8
- Vu** le Code de la voirie routière
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;
- Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription
- VU** l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'instruction interministérielle modifiée portant sur le même objet
- Vu** l'arrêté n°2020-30069 du 20 mars 2020 portant règlement de voirie départemental
- Vu** l'arrêté du Président du Département n°2021-6180 du 04/10/2021 portant délégation de signature
- Vu** l'arrêté portant autorisation de voirie n°2023-32437 en date du 26/07/2023

Considérant que les travaux de raccordement d'un réseau d'électricité sous accotement nécessitent de réglementer la circulation selon les dispositions indiquées dans les articles suivants, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisé par l'entreprise SERPOLLET pour le compte d'ENEDIS

Arrête :

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

- À compter du 05/02/2024 et jusqu'au 16/02/2024, sur la RD 71 du PR 30+0554 au PR 30+0614 (Roybon) situés hors agglomération, la circulation est alternée par feux durant la journée, dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres.

Le choix du type d'alternat doit être adapté en permanence à la configuration des lieux et au trafic et peut donc être réglé au choix, soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18 (cf fiches CF22, CF23 ou CF24 du volume 1 du manuel du chef de chantier).

De manière générale, tout alternat de circulation doit être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats et notamment :

La vitesse est systématiquement limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation est en place. (cf art 126-A de l'IISR)

L'interdiction de dépasser est également instaurée (sur les sections sur lesquelles le dépassement est normalement autorisé)

Dès que possible, l'empiètement du chantier doit être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier.

Article 2

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Ils doivent être conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002).

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Le responsable de cette signalisation, Madame Laétitia FERRUIT est joignable au : 04.74.28.74.43

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 4

La Directrice générale des services du département de l'Isère,
Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère,
Le demandeur,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise au service destinataire suivant :

La commune impactée par la restriction Roybon

[REDACTED]

[REDACTED]

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

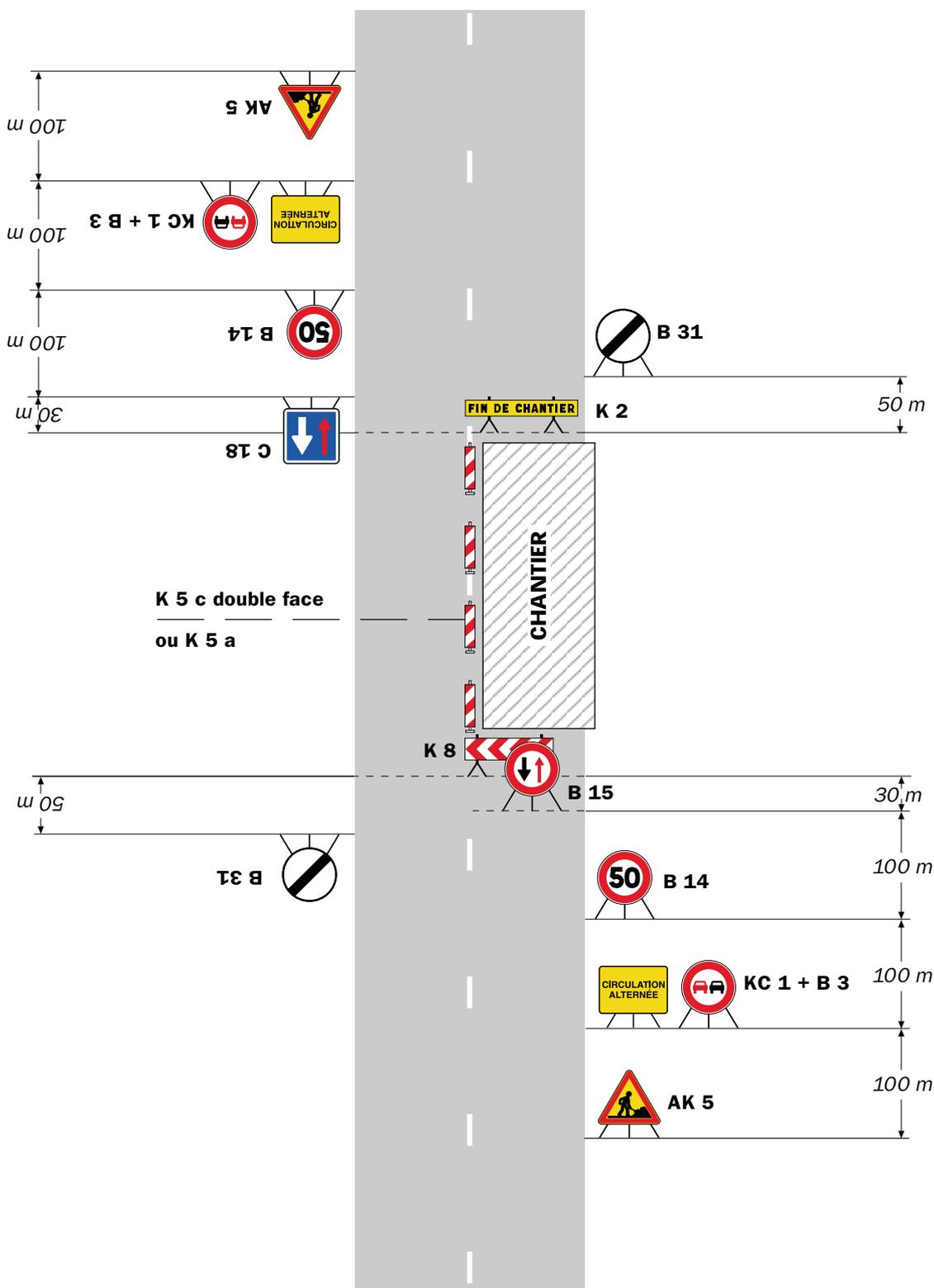
[REDACTED]

Chantiers fixes

CF22

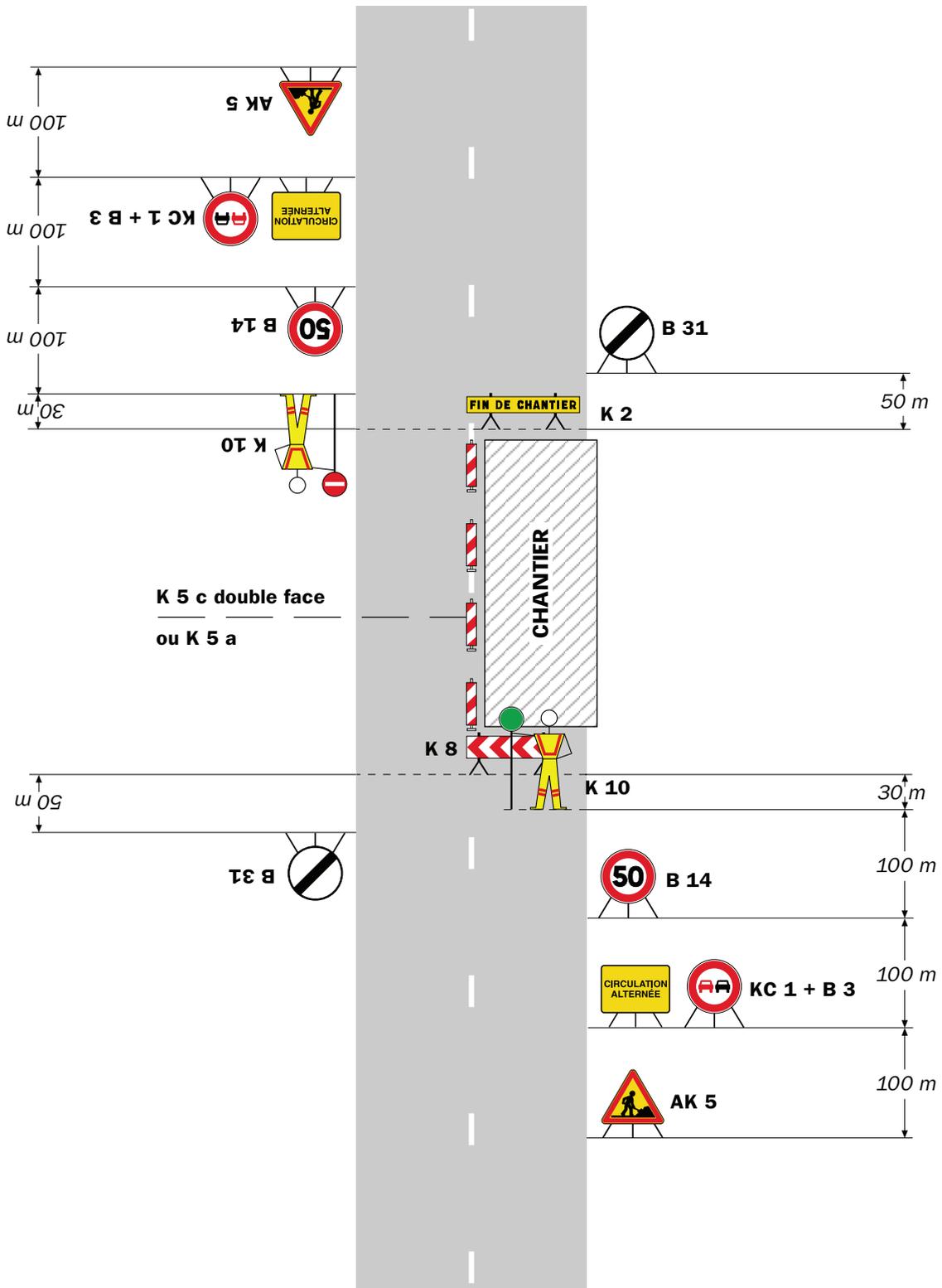
Alternat avec sens prioritaire

Circulation alternée
Route à 2 voies



Remarque(s) :

- Dispositif à n'utiliser qu'en cas de bonne visibilité réciproque et faible trafic.
- Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.



Remarque(s) :

- Dispositif applicable uniquement de jour et sous certaines conditions : Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.

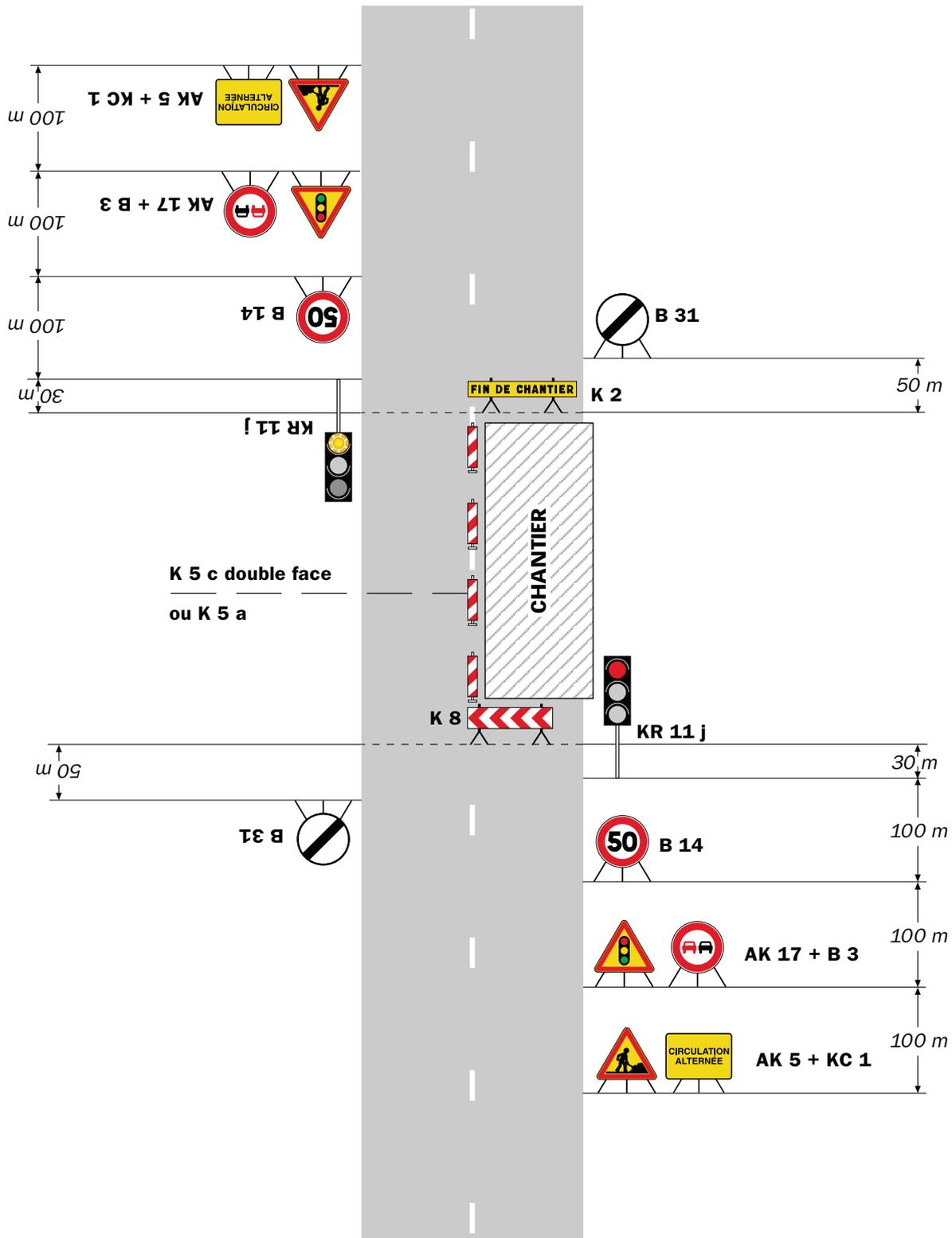
- Un panneau B 14 de limitation de vitesse à 70 km/h peut éventuellement être intercalé entre les panneaux AK 5 et KC 1.

Chantiers fixes

CF24

Alternat par signaux tricolores

Circulation alternée
Route à 2 voies



Remarque(s) :

- Schéma à appliquer notamment lorsque l'alternat doit être maintenu de nuit, en absence de visibilité réciproque.
- Pour le réglage des signaux tricolores : Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.
- Un panneau B 14 de limitation de vitesse à 70 km/h peut éventuellement être intercalé entre les panneaux AK 5 et AK 17.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Arrêté N°2024-30265

Direction territoriale Haut-Rhône Dauphinois
service aménagement

**portant réglementation de la circulation
sur la RD18G du PR 0+0000 au PR 4+0940 (Moras, Villemoirieu et Dizimieu) situés hors
agglomération et D18A du PR 5+0000 au PR 5+0720 (Moras) situés hors agglomération**

Le Président du Département de l'Isère

- Vu** la demande en date du 30/01/2024 de AB réseaux
- Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5
- Vu** le Code de la route et notamment l'article R. 411-8
- Vu** le Code de la voirie routière
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;
- Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription
- VU** l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'instruction interministérielle modifiée portant sur le même objet
- Vu** l'arrêté n°2020-30069 du 20 mars 2020 portant règlement de voirie départemental
- Vu** l'arrêté du Président du Département n°2021-3906 du 01/07/2021 portant délégation de signature
- Vu** l'arrêté portant autorisation de voirie n°2024-30263 en date du 30/01/2024

Considérant que les travaux de mise en place de fourreaux nécessitent de réglementer la circulation selon les dispositions indiquées dans les articles suivants, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisé par l'entreprise AB réseaux

Arrête :

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

- À compter du 05/02/2024 et jusqu'au 08/03/2024, sur RD18G du PR 0+0000 au PR 4+0940 (Moras, Villemoirieu et Dizimieu) situés hors agglomération et D18A du PR 5+0000 au PR 5+0720 (Moras) situés hors agglomération, la circulation est alternée par feux, B15+C18 et K10, dès lors que l'empiétement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres.

Le choix du type d'alternat doit être adapté en permanence à la configuration des lieux et au trafic et peut donc être réglé au choix, soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18 (cf fiches CF22, CF23 ou CF24 du volume 1 du manuel du chef de chantier).

De manière générale, tout alternat de circulation doit être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats et notamment :

La vitesse est systématiquement limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation est en place. (cf art 126-A de l'IISR)

L'interdiction de dépasser est également instaurée (sur les sections sur lesquelles le dépassement est normalement autorisé)

Dès que possible, l'empiètement du chantier doit être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier.

Article 2

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Ils doivent être conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002).

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Le responsable de cette signalisation, AB RESEAUX est joignable au : 04 72 30 65 50

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 4

La Directrice générale des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère,

Le demandeur,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

Les communes impactées par la restriction Moras, Villemoirieu et Dizimieu

[REDACTED]

[REDACTED]

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

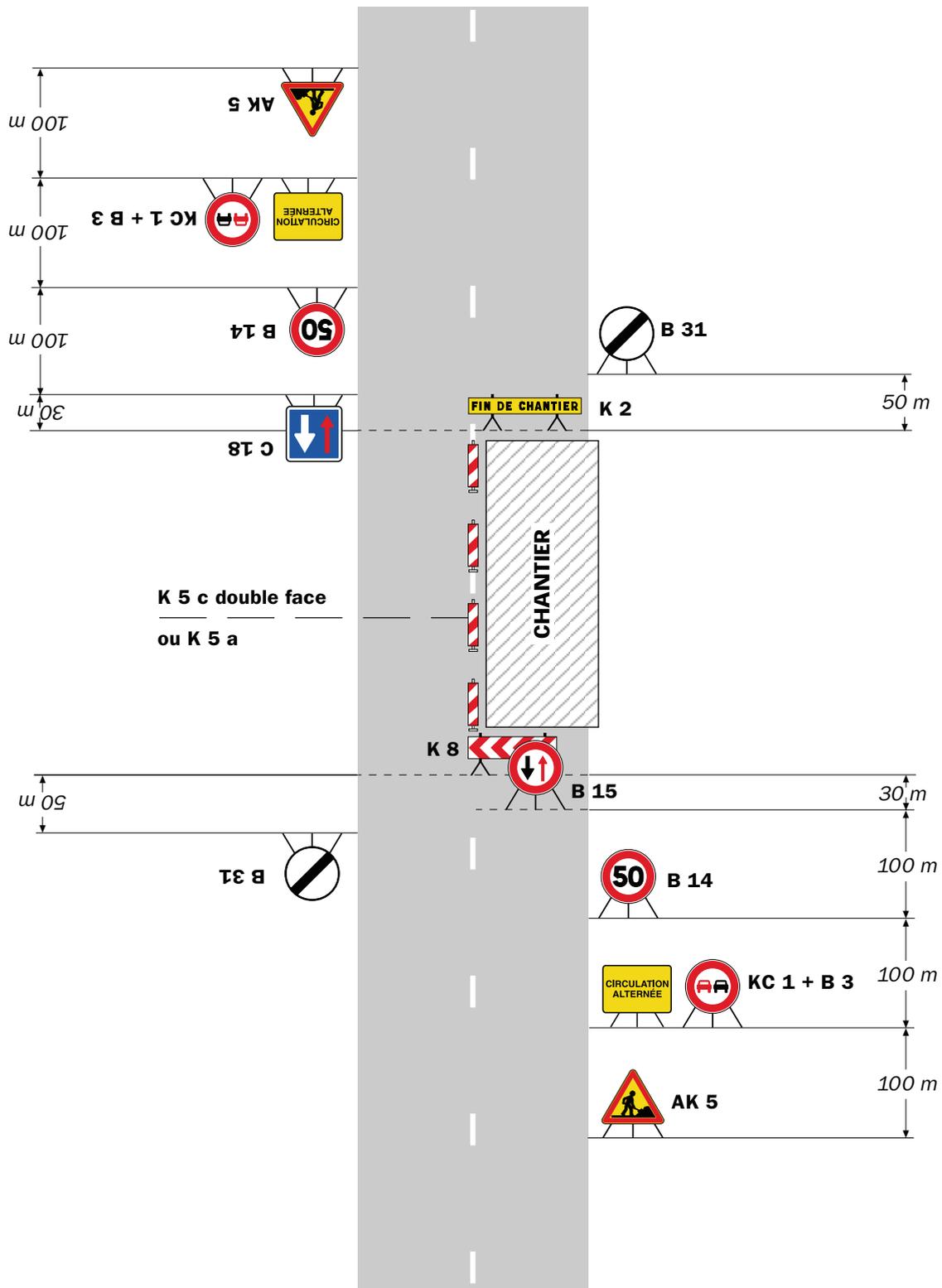
[REDACTED]

Chantiers fixes

CF22

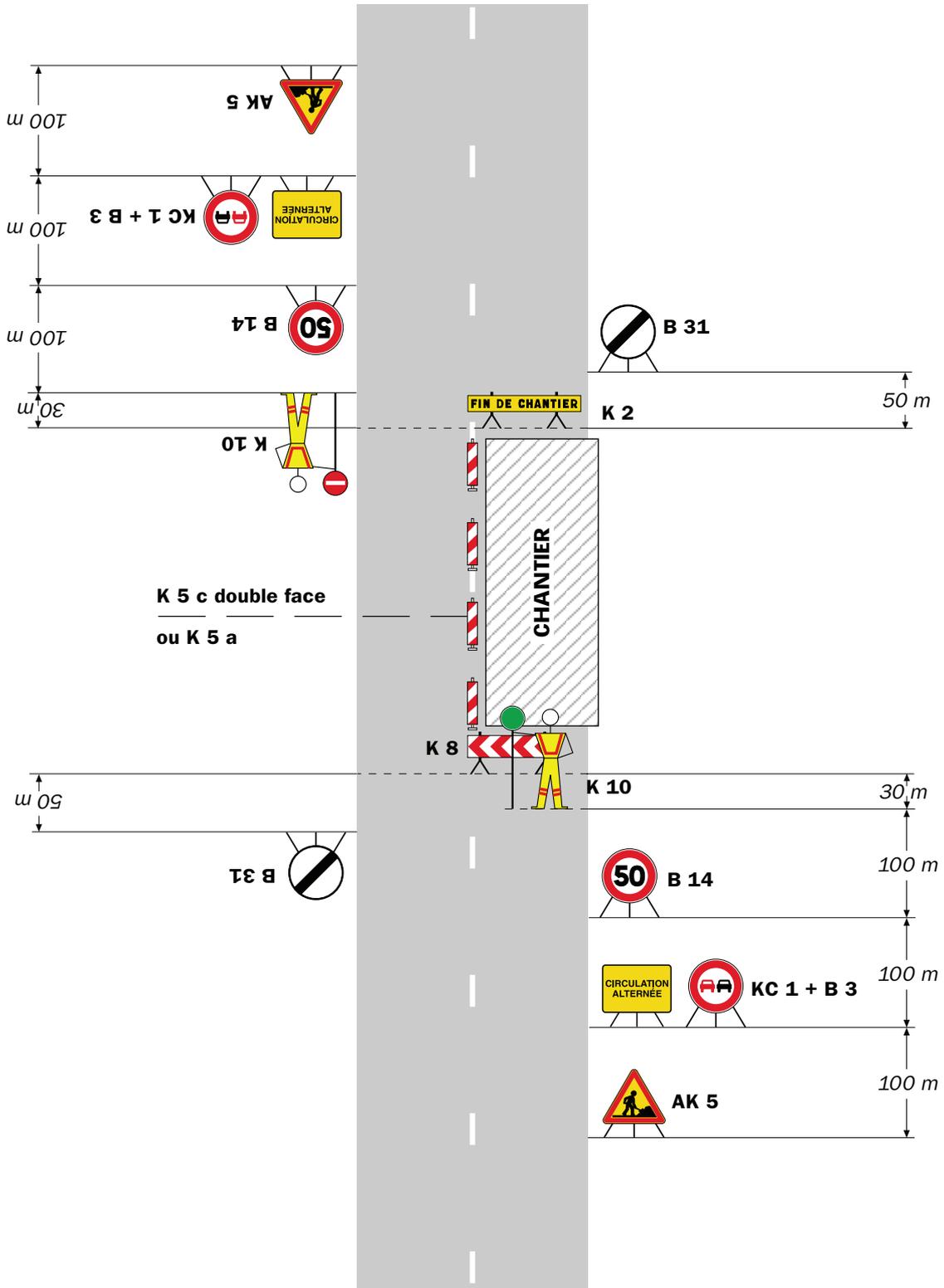
Alternat avec sens prioritaire

Circulation alternée
Route à 2 voies



Remarque(s) :

- Dispositif à n'utiliser qu'en cas de bonne visibilité réciproque et faible trafic.
- Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.



Remarque(s) :

- Dispositif applicable uniquement de jour et sous certaines conditions : Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.

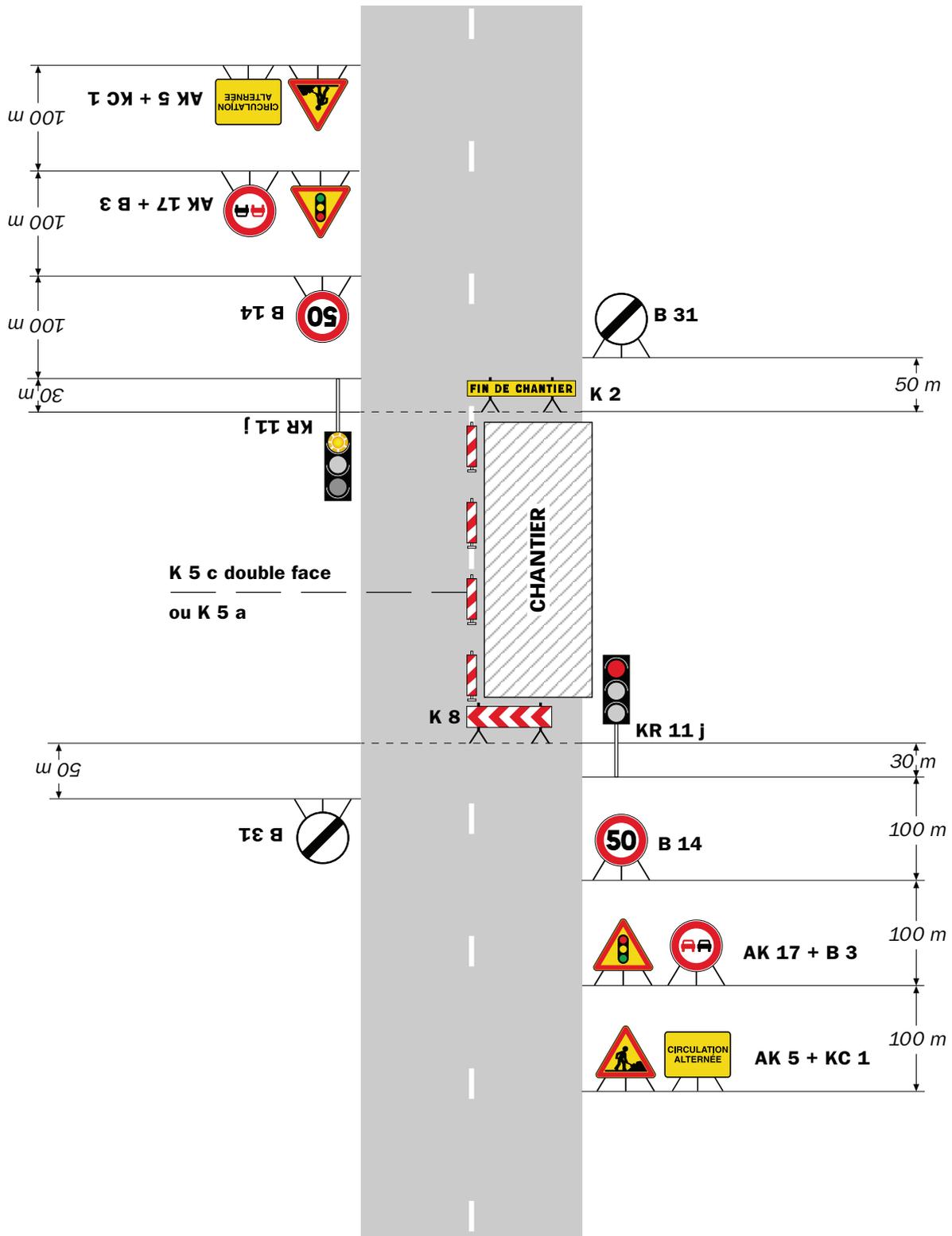
- Un panneau B 14 de limitation de vitesse à 70 km/h peut éventuellement être intercalé entre les panneaux AK 5 et KC 1.

Chantiers fixes

CF24

Alternat par signaux tricolores

Circulation alternée
Route à 2 voies



Remarque(s) :

- Schéma à appliquer notamment lorsque l'alternat doit être maintenu de nuit, en absence de visibilité réciproque.
- Pour le réglage des signaux tricolores : Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.
- Un panneau B 14 de limitation de vitesse à 70 km/h peut éventuellement être intercalé entre les panneaux AK 5 et AK 17.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Arrêté N°2024-30274

Direction territoriale de la Bièvre
service aménagement

portant réglementation de la circulation
sur la RD 518 du PR 39+0162 au PR 40+0464 (La Côte-Saint-André et Ornacieux-
Balbins) situés hors agglomération

Le Président du Département de l'Isère

- Vu** la demande en date du 31/01/2024 de l'entreprise AGERON pour le compte du Département de l'Isère
- Vu** le Code de la route et notamment l'article R. 411-8
- Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5
- Vu** le Code de la voirie routière
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;
- Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 8ème partie, signalisation de temporaire
- Vu** le décret n° 2010-578 du 31 mai 2010 modifiant le décret 2009-615 du 3 juin 2009 portant inscription de la R.D. D518 dans la nomenclature des voies à grande circulation
- VU** l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'instruction interministérielle modifiée portant sur le même objet
- Vu** l'arrêté n°2020-30069 du 20 mars 2020 portant règlement de voirie départemental
- Vu** l'arrêté du Président du Département n°2021-6180 du 04/10/2021 portant délégation de signature

Considérant que les travaux d'élagage des platanes nécessitent de réglementer la circulation selon les dispositions indiquées dans les articles suivants, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisé par l'entreprise AGERON pour le compte du Département de l'Isère

Arrête :

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

- À compter du 15/02/2024 et jusqu'au 01/03/2024, sur la RD 518 du PR 39+0162 au PR 40+0464 (La Côte-Saint-André et Ornacieux-Balbins) situés hors agglomération, la circulation de tous les véhicules est interdite durant la journée, y compris aux véhicules non motorisés et aux piétons, ouverture à la circulation le week-end.

Cette disposition ne s'applique toutefois pas aux riverains et véhicules de l'entreprise, quand la situation le permet.

- À compter du 15/02/2024 et jusqu'au 01/03/2024, une déviation est mise en place durant la journée pour tous les véhicules, ouverture à la circulation le week-end. Cette déviation emprunte les voies suivantes : RD 518A du PR 0+0020 au PR 1+0534 (La Côte-Saint-André et Ornacieux-Balbins) situés hors agglomération et RD 73 du PR 32+0678 au PR 34+0092 (La Côte-Saint-André) situés en et hors agglomération

Article 2

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Ils doivent être conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002).

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du gestionnaire de la voirie pendant toute la durée du chantier.

La signalisation concernant l'itinéraire de déviation sera fournie, mise en place, remplacée, déposée, surveillée et maintenue par le gestionnaire de la voirie.

La signalisation de position sera fournie, mise en place, remplacée, déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Le responsable de cette signalisation, Monsieur AGERON Bernard est joignable au : 06.07.47.27.85

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 4

La Directrice générale des services du département de l'Isère,
Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère,
Le demandeur,
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

Les communes impactées par la restriction La Côte-Saint-André et Ornacieux-Balbins et celles impactées par la déviation La Côte-Saint-André et Ornacieux-Balbins

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Isère (SDIS 38)
Le Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU 38)
La Direction Départementale des Territoires représentant la Préfecture de l'Isère
La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)

[REDACTED]

[REDACTED]

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

[REDACTED]

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Arrêté N°2024-30275

Direction territoriale de la Bièvre
service aménagement

portant réglementation de la circulation
sur la RD 73C du PR 0+0000 au PR 0+0959 (Beaufort) situés hors agglomération

Le Président du Département de l'Isère

- Vu** la demande en date du 31/01/2024 de l'entreprise MARCHAND SAS pour le compte du Département de l'Isère
- Vu** le Code de la route et notamment l'article R. 411-8
- Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5
- Vu** le Code de la voirie routière
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;
- Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 8ème partie, signalisation de temporaire
- VU** l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'instruction interministérielle modifiée portant sur le même objet
- Vu** l'arrêté n°2020-30069 du 20 mars 2020 portant règlement de voirie départemental
- Vu** l'arrêté du Président du Département n°2021-6180 du 04/10/2021 portant délégation de signature

Considérant que les travaux de reprise de grilles et de cunettes en enrobé nécessitent de réglementer la circulation selon les dispositions indiquées dans les articles suivants, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisé par l'entreprise MARCHAND SAS pour le compte du Département de l'Isère

Arrête :

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

- À compter du 06/02/2024 et jusqu'au 16/02/2024, sur la RD 73C du PR 0+0000 au PR 0+0959 (Beaufort) situés hors agglomération, la circulation de tous les véhicules est interdite de 08h00 à 18h00 et ouverture à la circulation le week-end, y compris aux véhicules non motorisés et aux piétons.

Cette disposition ne s'applique toutefois pas aux véhicules de l'entreprise, quand la situation le permet.

- À compter du 06/02/2024 et jusqu'au 16/02/2024, une déviation est mise en place de 08h00 à 18h00 et ouverture à la circulation le week-end pour tous les véhicules. Cette déviation emprunte les voies suivantes : :
 - RD 73 du PR 48+0053 au PR 52+0089 (Beaurepaire, Beaufort, Marcollin et Saint-Barthélemy) situés hors agglomération
 - RD 130A du PR 2+0553 au PR 4+0271 (Beaurepaire et Marcollin) situés hors agglomération
 - RD 130 du PR 1+0361 au PR 6+0058 (Thodore, Lentiol, Beaufort et Marcollin) situés en et hors agglomération
 - RD 73C du PR 1+0467 au PR 3+0207 (Thodore et Beaufort) situés en et hors agglomération

Article 2

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Ils doivent être conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002).

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du gestionnaire de la voirie pendant toute la durée du chantier.

La signalisation concernant l'itinéraire de déviation sera fournie, mise en place, remplacée, déposée, surveillée et maintenue par le gestionnaire de la voirie.

La signalisation de position sera fournie, mise en place, remplacée, déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Le responsable de cette signalisation, Monsieur Guy Marchand est joignable au : 06.77.08.12.62

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 4

La Directrice générale des services du département de l'Isère,
Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère,
Le demandeur,
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

Les communes impactées par la restriction Beaufort et celles impactées par la déviation Beaurepaire, Beaufort, Marcollin et Saint-Barthélemy

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Isère (SDIS 38)
Le Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU 38)
La Direction Départementale des Territoires représentant la Préfecture de l'Isère
La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)

[REDACTED]

[REDACTED]

ANNEXES:
Arrêté temporaire

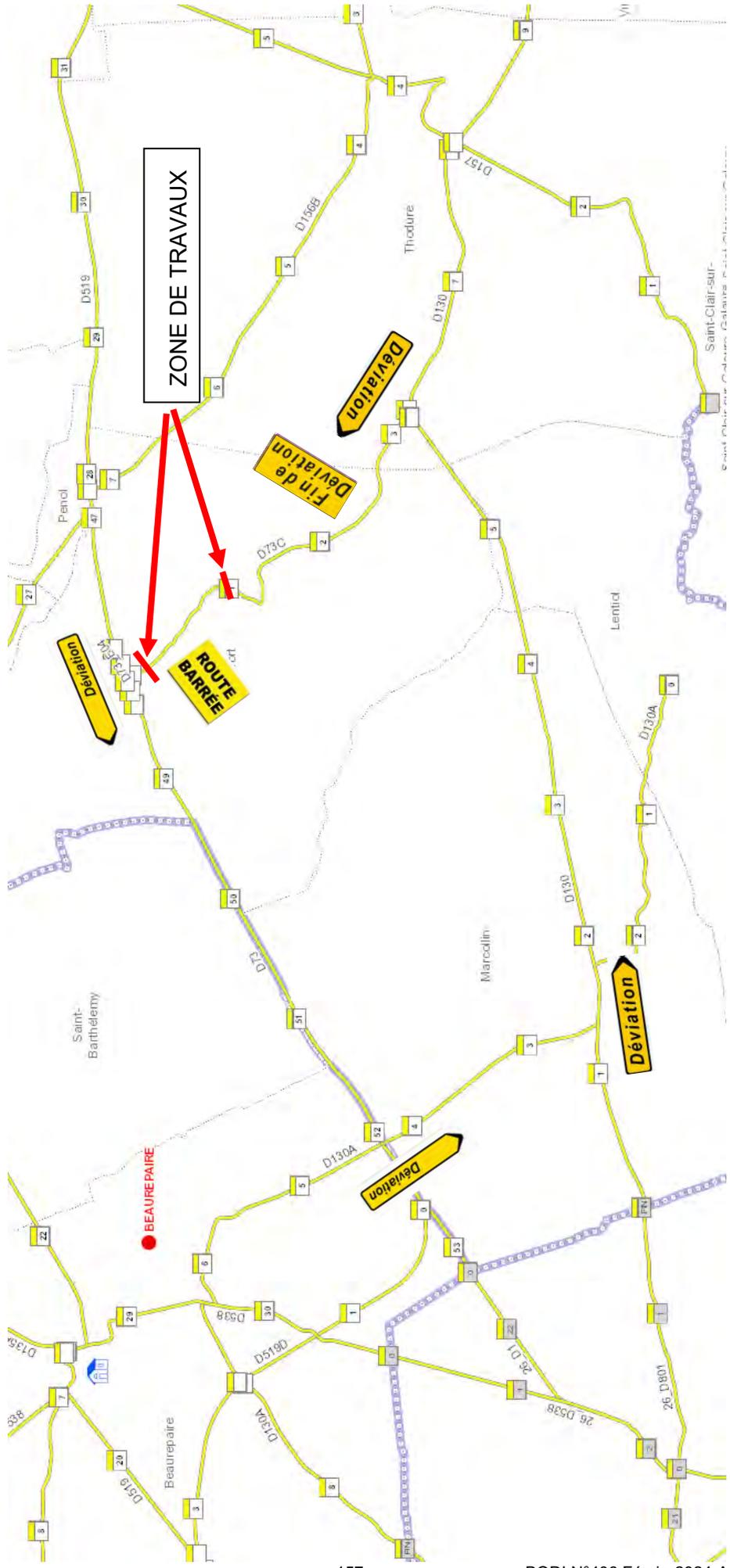
Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

[REDACTED]

Territoire de la Bièvre
Route barrée DEVIATION RD 73C PR 0+000 à 1+000
Travaux d'ABATTAGE D'arbres LE 19 au 23 Février 2024

Déviatiion sens rd 73 VERS Beaufort



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Arrêté N°2024-30286

Direction territoriale du Voironnais-Chartreuse
service aménagement

**portant réglementation de la circulation
sur la RD102 du PR 4+0236 au PR 4+0480 (Saint-Christophe-sur-Guiers)
situés hors agglomération**

Le Président du Département de l'Isère

- Vu** la demande référencée GESTAR240120ELS4361710 en date du 31/01/2024 de SAS Gatel pour le compte d'Orange.
- Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5
- Vu** le Code de la route et notamment l'article R. 411-8
- Vu** le Code de la voirie routière
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;
- Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription
- VU** l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'instruction interministérielle modifiée portant sur le même objet
- Vu** l'arrêté n°2020-30069 du 20 mars 2020 portant règlement de voirie départemental
- Vu** l'arrêté du Président du Département n°2023-8910 du 04/01/2024 portant délégation de signature

Considérant que les travaux pour le remplacement en lieu et place d'un support nécessitent de réglementer la circulation selon les dispositions indiquées dans les articles suivants, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisé par l'entreprise SAS Gatel pour le compte d'Orange.

Arrête :

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

- À compter du 12/02/2024 et jusqu'au 23/02/2024, sur RD102 du PR 4+0236 au PR 4+0480 (Saint-Christophe-sur-Guiers) situés hors agglomération, la circulation est alternée par feux ou K10 de **08h00 à 18h00**, dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres.

Le choix du type d'alternat doit être adapté en permanence à la configuration des lieux et au

trafic et peut donc être réglé au choix, soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18 (cf fiches CF22, CF23 ou CF24 du volume 1 du manuel du chef de chantier).

De manière générale, tout alternat de circulation doit être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats et notamment :

La vitesse est systématiquement limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation est en place. (cf art 126-A de l'ISR)

L'interdiction de dépasser est également instaurée (sur les sections sur lesquelles le dépassement est normalement autorisé)

Dès que possible, l'empiétement du chantier doit être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier.

Article 2

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Ils doivent être conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002).

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Le responsable de cette signalisation, Mr BOUZON Florian est joignable au : 06.70.63.27.17

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 4

La Directrice générale des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère,

Le demandeur,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

La commune impactée par la restriction : Saint-Christophe-sur-Guiers

[REDACTED]

[REDACTED]

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

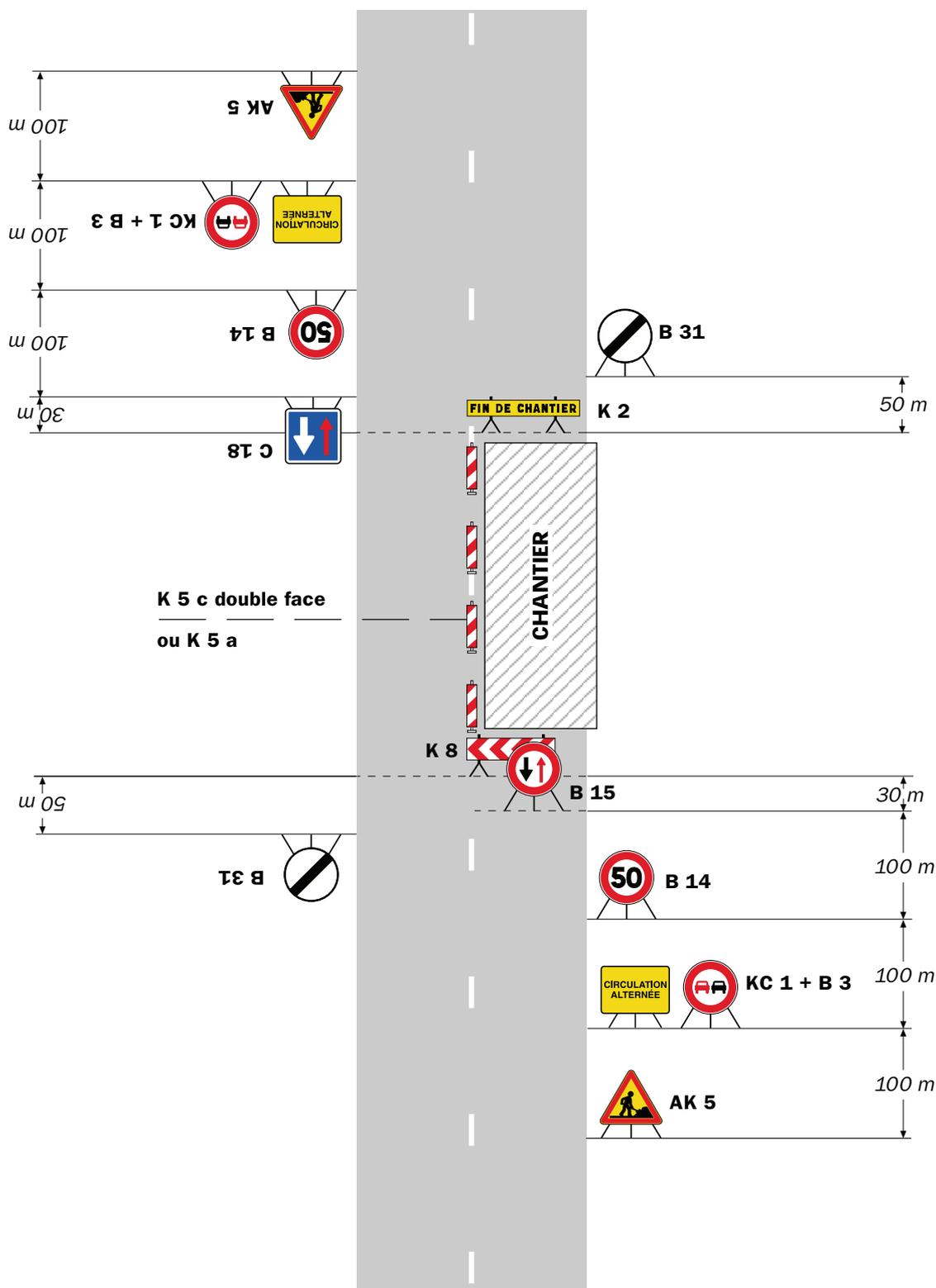
[REDACTED]

Chantiers fixes

CF22

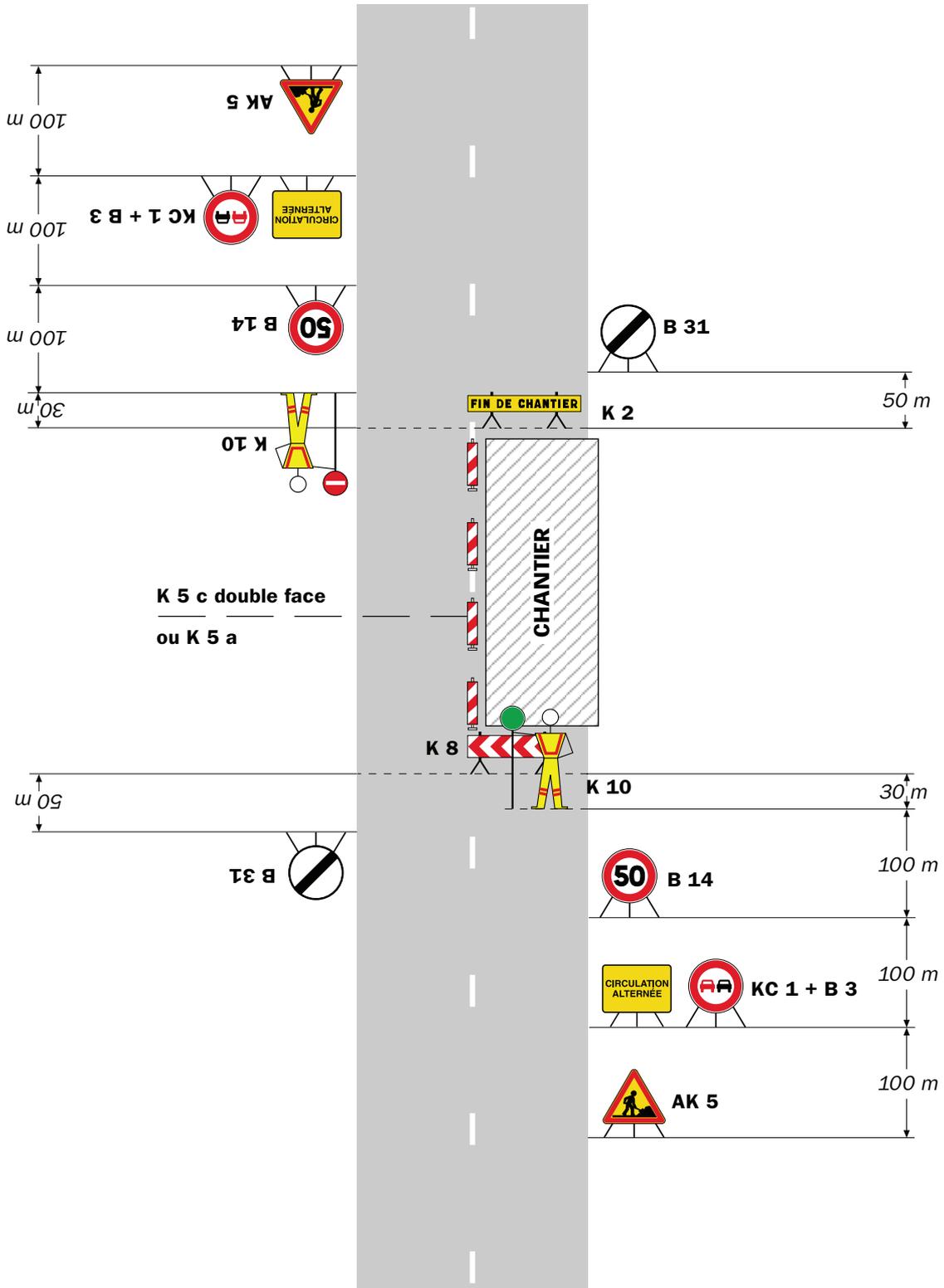
Alternat avec sens prioritaire

Circulation alternée
Route à 2 voies



Remarque(s) :

- Dispositif à n'utiliser qu'en cas de bonne visibilité réciproque et faible trafic.
- Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.



Remarque(s) :

- Dispositif applicable uniquement de jour et sous certaines conditions : Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.

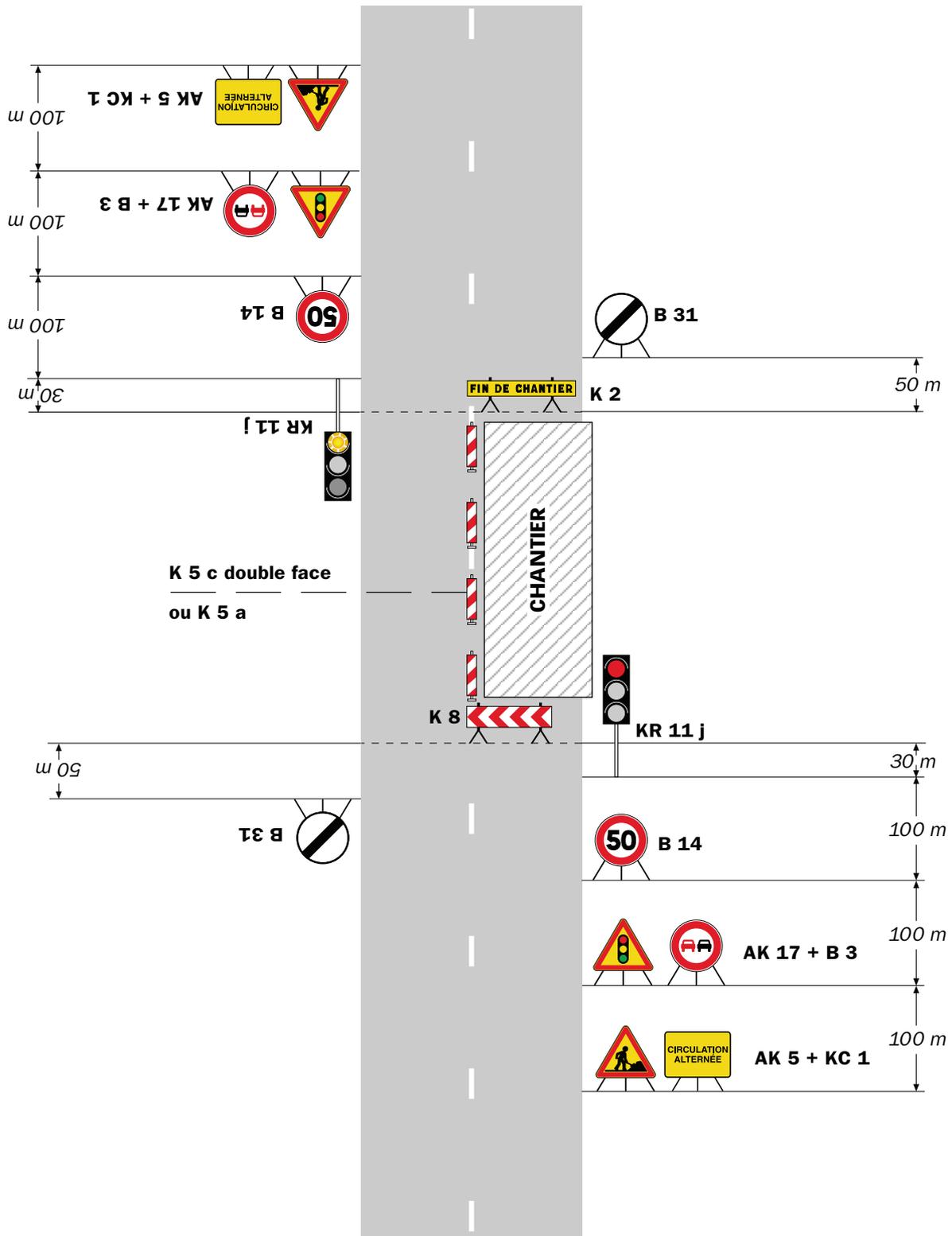
- Un panneau B 14 de limitation de vitesse à 70 km/h peut éventuellement être intercalé entre les panneaux AK 5 et KC 1.

Chantiers fixes

CF24

Alternat par signaux tricolores

Circulation alternée
Route à 2 voies



Remarque(s) :

- Schéma à appliquer notamment lorsque l'alternat doit être maintenu de nuit, en absence de visibilité réciproque.
- Pour le réglage des signaux tricolores : Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.
- Un panneau B 14 de limitation de vitesse à 70 km/h peut éventuellement être intercalé entre les panneaux AK 5 et AK 17.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Arrêté N°2024-30287

Direction territoriale Porte des Alpes
service aménagement

**portant réglementation de la circulation sur
la RD143 (PR 6+0859 au PR 7+0092) Saint-Savin
situés hors agglomération**

Le Président du Département de l'Isère

- Vu** la demande en date du 26/01/2024 de Commune de Saint-Savin
- Vu** le Code de la route et notamment l'article R. 411-8
- Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5
- Vu** le Code de la voirie routière
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;
- Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 8ème partie, signalisation de temporaire
- VU** l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'instruction interministérielle modifiée portant sur le même objet
- Vu** l'arrêté n°2020-30069 du 20 mars 2020 portant règlement de voirie départemental
- Vu** l'arrêté du Président du Département n°2021-3911 du 01/07/2021 portant délégation de signature

Considérant que les travaux d'élagage nécessitent de réglementer la circulation selon les dispositions indiquées dans les articles suivants, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisé par l'entreprise Commune de Saint-Savin

Arrête :

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

À compter du 19/02/2024 et jusqu'au 23/02/2024, sur RD143 (PR 6+0859 au PR 7+0092) Saint-Savin situés hors agglomération,

- la circulation des véhicules est interdite de 8h00 à 17h30, y compris aux véhicules non motorisés et aux piétons.
- une déviation est mise en place de 8h00 à 17h30 pour tous les véhicules. Cette déviation emprunte les voies suivantes : D54 (PR 8+0055 au PR 10+0853) Montcarra

et Saint-Chef situés en et hors agglomération, D54F (PR 0+0099 au PR 1+0297)
Saint-Savin et Saint-Chef situés en et hors agglomération.

Article 2

Le choix du mode d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le mode d'exploitation du chantier est proposé par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Ils doivent être conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002).

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Le responsable de cette signalisation, Patrick Roze est joignable au : 06.23.76.81.04

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 4

La Directrice générale des services du département de l'Isère,
Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère,
Le demandeur,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

Les communes impactées par la restriction Saint-Savin et Saint-Chef et celles impactées par la déviation Montcarra, Saint-Chef et Saint-Savin

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Isère (SDIS 38)
Le Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU 38)

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

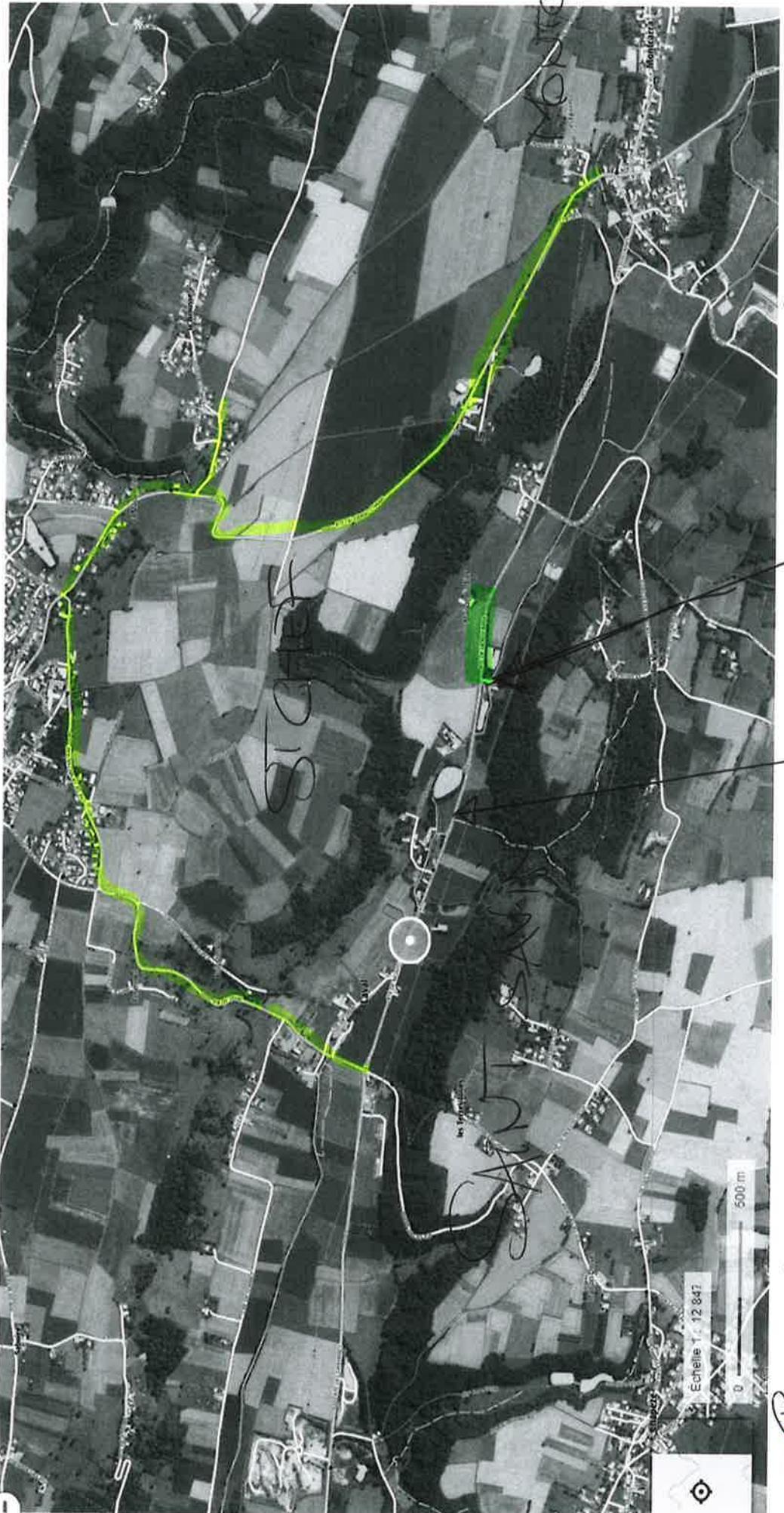
ANNEXES:

Arrêté temporaire

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

DEVIATION - travaux élagage Route de Montcarra 38300 SAINT-SAVIN/ RD 143 hors agglomération



Fieu des travaux.
Déviation envisagée

Impasse des Ruissau.
RD 143
Route de Montcarra.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Arrêté N°2024-30288

Direction territoriale Porte des Alpes
service aménagement

**portant réglementation du stationnement et de la circulation sur
la RD36 (PR 17+0327) Saint-Just-Chaleyssin
situé hors agglomération**

Le Président du Département de l'Isère

- Vu** la demande en date du 26/01/2024 de ENEDIS-DRSIR-TST VPR
- Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5
- Vu** le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R.417-11
- Vu** le Code de la voirie routière
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;
- Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription
- VU** l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'instruction interministérielle modifiée portant sur le même objet
- Vu** l'arrêté n°2020-30069 du 20 mars 2020 portant règlement de voirie départemental
- Vu** l'arrêté du Président du Département n°2021-3911 du 01/07/2021 portant délégation de signature

Considérant que les travaux d'entretien de l'interrupteur 20 000 V sur la ligne aérienne nécessitent de réglementer la circulation selon les dispositions indiquées dans les articles suivants, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisé par l'entreprise ENEDIS-DRSIR-TST VPR

Arrête :

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

Le 27/02/2024, sur RD36 (PR 17+0327) Route de Lafayette à Saint-Just-Chaleyssin situé hors agglomération,

- la circulation est alternée par feux de 8h00 à 17h00, dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres.
- le stationnement bilatéral sur l'accotement des véhicules est interdit de 8h00 à 17h00.

Le choix du type d'alternat doit être adapté en permanence à la configuration des lieux et au

trafic et peut donc être réglé au choix, soit manuellement par piquets K10 (uniquement de jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18 (cf fiches CF22, CF23 ou CF24 du volume 1 du manuel du chef de chantier).

De manière générale, tout alternat de circulation doit être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats et notamment :

- la vitesse est systématiquement limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation est en place. (cf art 126-A de l'IISR)
- l'interdiction de dépasser est également instaurée (sur les sections sur lesquelles le dépassement est normalement autorisé)

Dès que possible, l'empiétement du chantier doit être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier.

Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme très gênant au sens de l'article R. 417-11 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2

Le choix du mode d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le mode d'exploitation du chantier est proposé par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Ils doivent être conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002).

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Le responsable de cette signalisation, Nicolas Servanin est joignable au : 0761171361

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 4

La Directrice générale des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère,
Le demandeur,
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie
sera transmise aux services destinataires suivants :
La commune impactée par la restriction Saint-Just-Chaleyssin

[REDACTED]

[REDACTED]

ANNEXES:
Arrêté temporaire
CF22
CF23
CF24
CF27

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

[REDACTED]

ENEDIS-DRSIR-TST VPR

TSA 20001
140 avenue Jean Lolive

93691 PANTIN CEDEX
France



Tel :
2404094192. 240401DAC01. 02@captidec.fr

Fax :

Réf. Protys : 2404094192. 240401DAC01

N° affaire :

DEPARTEMENT DE L'ISERE
MT PORTE DES ALPES SERVICE AMENAGEMENT
18 AVENUE FREDERIC DARD
38300 BOURGOIN JALLIEU
France

Courriel : tpa.amenagement@isere.fr

Tel : +33426730500

Fax :

Objet : Demande d'Arrêté de police de circulation (Cerfa n°14024*01)

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de nos prochains travaux, veuillez trouver jointe à ce courrier une Demande d'Arrêté de police de circulation.

Nous restons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous remercions par avance de l'attention que vous voudrez bien porter à notre demande.

Important : Merci de notifier dans votre retour la référence Protys.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Fait à : PANTIN CEDEX

Le : 26/01/2024

Signataire : SERVANIN Nicolas

(Accompagnement_V5.10_1.02)

Demande d'arrêté de police de circulation

Code de la route L411-1 à L411-7
Code général des collectivités territoriales L2213-1 à L2213-6.1

Gestionnaires des réseaux routiers

Le demandeur Particulier Service public Maître d'oeuvre ou conducteur d'opération Entreprise

Dénomination : ENEDIS-DRSIR-TST VPR

Adresse : TSA 20001 140 avenue Jean Lolive

Code postal : 93691 Localité : PANTIN CEDEX Pays : France

Nom contact : SERVANIN Prénom contact : Nicolas

Téléphone : 0761171361 Indicatif pays : +33

Fax : _____ Indicatif pays : _____

Courriel : 2404094192.240401DAC01.02@captidec.fr

Si le bénéficiaire est différent du demandeur

Dénomination : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____ Pays : _____

Nom contact : _____ Prénom contact : _____

Téléphone : _____ Indicatif pays : _____

Fax : _____ Indicatif pays : _____

Courriel : _____

Localisation du site concerné par la demande

Voie concernée : Autoroute n° _____ Route nationale n° _____ Route départementale n° 36 Voie communale n° _____

Hors agglomération En agglomération

Point de Repère (PR) routier d'origine d'application : _____ Point de Repère (PR) routier de fin d'application : _____

Adresse Numéro : _____ Nom de la voie : ROUTE DE LAFAYETTE

Code postal : 38540 Localité : SAINT JUST CHALEYSSIN

Nature et date des travaux

Permission de voirie antérieure : Oui Non Si oui indiquer la référence : _____

Description des travaux : Entretien interrupteur 20000V sur ligne aérienne avec stationnement véhicul
es sur chaussée

Date prévue de début des travaux : 27/02/2024 Durée des travaux (en jours calendaires) : 1

Réglementation souhaitée

Durée de la réglementation (en jours calendaires) 1 Date de début de réglementation 27/02/2024

Restriction sur section courante Restriction sur bretelles

Sens de circulation concerné : Deux sens de circulation Sens des Points de Repères (PR) croissants

Sens des Points de Repères (PR) décroissants Fermeture à la circulation

Basculement de circulation sur chaussée opposée

Circulation alternée : Par feux tricolores Manuellement

Restriction de chaussée :

Neutralisation de la bande d'arrêt d'urgence (BAU) Empiètement sur chaussée Largeur de voie maintenue _____

Suppression de voie Nombre de voie(s) supprimée(s) 173

Interdiction de :**Circuler**véhicules légers poids lourds **Stationner**véhicules légers poids lourds **Dépasser**véhicules légers poids lourds Vitesse limitée à : 50 km/h

Itinéraire de déviation (à préciser par sens) :

Autres prescriptions :

La pose, le maintien ou le retrait de la signalisation spécifique au chantier sont effectués par :Le demandeur Une entreprise Dénomination : ENEDIS-DRSIR-TST VPRAdresse : TSA 20001 140 avenue Jean LoliveCode postal : 93691 Localité : PANTIN CEDEX Pays : FranceNom contact : SERVANIN Prénom contact : NicolasTéléphone : 0761171361 Indicatif pays : +33

Fax : _____ Indicatif pays : _____

Courriel : sirho-tst-rni@enedis.fr**Pièces jointes à la demande**

Afin de faciliter la compréhension et l'instruction du dossier, la demande d'arrêté est accompagnée d'un dossier comprenant :

Une notice détaillée avec notamment l'évaluation de la gêne occasionnée aux usagers Plan de situation 1/10 ou 1/20 000^{ème} Plan des travaux 1/200 ou 1/500^{ème} Schéma de signalisation Itinéraire de déviation 1/2 000 ou 1/5 000^{ème} J'atteste de l'exactitude des informations fournies

Numéro d'affaire : _____

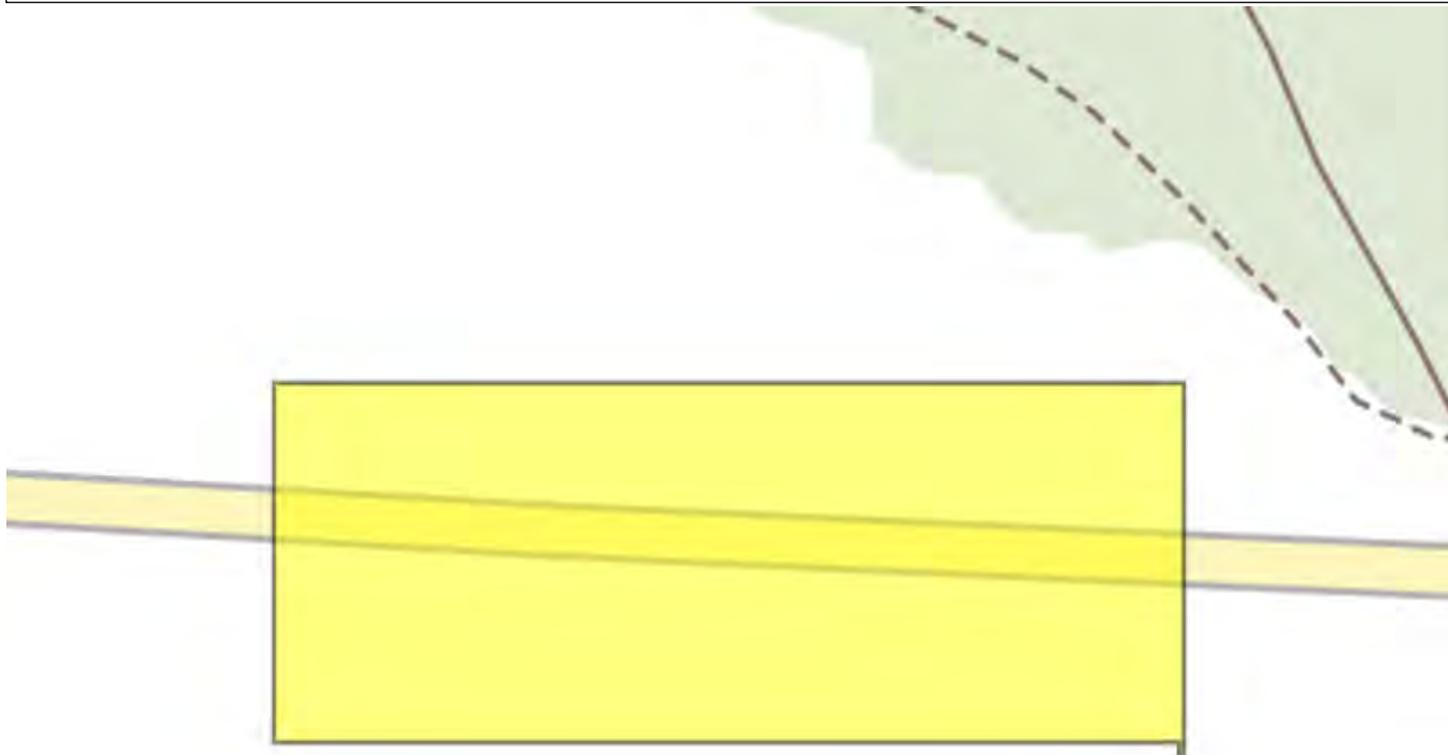
Fait à : PANTIN CEDEXLe : 26/01/2024Nom : SERVANIN Prénom : Nicolas

Qualité : _____

(DAC_P2_V5_v1.02)

Plan détaillé

Numéro de consultation de la déclaration liée :



Coordonnées (Lambert 93) du centre de la commune saisie :

858198. 1558129713

6500914. 902321174

Coordonnées (GPS) des sommets des polygones :

5, 04016783494727 45, 58989027363782
5, 03822591562049 45, 58989027363782
5, 03822591562049 45, 59041582597737
5, 04017856378333 45, 59041582597737
5, 04017856378333 45, 58991742731121
5, 04017856378333 45, 58989027363782
5, 04017856378333 45, 58987237976061
5, 04016783494727 45, 58987237976061
5, 04016783494727 45, 58989027363782

(PlanDetail_Protys_v1.01)

D36

Saint-Just-Chaleyssin, Auvergne-Rhône...



Google Street View

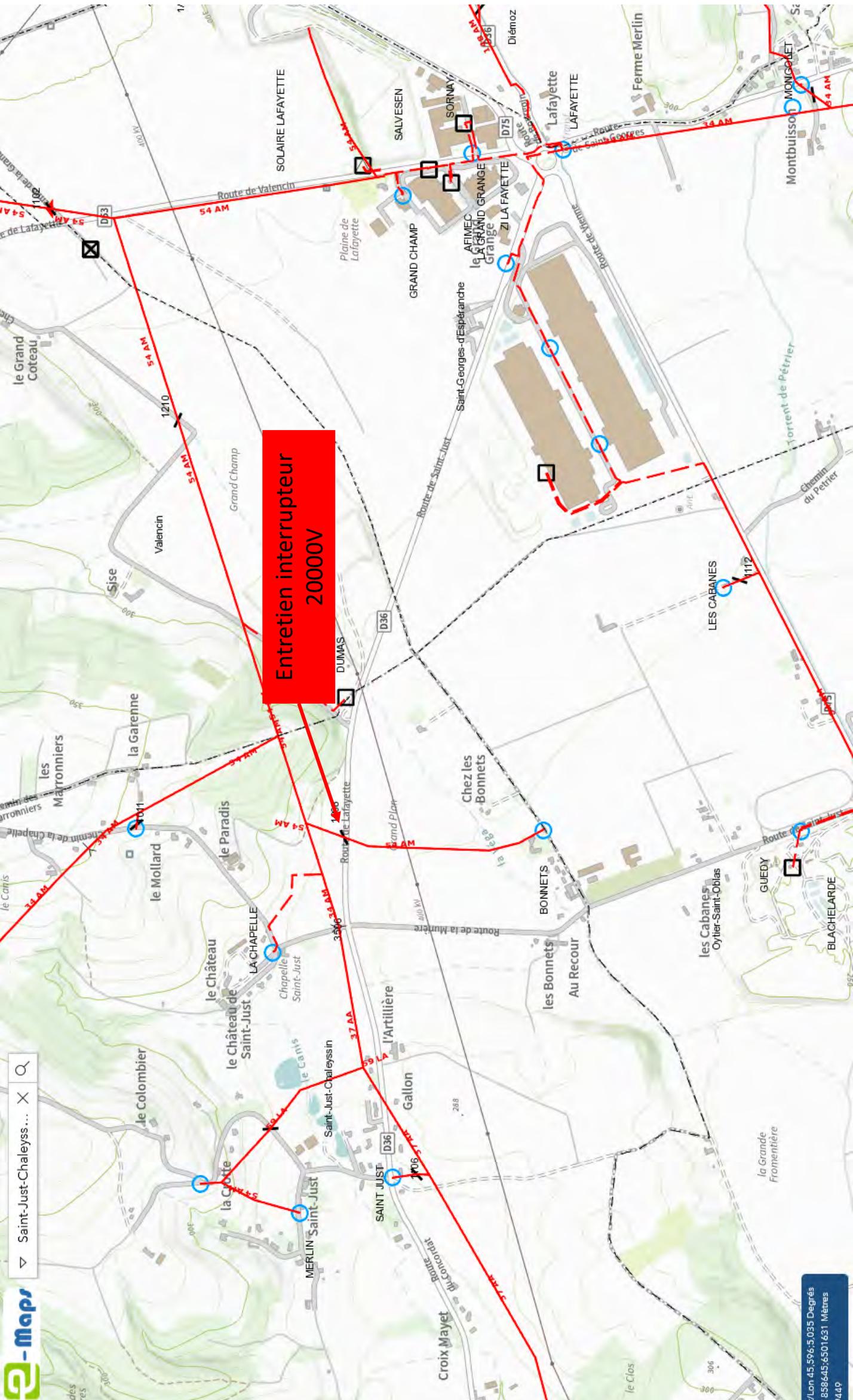
juin 2019

Voir plus de dates

Entretien interrupteur 200000V



Google



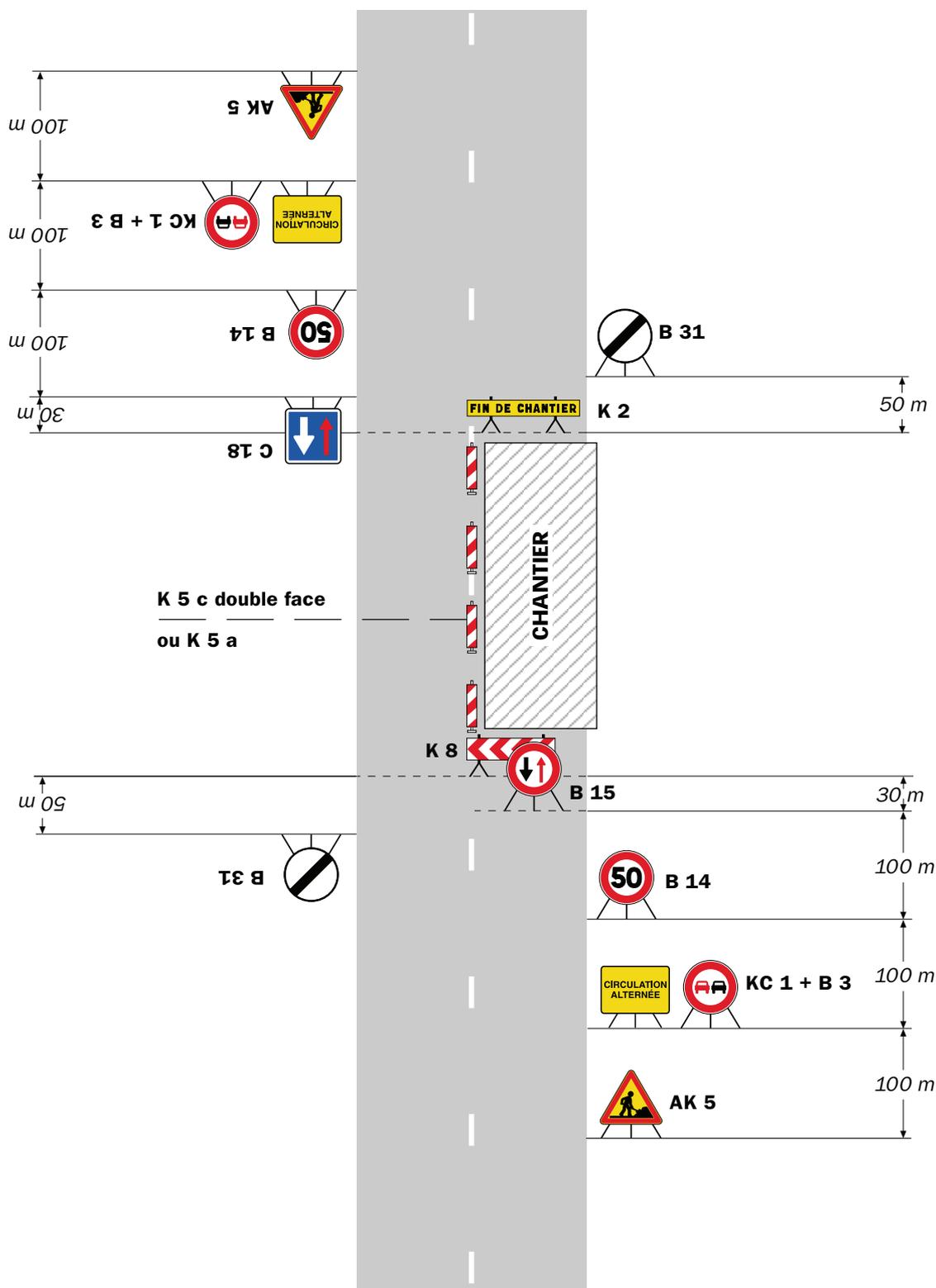
Entretien interrupteur
20000V

Chantiers fixes

CF22

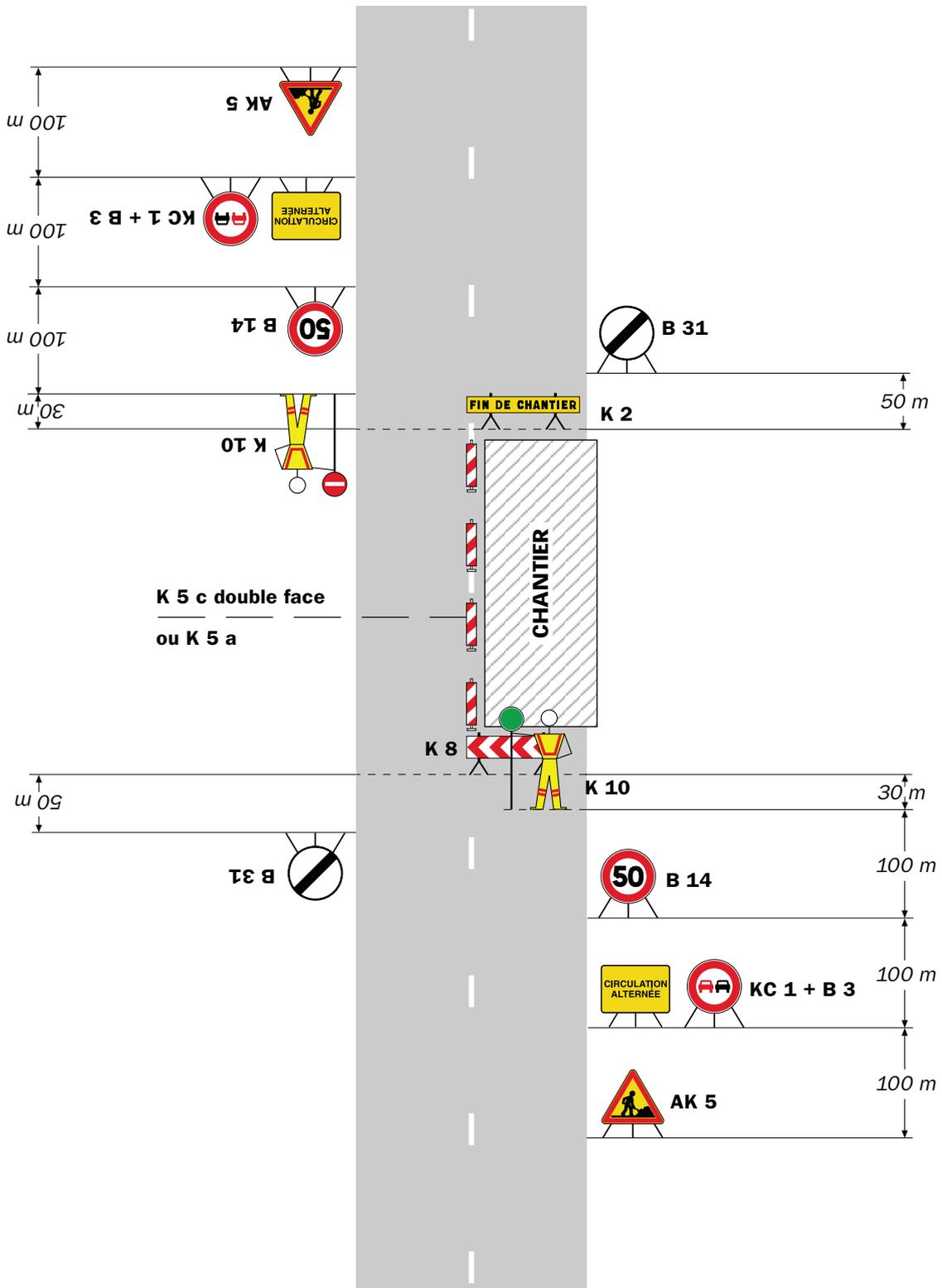
Alternat avec sens prioritaire

Circulation alternée
Route à 2 voies



Remarque(s) :

- Dispositif à n'utiliser qu'en cas de bonne visibilité réciproque et faible trafic.
- Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.



Remarque(s) :

- Dispositif applicable uniquement de jour et sous certaines conditions : Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.

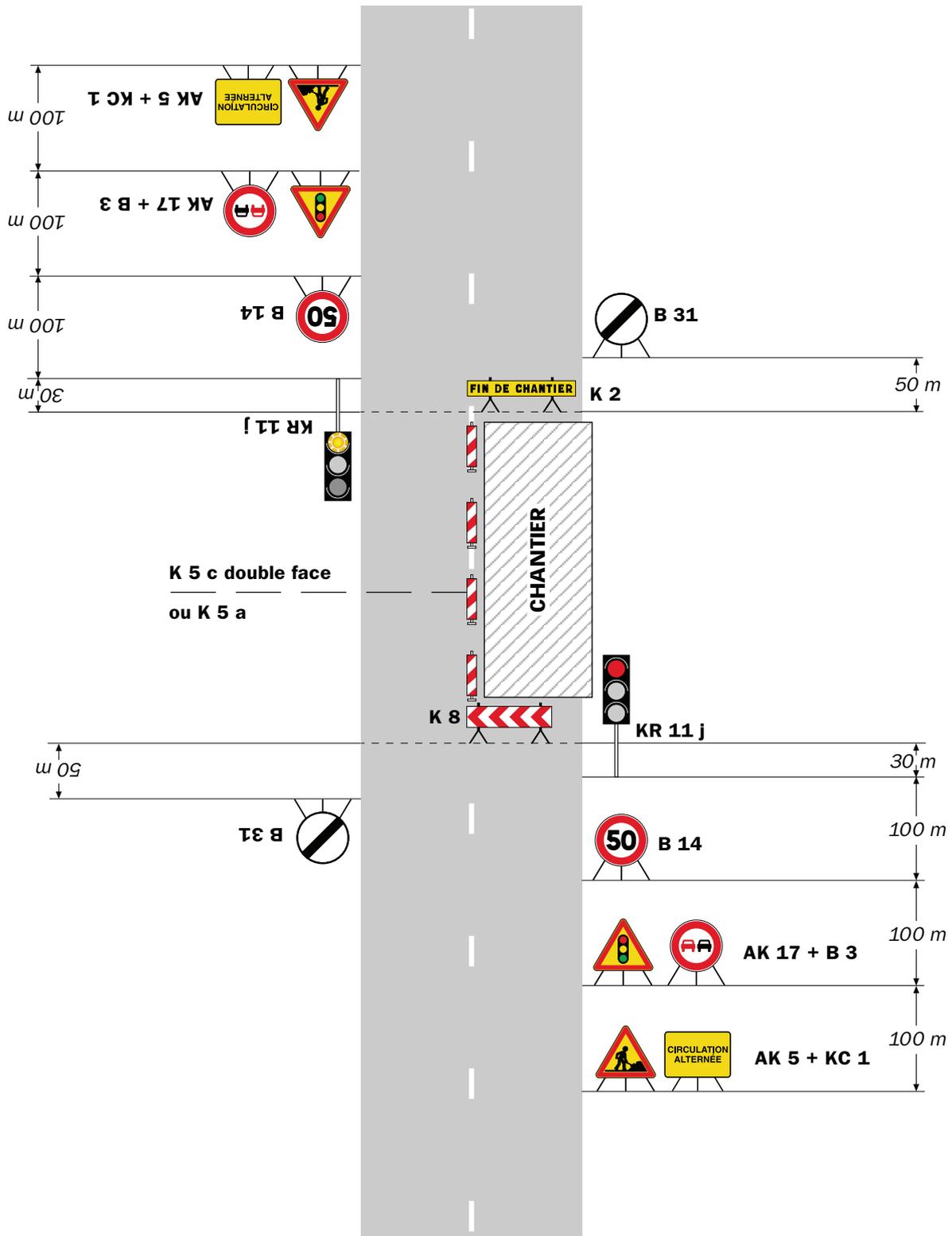
- Un panneau B 14 de limitation de vitesse à 70 km/h peut éventuellement être intercalé entre les panneaux AK 5 et KC 1.

Chantiers fixes

CF24

Alternat par signaux tricolores

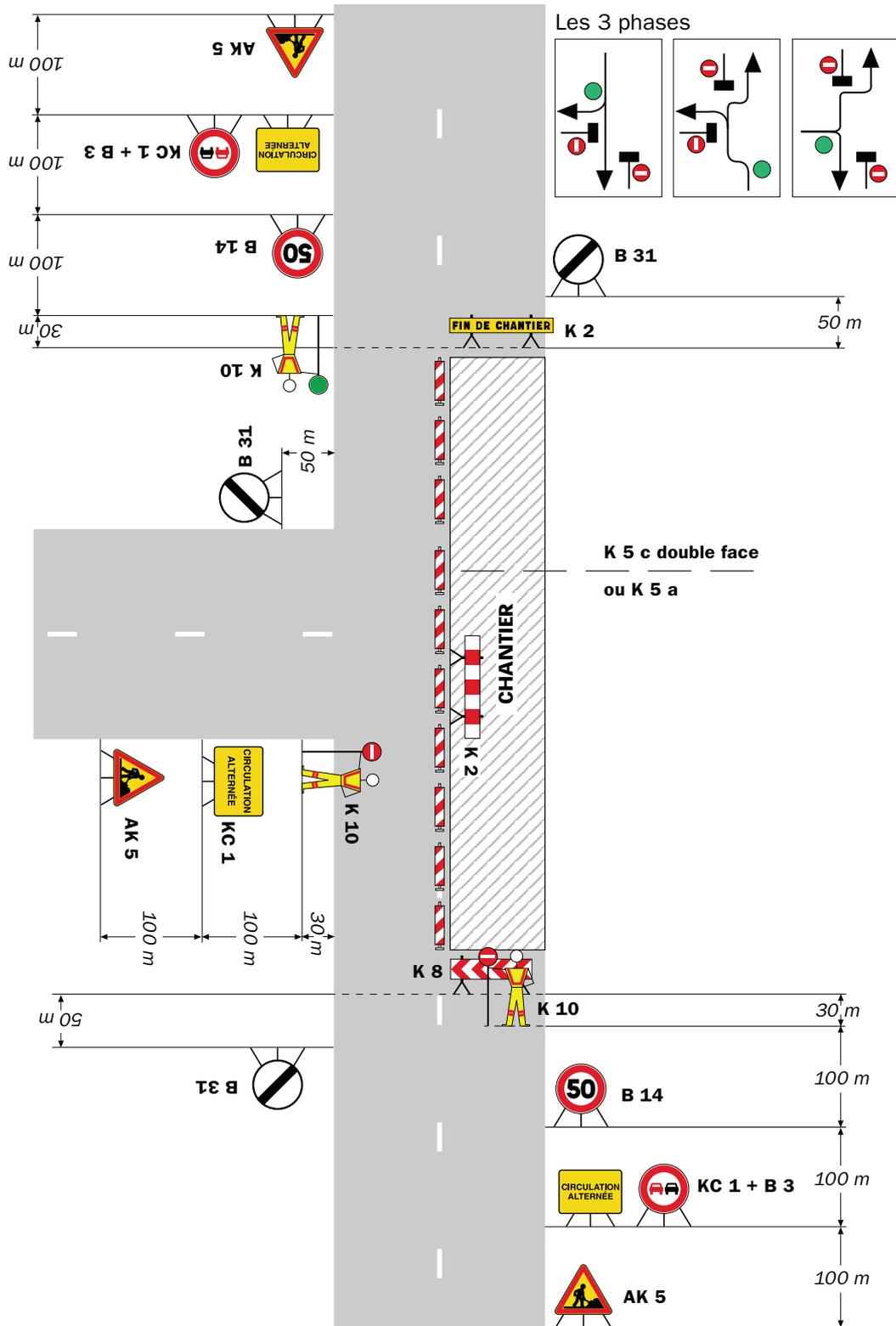
Circulation alternée
Route à 2 voies



Remarque(s) :

- Schéma à appliquer notamment lorsque l'alternat doit être maintenu de nuit, en absence de visibilité réciproque.
- Pour le réglage des signaux tricolores : Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.
- Un panneau B 14 de limitation de vitesse à 70 km/h peut éventuellement être intercalé entre les panneaux AK 5 et AK 17.

Circulation alternée Au droit du carrefour



Remarque(s) :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Arrêté N°2024-30289

Direction territoriale des Vals du Dauphiné
service aménagement

**portant réglementation de la circulation
sur la RD17 du PR 2+0478 au PR 3+0625 (Sainte-Blandine) situés hors agglomération**

Le Président du Département de l'Isère

- Vu** la demande en date du 26/01/2024 de Exploitation Forestière DUMONT
- Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5
- Vu** le Code de la route et notamment l'article R. 411-8
- Vu** le Code de la voirie routière
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;
- Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription
- VU** l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'instruction interministérielle modifiée portant sur le même objet
- Vu** l'arrêté n°2020-30069 du 20 mars 2020 portant règlement de voirie départemental
- Vu** l'arrêté du Président du Département n°2023-2071 du 01/04/2023 portant délégation de signature

Considérant que les travaux d'élagage nécessitent de réglementer la circulation selon les dispositions indiquées dans les articles suivants, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisé par l'entreprise Exploitation Forestière DUMONT

Arrête :

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

- À compter du 04/03/2024 et jusqu'au 25/03/2024, sur RD17 du PR 2+0478 au PR 3+0625 (Sainte-Blandine) situés hors agglomération, la circulation des véhicules est interdite de 7h00 à 17h00, y compris aux véhicules non motorisés et aux piétons.

Une déviation sera mise en place par l'entreprise par les RD51 et RD51L.

Article 2

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement

déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Ils doivent être conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002).

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Le responsable de cette signalisation, M. DUMONT Thibaud est joignable au : 06 83 04 35 67

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 4

La Directrice générale des services du département de l'Isère,
Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère,
Le demandeur,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

La commune impactée par la restriction Sainte-Blandine

[REDACTED]

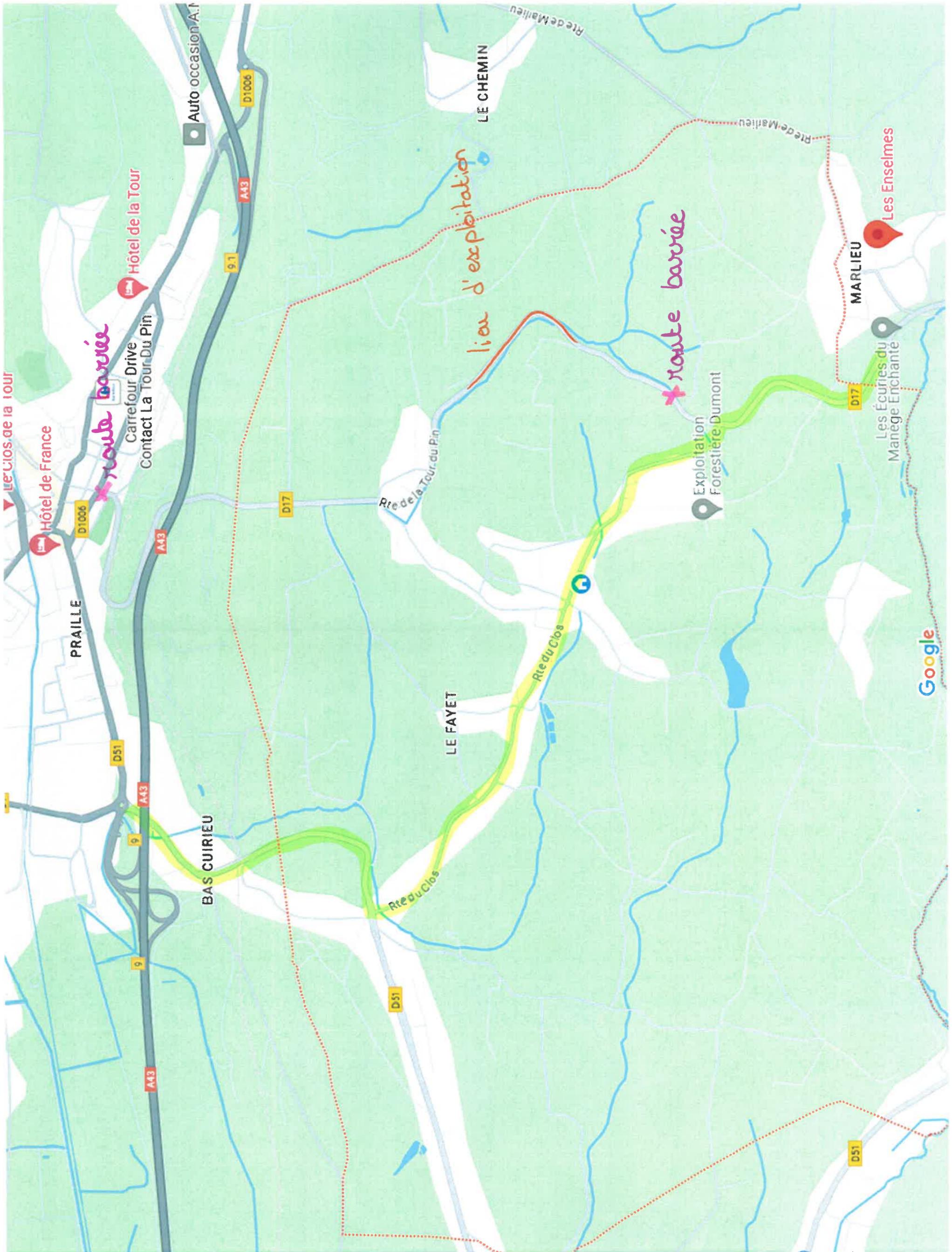
[REDACTED]

ANNEXES:
Arrêté temporaire

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

[REDACTED]

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Arrêté N°2024-30290

Direction territoriale du Voironnais-Chartreuse
service aménagement

**portant réglementation de la circulation
sur la RD50 du PR 13+0690 au PR 14+0000 (Charavines et Villages du Lac de Paladru)
situés hors agglomération**

Le Président du Département de l'Isère

- Vu** la demande en date du 31/01/2024 du Cèdre Bleu;
- Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3221-4 et L. 3221-5
- Vu** le Code de la route et notamment l'article R. 411-8
- Vu** le Code de la voirie routière
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982, la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;
- Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription
- VU** l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'instruction interministérielle modifiée portant sur le même objet
- Vu** l'arrêté n°2020-30069 du 20 mars 2020 portant règlement de voirie départemental
- Vu** l'arrêté du Président du Département n°2023-8910 du 04/01/2024 portant délégation de signature

Considérant que les travaux d'abattage d'un arbre et la mise en place d'une grue nécessitent de réglementer la circulation selon les dispositions indiquées dans les articles suivants, afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels travaillant sur le chantier réalisé par l'entreprise Le Cèdre Bleu.

Arrête :

Article 1

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

- À compter du 15/02/2024 et jusqu'au 16/02/2024, sur RD50 du PR 13+0690 au PR 14+0000 (Charavines et Villages du Lac de Paladru) situés hors agglomération, la circulation est alternée par feux ou K10 de **09h00 à 16h00**, dès lors que l'empiètement du chantier induit une largeur de chaussée inférieure à 6 mètres.

Le choix du type d'alternat doit être adapté en permanence à la configuration des lieux et au trafic et peut donc être réglé au choix, soit manuellement par piquets K10 (uniquement de

jour), soit par feux type KR11(j ou v) ou soit par panneaux B15 / C18 (cf fiches CF22, CF23 ou CF24 du volume 1 du manuel du chef de chantier).

De manière générale, tout alternat de circulation doit être mis en œuvre selon les principes définis dans le guide technique du SETRA volume 4 (édition 2000) relatif aux alternats et notamment :

La vitesse est systématiquement limitée à 50 km/h dès lors qu'un alternat de circulation est en place. (cf art 126-A de l'IISR)

L'interdiction de dépasser est également instaurée (sur les sections sur lesquelles le dépassement est normalement autorisé)

Dès que possible, l'empiètement du chantier doit être ramené à sa largeur minimum afin de rétablir la possibilité de croisement de 2 véhicules poids lourds par suppression de l'alternat. Notamment chaque soir, chaque fin de semaine et de manière générale, en période hors activité du chantier.

Article 2

Si la période prévisionnelle des travaux intègre des jours hors chantier, selon la circulaire n°96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier, les travaux ne devront pas entraîner de réduction de capacité du trafic routier habituel.

Article 3

Le choix du (des) mode(s) d'exploitation du chantier est, normalement, préalablement déterminé par le Maître d'Oeuvre des travaux. Le(s) mode(s) d'exploitation du chantier est (sont) proposé(s) par l'entreprise chargée de réaliser les travaux à l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation. Ils doivent être conformes au volume 6 du guide technique du SETRA relatif au choix d'un mode d'exploitation (édition 2002).

La signalisation réglementaire sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Elle est à la charge financière et sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage pendant toute la durée du chantier.

Elle est fournie, mise en place, remplacée et déposée, surveillée et maintenue par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage ou ses services.

Elle est sous contrôle de l'autorité détentrice du pouvoir de police de la circulation représentée par la direction territorialement compétente.

Le chantier peut être « fixe » ou « mobile » selon son mode de réalisation conformément aux articles 130.B.1 et 131 de la 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière.

Le responsable de cette signalisation, Mr MENENDEZ Paul est joignable au : 06.34.44.21.54

Article 4

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de la date de publication précitée et de celle de la mise en place effective de la signalisation prévue à l'article précédent.

Article 5

La Directrice générale des services du département de l'Isère,

Le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Isère,
Le demandeur,
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera transmise aux services destinataires suivants :

Les communes impactées par la restriction : Charavines et Villages du Lac de Paladru

[REDACTED]

[REDACTED]

Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

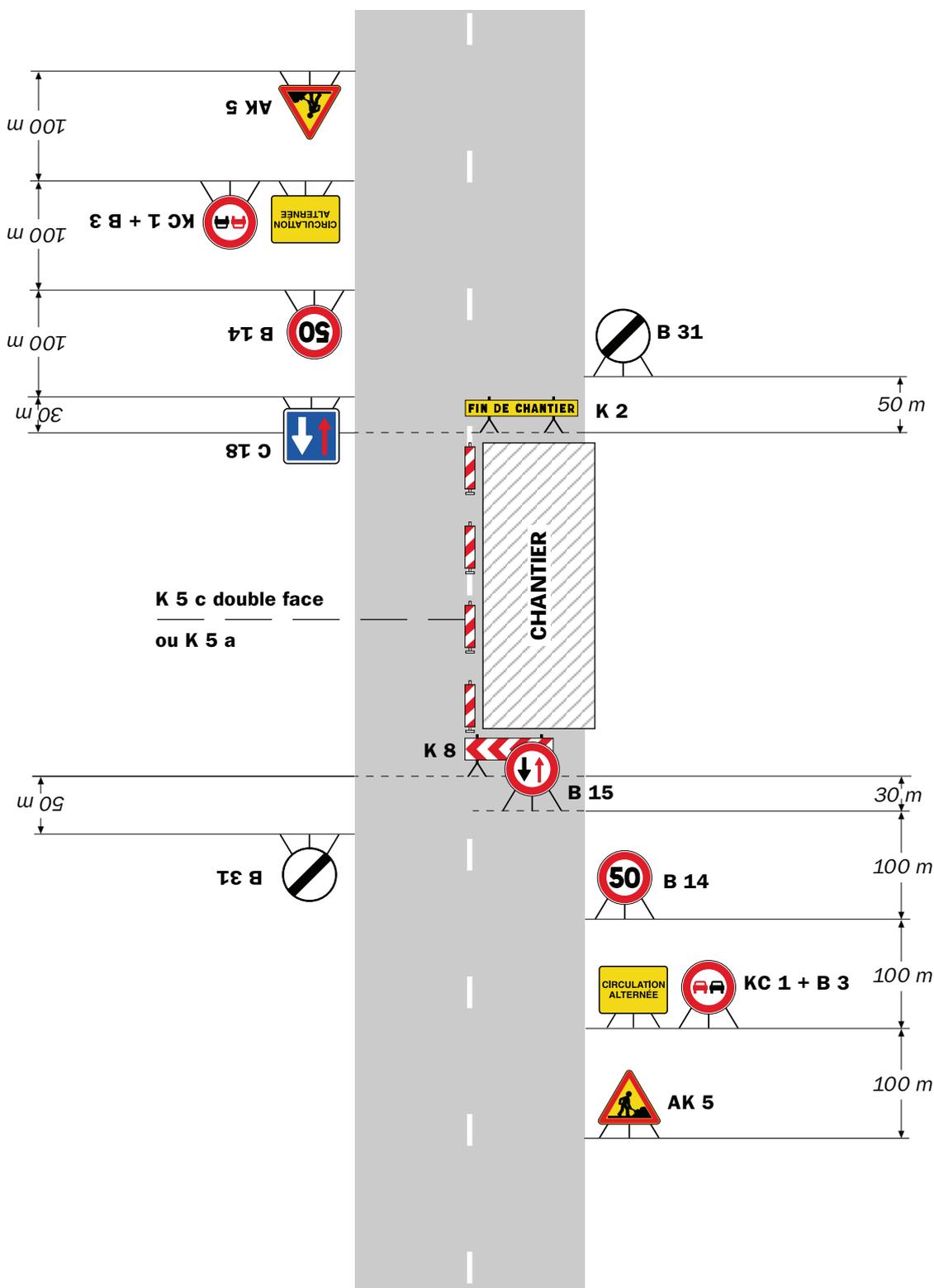
[REDACTED]

Chantiers fixes

CF22

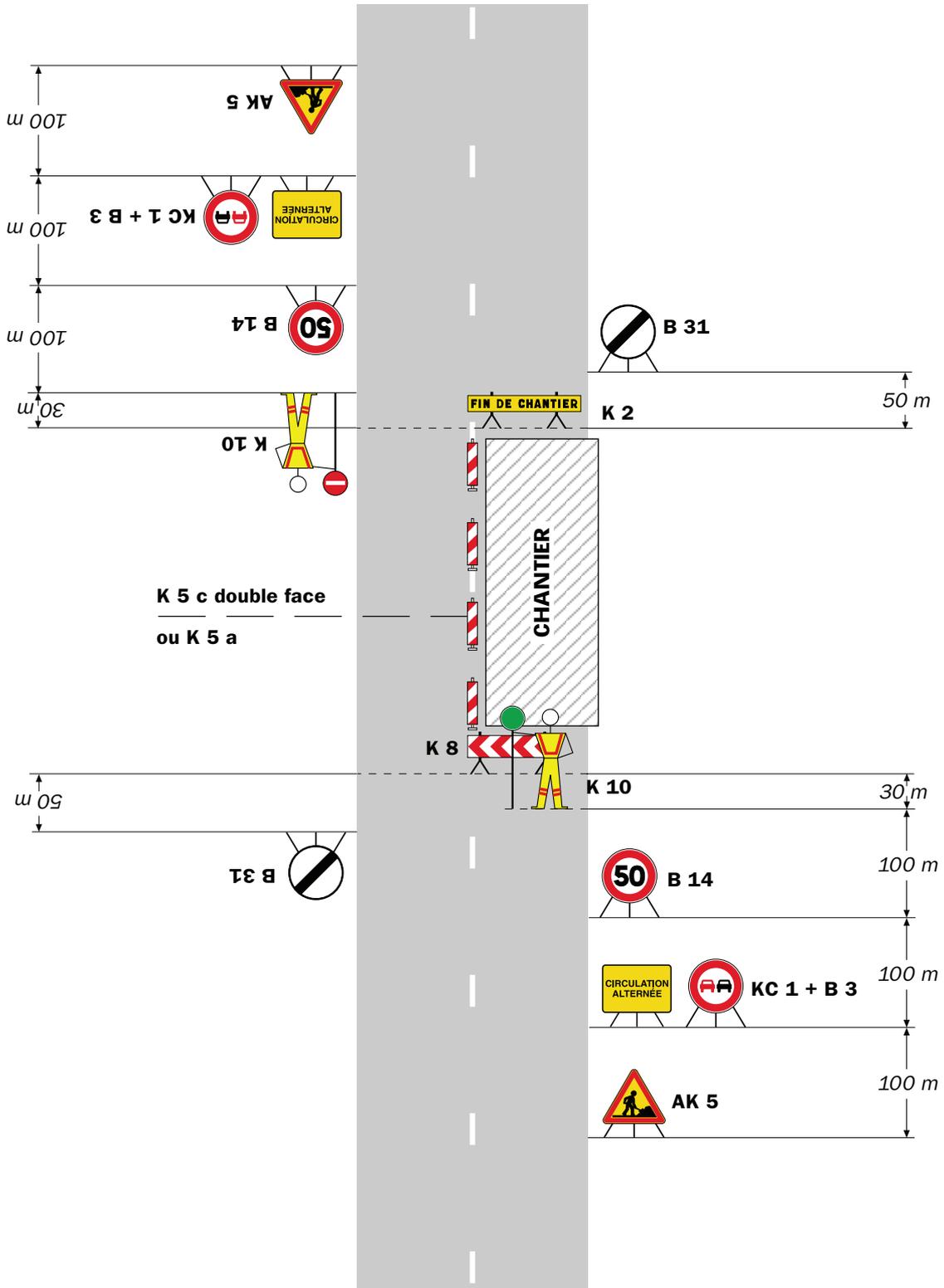
Alternat avec sens prioritaire

Circulation alternée
Route à 2 voies



Remarque(s) :

- Dispositif à n'utiliser qu'en cas de bonne visibilité réciproque et faible trafic.
- Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.



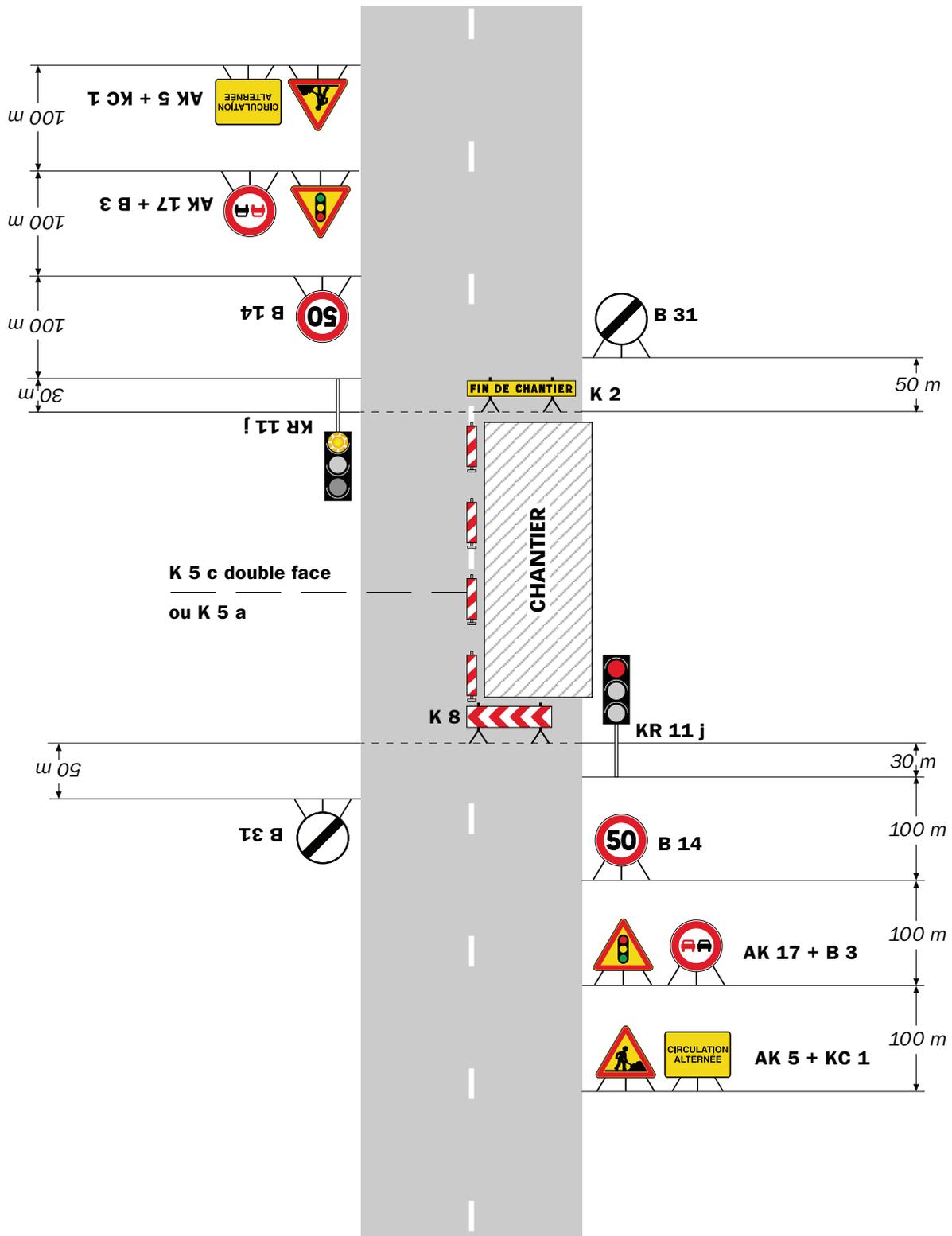
Remarque(s) :

- Dispositif applicable uniquement de jour et sous certaines conditions : Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.

- Un panneau B 14 de limitation de vitesse à 70 km/h peut éventuellement être intercalé entre les panneaux AK 5 et KC 1.

Alternat par signaux tricolores

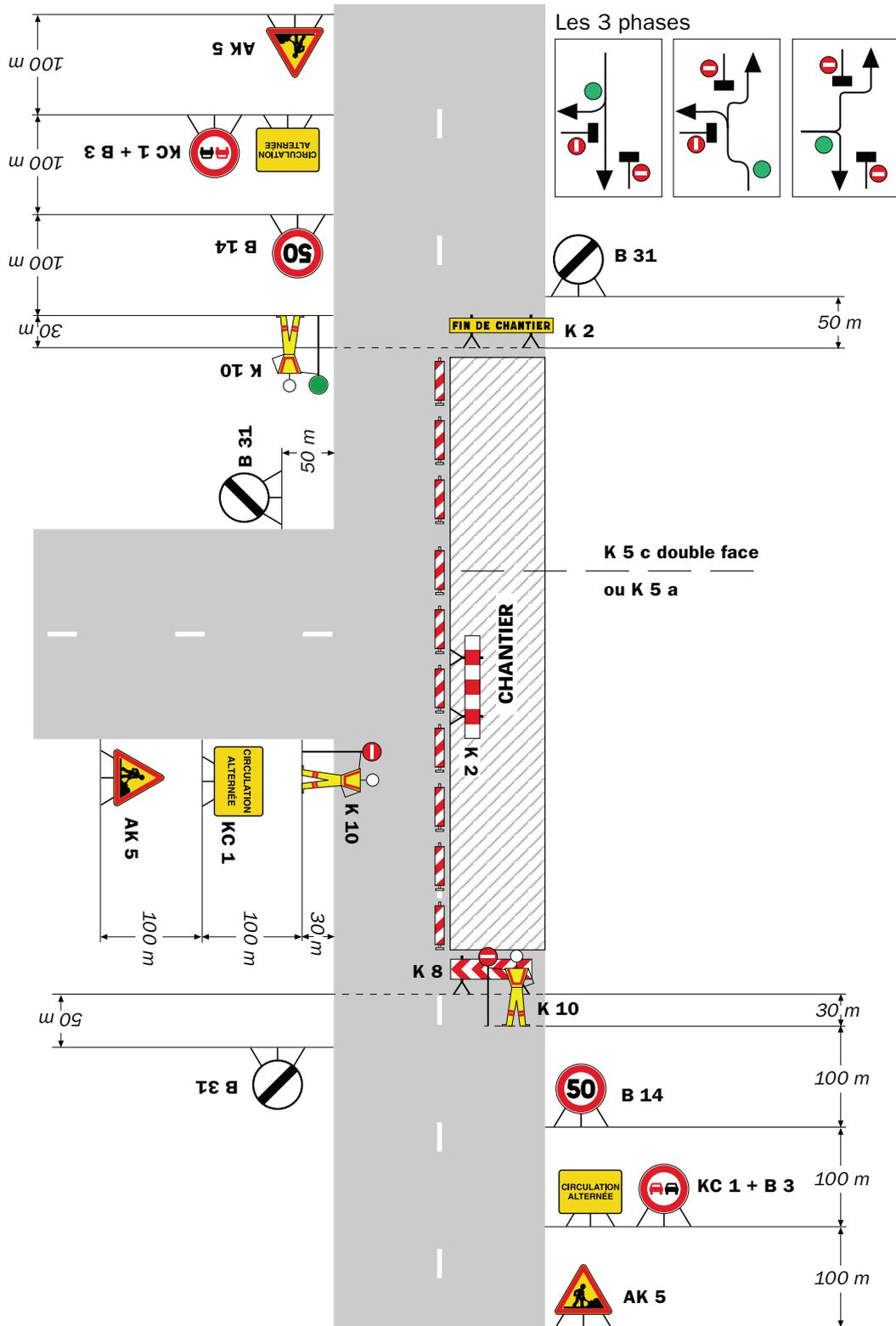
Circulation alternée
Route à 2 voies



Remarque(s) :

- Schéma à appliquer notamment lorsque l'alternat doit être maintenu de nuit, en absence de visibilité réciproque.
- Pour le réglage des signaux tricolores : Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.
- Un panneau B 14 de limitation de vitesse à 70 km/h peut éventuellement être intercalé entre les panneaux AK 5 et AK 17.

Circulation alternée Au droit du carrefour



Remarque(s) :

Hôtel du Département de l'Isère - CS 41096 - 38022 GRENOBLE CEDEX –
Tél : 04.76.00.38.38
Directrice de la publication : Séverine Battin
Rédaction et abonnement : service relations usagers